

Sommaire du numéro 100 du 27 avril 1981

3 DOSSIER	Où va la Grande-Bretagne ?	Inprecor
4 GRANDE-BRETAGNE	Le déplacement à gauche du Parti travailliste.	Steve POTTER
9 GRANDE-BRETAGNE	Le désastre de l'économie britannique.	Brian GROGAN
14 GRANDE-BRETAGNE	Tony Benn candidat à la vice-présidence du <i>Labour Party</i> .	Document
15 POLOGNE	L'opposition au sein du POUP se structure à l'échelle nationale.	Cyril SMUGA
16 POLOGNE	En défense de la révolution politique en Pologne. (Résolution du Secrétariat unifiée de la IVe Internationale)	Document
17 POLOGNE	« Le système du parti unique est totalement contradictoire avec la doctrine marxiste. »	Z. IWANOW
20 BRESIL	Le PT devant l'échéance électorale et le problème de l'unification syndicale.	Daniel JEBRAC
24 BRESIL	Un « Conclat » contre la dictature des patrons.	Document
25 SENEGAL	L'héritier de Senghor à la recherche d'un consensus.	F. CAZALS S. NELANGUEL
28 SENEGAL	L'ouverture démocratique de 1976, prélude à la succession de Senghor.	Document
29 SENEGAL	Les axes de bataille du GOR.	Document
31 ISRAEL	Des soldats israéliens refusent de servir dans les territoires occupés.	Alain NOIRAUT
33 CHINE	Un marxiste-révolutionnaire dans la Révolution chinoise.	Pierre ROUSSET

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Inprecor, abonnement un an pour tous pays 180 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord 200 FF ; Afrique et Amériques 230 FF ; Asie 245 FF.
Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|
Numéro et Rue |-----|
Commune |-----|
Code Postal |-----| Bureau distributeur |-----|
Pays |-----|

Où va la Grande-Bretagne ?

Deux événements récents sont venus attester ces derniers jours de l'acuité de la crise que traverse l'impérialisme britannique et montrer comment la politique de Margaret Thatcher commençait à être mise à mal. L'un se déroulait à Brixton et l'autre dans les six comtés de l'Irlande du Nord.

Au cours des émeutes des 11 et 12 avril, plus de 26 immeubles, une trentaine de magasins ont été saccagés. Plusieurs dizaines de policiers ont été blessés au cours des affrontements qui ont ravagé Brixton, ce quartier-ghetto du sud de Londres. A Brixton, il s'agissait en fait moins « d'émeutes raciales », comme s'est complue à les présenter une certaine presse, que d'une explosion de colère contre la politique de chômage et de misère menée par le gouvernement Thatcher. Une politique dont le principal instrument est souvent la répression policière, anti-ouvrière, anti-jeunes, anti-immigrés. Tous les témoins reconnaissent que ce sont les parades insolentes des forces de police, leur présence massive dans les rues de Brixton, la multiplication des vexations qui ont servi de détonateur à l'explosion. Mais la matière explosive qui s'était accumulée était faite de racisme, de chômage et de misère. Sous l'égide de Thatcher, le Parlement britannique va adopter prochainement une loi dont le très conservateur *Times* reconnaît lui-même qu'elle est d'« inspiration raciste ». Les exactions racistes des groupes fascistes comme le National Front, y compris celles ayant entraîné mort d'hommes, restent toujours impunies. Enfin, les immigrés sont les premières victimes de la politique d'austérité des conservateurs. En un an, de février 1980 à février 1981, le nombre des chômeurs a augmenté de 82 % au sein des « minorités ethniques ».

A Brixton, la moitié des jeunes chômeurs entre 16 et 19 ans sont des Noirs...

Le 10 avril, Margaret Thatcher a reçu un nouveau camouflet cuisant, lorsque Bobby Sands, détenu républicain actuellement en grève de la faim, a été élu comme député à Westminster pour le comté de Fermanagh et du South Tyrone.

C'est le 27 mars dernier que le Comité national contre les Blocks-H et Armagh avait décidé de présenter Bobby Sands, membre de l'IRA et détenu depuis neuf ans. Bernadette Devlin s'était immédiatement retirée en sa faveur

et lui avait apporté un soutien total pour battre Harry West, ancien dirigeant du Parti unioniste officiel. Le fait que l'écrasante majorité de la population nationaliste ait voté pour Bobby Sands réduit en pièces les prétentions de Londres de ne présenter l'IRA que comme une association de délinquants minoritaires et isolés. C'est surtout un formidable encouragement à la mobilisation large et unitaire contre les Blocks-H et pour la reconnaissance du statut de prisonniers politiques aux détenus républicains.

La direction de la campagne électorale, assumée par des membres des comités contre les Blocks-H, et notamment Bernadette Devlin qui se remet des suites de l'attentat perpétré contre elle, avait axé la campagne sur les mots d'ordre : « Voter Sands, c'est voter pour le statut politique, c'est voter contre la torture britannique et pour les revendications des prisonniers, c'est voter contre l'unionisme ».

Dans ce dossier d'*Inprecor* consacré à la Grande-Bretagne, Brian Grogan analyse longuement les effets et les premiers

échecs de la politique économique d'austérité mise en œuvre par Margaret Thatcher. Une politique qui est devenue un peu le phare vers lequel lorgnent les bourgeoisies européennes. Il suffit pour s'en convaincre de voir les programmes économiques développés par les candidats de la bourgeoisie dans les élections présidentielles françaises. Mais cette politique d'austérité a commencé à se heurter de plus en plus fortement à la résistance ouvrière, ainsi que l'a montré la dernière grève des mineurs en février 1981. Elle accentue en retour les phénomènes de mutation et de recomposition qui se produisent au sein du mouvement ouvrier britannique et dont les principaux développements se sont produits au sein du Parti travailliste. Steve Potter analyse le glissement à gauche qui s'est produit dans le travaillisme britannique et dont le premier résultat spectaculaire a été la scission menée par des dirigeants de l'aile droite pour former le conseil pour la social-démocratie. ■

Inprecor
17 avril 1981.

Sidéurgistes en grève à Sheffield en janvier 1980. (Dix)



Le déplacement à gauche du Parti travailliste

Steve POTTER

Le panorama politique de la Grande-Bretagne est en train de se modifier rapidement. La résistance ouvrière face à l'austérité — en particulier la victoire des mineurs contre les fermetures de puits en février dernier — a fortement affaibli le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher. Le 26 mars 1981, le Parti social-démocrate (SDP) a été officiellement créé (1). Son but déclaré est de fournir « un cadre stable » pour le développement de l'industrie et le commerce... Le Parti travailliste (*Labour Party*) a glissé à gauche, un glissement qui s'est exprimé dans l'élection de Michael Foot à la direction du parti. La portée de ces événements ne saurait être sous-estimée car, pour la première fois en Grande-Bretagne, la crise politique commence à coïncider avec la profondeur de la crise sociale et économique.

L'ampleur des changements politiques n'est nulle part plus évidente qu'au sein du Parti travailliste. L'étendue des victoires de la gauche du parti a provoqué une réaction hystérique de la part de la presse bourgeoise, qui a vu en Tony Benn le seul responsable de ces victoires.

Tony Benn a été deux fois minis-

tre dans les gouvernements travaillistes de Harold Wilson et de Jim Callaghan entre 1974 et 1979. Sous la houlette de ces gouvernements, le nombre des chômeurs a triplé. Il faut ajouter à cela les énormes limitations des dépenses sociales et la plus forte réduction relative du niveau de vie de tout le XXe siècle. Pourtant, les circonstances dans lesquelles le premier de ces gouvernements travaillistes est arrivé au pouvoir en 1974 étaient favorables.

La chute du gouvernement de Edward Heath avait été précipitée par les luttes des mineurs, et l'élection du gouvernement de Harold Wilson s'était opérée sur la base du Manifeste électoral le plus à gauche qu'ait adopté le Parti travailliste depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'abandon du programme du Manifeste est la base de la critique qu'a faite Tony Benn de l'expérience de 1974-1979. Ce Manifeste était un programme de réforme institutionnelle du capitalisme britannique. Son but principal était la mise sur pied du *National Enterprise Board* (Direction des entreprises nationalisées), permettant à l'Etat de nationaliser d'importants secteurs de l'industrie et de conclure des accords de planification avec le secteur privé. Tout

cela se combinait à un vaste programme de dépenses publiques, au contrôle des importations et à une politique des salaires volontariste destinée à contrecarrer les tendances inflationnistes d'un tel programme. Ce programme, qualifié dans ses grandes lignes de « *stratégie économique alternative* », a depuis lors été remanié, et il forme maintenant la base politique du Parti travailliste du *Trades Union Congress* (TUC), la fédération syndicale centrale.

Dans le diagnostic dressé par Tony Benn de l'échec du gouvernement travailliste et de la non-mise en œuvre de ce programme, la structure non démocratique du Parti travailliste a été mise en cause. Il a élaboré une plate-forme de transformation du parti autour des trois axes suivants : désignation des députés travaillistes par leur section locale ; élection du dirigeant du Parti travailliste par un collège plus large que le seul groupe parlementaire ; rédaction et approbation du Manifeste électoral du parti par le Comité exécutif national au lieu des seuls premier secrétaire et membres du cabinet, ou bien du *shadow-cabinet* (gouvernement fantôme).

Ce programme s'est acquis un soutien de masse à la base du Parti travailliste et chez les syndicalistes, centré sur le refus de voir de nouveau au pouvoir un gouvernement du type de ceux de Harold Wilson ou de Jim Callaghan. Dans une série de quatre Conférences tenues en l'espace de seize mois, la victoire a été remportée pour deux des réformes préconisées.

Tony Benn résume correctement ce processus : « *C'est la base qui commence à contrôler le parti au lieu que ce soit la direction parlementaire qui contrôle la base.* » Bien que la motion sur le mode de rédaction du Manifeste ait été repoussée, la Conférence de Blackpool (2) a vu l'adoption de motions extrêmement radicales. La Conférence a voté :

— de faire campagne pour la semaine des 35 heures sans diminution de salaire et de lutter contre les fermetures d'unités ;

1. Le Parti social-démocrate (SDP) a été fondé le 26 mars 1981 par quatre anciens dirigeants du *Labour Party* et anciens ministres, William Rodgers, Shirley Williams, David Owen et Roy Jenkins, connus également sous le sobriquet de la « Bande des Quatre ».

2. La Conférence de Blackpool s'est tenue en septembre 1980.



Margaret Thatcher, dirigeante du Parti conservateur et actuelle Premier ministre britannique. (DR)

— de nationaliser d'importants secteurs de l'industrie britannique et de renationaliser toute compagnie d'Etat que le gouvernement conservateur aurait cédée au secteur privé ;

— de se retirer complètement du Marché commun européen ;

— de mettre en œuvre une politique de désarmement nucléaire unilatéral, parallèlement à une diminution massive des dépenses militaires ;

— d'abolir la Chambre des Lords, la seconde chambre — non élue — du Parlement britannique.

L'effet combiné de la réforme du parti et de la ligne politique radicale adoptée à la Conférence de Blackpool a été de rendre plus proche à des milliers de militants ouvriers l'espoir de voir se mettre en place un gouvernement capable de réaliser ce type de politique. Le résultat de ces Conférences du Parti travailliste a été de fournir, aux yeux de la classe ouvrière, une alternative à la fois à la politique droitiste de Jim Callaghan et de Harold Wilson, et à la politique « monétariste » du gouvernement de Margaret Thatcher.

L'intérêt accru pour la politique du Parti travailliste, et son déplacement vers la gauche, s'est traduit par le recrutement de 80 000 nouveaux membres au cours de l'année 1980. Le nombre des membres du parti se situerait entre 335 000 et 365 000 (le chiffre exact étant difficile à obtenir). Quant au nombre des membres affiliés aux syndicats, il dépasse les 6 millions.

Si la classe ouvrière a perçu favorablement ces développements au sein du Parti travailliste, il n'en a pas été de même pour la classe dirigeante, dont la réaction au travers de sa presse a frisé l'hystérie. L'effort principal des médias a été de mener campagne en faveur de la création du « Conseil pour la social-démocratie » au sein du Parti travailliste, dont le but avoué — dès le départ — était de préparer une scission dans le Parti au cas où le cours victorieux de la gauche de ce parti n'était pas entravé, et une fois la scission survenue — après que ses tentatives pour modérer les revendications de la base du parti auraient échoué — de promouvoir les socio-démocrates comme parti indépendant.

Le rassemblement des socio-démocrates en parti indépendant a été une étape saluée par presque tous les quotidiens britanniques. Sans un changement du système électoral, ce parti a peu de chance de former un gouvernement, néanmoins il peut en empêcher l'accès au Parti travailliste. Ces spéculations sur l'issue d'éventuelles élections générales dénotent une étonnante préoccupation si l'on sait que les Conservateurs n'ont pas encore terminé les deux premières années de leur législature de cinq ans.

Cette préoccupation vient du fait que le projet du gouvernement semble s'enliser sérieusement ; les premiers signes d'une opposition consistante de la classe dirigeante au cours suivi par le gouvernement se sont faites sentir pendant l'au-



W. Rodgers, Shirley Williams, Roy Jenkins et David Owen, dirigeants du nouveau SDP (Parti social-démocrate) de Grande-Bretagne. (DR)

tomne dernier, quand le président de la Confédération de l'industrie britannique (CBI), Terence Beckett, a lancé l'idée d'un « combat au corps à corps avec le gouvernement ». La prise de position de Terence Beckett mettait l'accent sur la nécessité de relâcher les contrôles monétaires stricts imposés par le gouvernement ; un appel identique était lancé par le patron de Imperial Chemical Industries, la première multinationale britannique : « Nous espérons un climat tonifiant, a-t-il déclaré, et nous mourrons de froid. » Sur ces bonnes paroles, il annonçait les premières pertes enregistrées par la firme, de toute son histoire.

L'automne dernier a également vu les premiers signes annonciateurs de la fin du repli effectué par la classe ouvrière britannique sur la question du chômage. Les dockers et les métallurgistes ont remporté des victoires contre les menaces de licenciements et de chômage technique. Cette reprise de la lutte contre le chômage a pris un nouvel essor lors du défi lancé aux mineurs par le gouvernement qui a menacé de fermer un certain nombre de puits à l'échelle nationale ; ces mesures faisaient partie d'un Plan d'ensemble plus vaste de rationalisation de l'industrie minière.

La réaction des mineurs ne s'est pas faite attendre. L'annonce des fermetures de puits fut faite par le *National Coal Board* (Direction des charbonnages britanniques) le 10 février, et, le 15 du même mois, les mineurs du Pays de Galles du Sud arrêtaient le travail, sans même qu'un ordre de grève ait été lancé au préalable. La grève s'est étendue les jours suivants à l'Ecosse, au Kent et aux puits du Sud-Yorkshire.

Le recul gouvernemental a été spectaculaire. La Direction des charbonnages a retiré son Plan et le gouvernement a promis de subventionner les puits menacés de fermeture... Ce recul des conservateurs — bien que temporaire — a indigné certains de leurs supporters les plus serviles. Ainsi, Walter Goldsmith, président de l'Institut des chefs d'entreprise, a qualifié la volte-face des conservateurs de « capitulation scandaleuse » et il a même

ajouté : « On pourrait tout aussi bien demander au syndicat des mineurs son choix sur la date des prochaines élections générales ! »

Le désarroi des patrons a été aggravé par le budget proposé par le chancelier de l'Echiquier, Geoffrey Howe. Or, le budget, s'il s'en prenait brutalement au niveau de vie de la classe ouvrière par le biais des impôts indirects, faisait très peu pour satisfaire les revendications des industriels qui avaient demandé une baisse des taux d'intérêts du taux de change de la livre sterling. On a même appris qu'une majorité du cabinet Thatcher s'était déclarée hostile à ce budget, ou du moins inquiète de son impopularité...

L'impopularité de ce gouvernement se traduit dans les sondages d'opinion qui donnent aux travaillistes une avance de 11 % sur les conservateurs, ce qui serait suffisant pour leur donner la majorité absolue dans l'éventualité d'élections générales.

La perspective de voir se former un gouvernement travailliste dans les circonstances actuelles n'est pas envisagée d'un bon œil par la classe dirigeante. L'importance donnée au Parti social-démocrate (SDP) et l'insistance que met ce dernier à ne pas être considéré comme un parti du « centre » mais comme un parti de « centre gauche » vient du fait qu'il lui faut mordre substantiellement sur l'électorat du Parti travailliste pour être d'une quelconque utilité à la bourgeoisie. Ce qui est loin d'être garanti.

L'une des manifestations de mécontentement face à la politique du Parti conservateur, après le budget, fut la défection d'un député conservateur qui a rejoint le groupe des socio-démocrates du Parlement, qui n'avait jusqu'alors été composé que de renégats du Parti travailliste. On peut s'attendre à en voir d'autres. Les sondages d'opinion qui ont été effectués pour estimer la popularité de ce nouveau parti ont systématiquement montré qu'il y aurait plus d'électeurs conservateurs que d'électeurs travaillistes qui allaient changer leur vote au profit du SDP.

C'est dans ce contexte que se sont



Michael Foot et Tony Benn, dirigeants du Labour. (DR)

tenus d'importantes discussions sur le passage à un système d'élections à la proportionnelle. Ce serait un pas important que franchirait la classe dirigeante ; car cela signifierait, d'une part exclure de façon vraisemblablement permanente, dans les conditions normales, le Parti travailliste du gouvernement, et d'autre part cela signifierait la fin de l'alliance nouée dans le Parti conservateur entre le grand capital et la base des politiciens de la classe moyenne comme Margaret Thatcher. A l'heure actuelle, il semble que l'éclaircissement des rangs du Parti conservateur soit perçu comme un prix trop élevé à payer par les cercles de l'opinion bourgeoise, et ce malgré les avantages incontestables qu'offrirait la possibilité d'une coalition gouvernementale permanente.

Ces grandes manœuvres de la politique bourgeoise ne signifient pas pour autant que la bureaucratie travailliste ait renoncé à la possibilité de remettre en cause les victoires de la gauche du parti pour faire du Parti travailliste « *un parti capable de gouverner* », c'est-à-dire un parti fermement attaché à la politique d'austérité et à la défense intransigeante de l'ordre capitaliste.

Les acquis de la gauche travailliste, qui viennent d'un déplacement vers la gauche de ses membres, sont également liés à l'impuissance des bureaucrates syndicaux à enrayer les avancées de la gauche au Congrès du parti. Or, du point de vue numérique, cela peut se faire facilement, car la bureaucratie syndicale dispose, du fait de l'affiliation de certains syndicats en tant que tels, de six fois plus de mandats que les délégués des sections du Parti.

Dans les années 1950, la bureaucratie syndicale put écraser le mouvement des sections dirigé par Aneurin Bevan (3), du fait de la domination de l'aile droite sur les grands syndicats. Or la situation actuelle est différente : les dirigeants syndicaux — sous la pression militante de la base, qui soutient l'orientation politique de Tony Benn —, sont constamment

obligés de faire des concessions à la gauche. Le manque d'organisation de la bureaucratie syndicale a permis à la gauche de tirer pleinement avantage de la situation.

Cependant, les bureaucrates syndicaux ont été prompts à recouvrer leurs esprits. Ils ont impulsé la candidature de Michael Foot à la direction du parti face à Denis Healey, le candidat de la droite. Cette élection a été boycottée par Tony Benn car elle s'est faite selon les vieilles règles, c'est-à-dire que seuls les députés votaient.

Le choix de Michael Foot était judicieux ; par son passé, il est le plus radical de tous les dirigeants historiques ; en particulier, il a été lié au mouvement pour le désarmement nucléaire unilatéral. Mais il a été aussi durant dix ans le lieutenant fidèle de Harold Wilson et de Jim Callaghan. Il est le plus à même de prendre la tête de la gauche dans le parti, et le plus indiqué pour la faire avorter...

Michael Foot a commencé à concrétiser ce projet en prenant la tête de deux grandes manifestations contre le chômage à l'appel du Parti travailliste. Les travailleurs qui ont pris part à ces manifestations (150 000 personnes à Liverpool le 29 novembre 1980, et 70 000 en février de cette année) continuent de voir en

3. Aneurin Bevan, député travailliste (1929), ministre de la Santé et de la Reconstruction dans le gouvernement travailliste de lord Clement Attlee (1945), il fut l'un des artisans de la création des assurances-maladie (*National Health Service*). Ministre du Travail (1951) il finit par s'opposer à la majorité de son propre parti à laquelle il reprochait l'abandon des options pacifistes et socialistes et devint l'une des figures marquantes de la gauche travaillistes.

4. Percy Bysshe Shelley (1792-1822), de vieille noblesse terrienne, il ne voulut pas se conformer aux traditions dont il devait être le bénéficiaire et se fit poète de l'amour platonique et de la nature. La révolte contre le conformisme anglais le rapprocha de Byron qu'il rencontra en Suisse en 1816. Bien que condamné par la tuberculose, c'est dans un orage, en pleine mer, que mourut ce chantre de l'eau et du feu. Parmi les thèmes de son œuvre, on peut

Michael Foot un dirigeant de gauche, une illusion que l'intéressé a entretenu en lançant des appels pour le renversement du gouvernement et en invitant les gens à se « *soulever comme des lions* », selon la formule du poète Shelley (4).

Or, la suite même des événements dans le Parti travailliste a forcé Foot à prendre un cours de plus en plus droitier. Dans le *Labour Party*, une nouvelle droite, la « *Campagne de solidarité pour le Parti travailliste* », s'est constituée dans l'aile parlementaire. Elle cherche à renforcer ainsi les efforts de tous ceux qui remettent en question les acquis de la gauche dans le parti, et tout particulièrement ceux qui veulent redonner aux parlementaires le rôle décisif dans l'élection du dirigeant du parti au détriment des sections de base et des syndicats. Michael Foot — tout en déclarant qu'il se situe au-dessus des fractions — appuie ce regroupement. Quoique la cible principale de Michael Foot soit Tony Benn, il a cependant promis de commencer son offensive contre la tendance « *Militant* » (5) ainsi que contre les militants d'autres tendances de l'extrême gauche dans le parti.

La suite des événements au sein du Parti travailliste dans les mois à venir va être dominée tout particulièrement par le regroupement de la droite et son offensive contre la gauche. Cependant, la gauche est loin d'être complètement désarmée devant une telle offensive ; l'essentiel des 80 000 nouvelles recrues qui ont rejoint le parti dans les derniers mois vont se retrouver dans le camp de la gauche. En même temps, les militants syndicalistes sont entraînés dans la lutte qui se déroule au sein du parti, étant donné que les conférences syndicales débattent de la façon de voter à la prochaine Conférence du Parti travailliste, en octobre 1981.

C'est cette unité d'action croissante entre les militants syndicaux et ceux du parti qui forme la clé de voûte des progrès de la gauche dans le parti, mais également d'une lutte efficace contre les conservateurs. Alors que le Parti travailliste a pris un rôle dirigeant dans la lutte contre le chômage et les réductions des dépenses sociales, le mouvement syndical a commencé de jouer un rôle ouvertement politique dans sa lutte contre les conservateurs ; c'est ainsi que le TUC a pris la décision — sans précédent — d'appeler à une

relever la foi en la destinée humaine, l'évocation du contraste romantique entre l'idéal et la réalité, et l'affirmation de la nature transitoire du mal.

On ne peut évoquer sa mémoire sans parler de sa seconde femme, Mary Godwin (1797-1851), qui n'avait pas vingt ans quand elle composa *Frankenstein, ou le Prométhée moderne* (1818), roman pseudo-scientifique qui évoque la création artificielle d'un être humain et le drame du demiurge...

5. La tendance « *Militant* » au sein du *Labour Party*, dirigé par Ted Grant, s'était rapprochée de la IVe Internationale à la fin des années 1950, elle a participé à la réunification de 1963 et a été désaffiliée en 1965. Cette tendance, qui est favorable à un « *entrisme* » de longue durée dans le Parti travailliste, publie l'hebdomadaire *Militant* à quelque 12 000 exemplaires.

grande manifestation, qui fut un succès, contre les tentatives de restriction à la Loi sur l'avortement. Les campagnes pour l'unité d'action entre les syndicats et le Parti travailliste, afin de chasser les conservateurs, rencontrent un réel écho parmi les militants actifs du Parti travailliste et des syndicats.

L'interaction croissante entre la lutte dans les syndicats et celle dans le Parti travailliste se traduit également dans la plate-forme commune élaborée par Tony Benn (qui se présente au poste de secrétaire-adjoint du parti en octobre) et Arthur Scargill, dirigeant des mineurs du Sud-Yorkshire, qui se présentera à la présidence du *National Union of Mineworkers* (NUM — syndicats des mineurs britanniques) en 1982.

La lutte acharnée de la gauche dans les syndicats, afin de gagner sur la question du vote bloqué (6), dans un premier temps pour défendre et étendre les acquis de l'an passé, est partie prenante d'une stratégie tendant à défaire la droite. En même temps, il est impossible de construire une gauche dans les syndicats sans faire passer au premier plan la lutte autour des enjeux de la lutte au sein du Parti travailliste.

En ce sens, les organisations qui se situent à la gauche du Parti travailliste ont manifestement échoué jusqu'à présent dans leur tentative d'avancer une stratégie appropriée aux conditions politiques actuelles.

Le Parti communiste de Grande-Bretagne, loin de profiter de la crise dans le Parti travailliste, connaît un déclin organisationnel accéléré. Dans les années 1970, le nombre de ses membres est tombé de près de 30 000 à moins de 20 000. Le déclin du parti a été tout particulièrement sensible dans les milieux qui constituaient ses bases non négligeables dans les syndicats ouvriers. Enfin, une partie du déclin du PC britannique s'est traduit par le passage de ses éléments « eurocommunistes » dans le Parti travailliste. Un débat s'est engagé dans les colonnes du *Morning Star*, le quotidien en fâcheuse posture du PC, sur la question de savoir si le Parti communiste peut justifier son existence comme organisation indépendante du Parti travailliste. En réponse, la direction du PC a remis à l'ordre du jour la proposition avancée par Lénine et le II^e Congrès de l'Internationale communiste de mars 1920 sur l'affiliation du Parti communiste au Parti travailliste. Bien sûr, le PC n'a nullement l'intention de lutter pour une telle proposition, au cas où cela contrarierait les bureaucrates de gauche avec lesquels il recherche à s'allier. Le but unique d'une telle proposition, qui n'a pas été sans écho dans la gauche du parti, est d'éviter la discussion sur l'incapacité du PC à influencer le moins du monde dans les développements en cours dans le Parti travailliste.

L'existence d'une extrême gauche forte et unifiée aurait sans aucun doute pu influencer les développements dans le Parti travailliste. Or le *Socialist Workers Party* (SWP — Parti socialiste des travail-

« Inprecor » a publié

Celia Pugh, « La grève de la sidérurgie relance la mobilisation contre les conservateurs », numéro 69, du 7 février 1980.

Brian Grogan, « La grève des sidérurgistes britanniques », numéro 75, du 17 avril 1980.

« Hugo Dewaz (1920-1980) », numéro 75, du 17 avril 1980.

Brian Grogan, « Les progrès de la gauche au Congrès du Parti travailliste », numéro 87-88, du 30 octobre 1980.

Phil Hearse, « 80 000 contre les "Cruise missiles" ! », numéro 90, du 3 décembre 1980.

Pat Kane « A l'appel des travailleurs à Liverpool, 150 000 manifestants contre Margaret Thatcher », numéro 92 du 2 janvier 1981.

leurs) de Grande-Bretagne, qui compte 2 500 membres, a à la fois rejeté toute perspective unitaire de la part de la deuxième organisation révolutionnaire britannique qu'est l'*International Marxist Group* (IMG — section britannique de la IV^e Internationale) et a tenté de minimiser l'importance des événements qui se déroulent au sein du Parti travailliste. Une série d'articles parus dans la presse du SWP continue d'insister sur le fait que la lutte des classes en Grande-Bretagne n'a jamais connue un tel reflux, que l'agitation au sein du Parti travailliste est sans lendemain et finira par aboutir à un déplacement massif vers la droite.

Selon le SWP, la tâche fondamentale est de reconstruire les structures de base du mouvement syndical. Cette estimation conjoncturelle erronée se concrétise par la position du SWP sur le poids du réformisme, qui, synthétiquement, soutient que l'influence du Parti travailliste dans la classe ouvrière a décliné en rapport direct avec la capacité ou non d'accorder des réformes. Cette théorie laisse de côté le fait que le Parti travailliste, tout en étant un parti ouvrier bourgeois, représente une étape importante dans l'indépendance politique de la classe ouvrière, et que c'est la raison fondamentale pour laquelle la classe ouvrière se tourne vers le Parti travailliste pour obtenir des solutions politiques. Dès lors, le SWP dédaigne la tâche qui consisterait à encourager ses partisans à s'organiser dans le Parti travailliste, et préfère ainsi dénoncer l'« entrisme ».

Or, l'organisation d'un nombre non négligeable de militants dans le Parti travailliste n'est pas l'antidote au sectarisme comme le montre le cas de la tendance « Militant ». Cette tendance, qui a été la principale cible de la « chasse aux trotskistes » organisée par l'aile droite de la bureaucratie ces six dernières années, s'est renforcée substantiellement au cours de la même période, et compte actuellement plus de 1 500 militants. Certains dirigeants de la tendance « Militant » sont dans le Parti depuis 34 ans. La nécessité, selon eux pour tout socialiste d'être dans le Parti travailliste à l'heure actuelle, est brandie comme un principe irréfutable. Ils vont jusqu'à accuser les socialistes qui ne sont pas dans le parti d'être « passés de l'autre côté de la barrière de classes ». Ce contact prolongé avec le fonctionnement interne du *Labour Party* a modifié la politique de

cette ancienne tendance révolutionnaire. Aujourd'hui, ils mettent en avant le mot d'ordre d'« Expropriation, sanctionnée par la loi, de 250 monopoles ! ». Cette revendication qui remet en question l'idée de révolution socialiste par la méthode classique des soviets, va de pair avec la conviction qu'il est possible de transformer le Parti travailliste en un outil de changement révolutionnaire au service de la classe ouvrière.

Les partisans de la tendance « Militant » ne sont pas éduqués dans l'esprit selon lequel le Parti travailliste sera un obstacle à la voie de la révolution socialiste, parce que la bureaucratie n'abandonnera jamais le parti à ceux qui se prononcent pour cette même révolution socialiste, mais au contraire dans l'esprit d'un continuel déplacement vers la gauche dans le parti « sous la pression des événements ». Un tel point de vue objectiviste de la politique donne à la pratique politique des partisans de la tendance « Militant » un caractère propagandiste et sectaire, qui les amène à s'opposer à une coalition de masse telle la « Campagne pour le désarmement nucléaire » parce qu'elle n'a pas un programme socialiste, ou bien à refuser de s'allier réellement avec les autres tendances de gauche qui luttent au sein du Parti travailliste.

La tendance « Militant » constitue l'obstacle essentiel, après l'opposition de la bureaucratie travailliste, à la construction d'une direction révolutionnaire à la tête des *Labour Party Young Socialists* (LPYS), l'organisation de jeunesse du Parti travailliste. Cette organisation s'est développée de façon significative dans les derniers mois, malgré la direction du « Militant » qui a cherché à freiner dans les LPYS le développement des actions de masse et la mobilisation de la jeunesse, et a donc retardé son extension bien en-deçà de son réel potentiel.

Les partisans du journal *Revolution*, publication jeune publiée en liaison avec la IV^e Internationale en Grande-Bretagne, commencent à présenter une alternative à la direction du « Mili-

6. Au sein des syndicats, la gauche se bat pour empêcher les directions d'utiliser la procédure de vote bloqué pour les votes aux Conférences du Parti travailliste, ce qui permet aux directions des syndicats les plus importants d'avoir un poids disproportionné par rapport aux sections de base du *Labour Party*, dans la mesure où le nombre de mandats de ces syndicats correspond aux nombre de leurs adhérents.



Londres : manifestation des mineurs devant le Parlement à Londres. (DR)

tant », en s'opposant à sa politique droitière et en développant tout particulièrement l'agitation autour de l'organisation des campagnes contre l'armement nucléaire et pour le retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord.

Le soutien aux luttes pour l'adoption de méthodes démocratiques au sein du Parti travailliste, et une attitude non sectaire sur l'organisation des forces les plus larges possible pour faire ces réformes, a été indispensable à l'activité des socialistes révolutionnaires tout au long de ces derniers mois. Il est devenu de plus en plus nécessaire, pour un nombre croissant de socialistes révolutionnaires, de rejoindre les rangs du Parti travailliste afin d'être en contact direct avec ces luttes.

En même temps, la lutte contre le gouvernement conservateur a impliqué la nécessité de se battre autour d'un programme d'action capable de gagner un soutien à la fois dans le Parti travailliste et dans le mouvement syndical. Présenter un tel programme, un plan pour combattre la crise, est possible sur la base de la défense et de l'extension des acquis de la gauche au sein du Parti travailliste. Les éléments-clés d'un tel programme sont la lutte pour les 35 heures sans diminution de salaire ; la nationalisation sous contrôle ouvrier de toutes les entreprises qui licencient du personnel ; l'embauche préférentielle pour les femmes, les jeunes et les Noirs pour les défendre contre les effets inégalitaires de la récession ; le désarmement nucléaire unilatéral et le retrait de l'OTAN, avec le remplacement du programme de

dépenses militaires par un programme de travaux publics ; la défense des droits démocratiques ; le retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord.

Un tel programme de lutte de classes se différencie de la « stratégie économique alternative » des réformistes de gauche. La profondeur de la crise politique rend encore plus urgente la question du gouvernement. Gagner sur l'un quelconque des points d'un tel programme implique la construction d'un mouvement pour renverser le gouvernement conservateur. Préparer un tel mouvement signifie en réalité le préparer pour une grève générale, et pose la question de savoir par quoi l'on remplace le gouvernement conservateur. Bien qu'un appel clair et sans équivoque pour le retour, sans conditions, des travaillistes au gouvernement soit le point de départ, il est également nécessaire d'expliquer qu'il faut lutter pour empêcher que des trahisons du type de celles de Harold Wilson et de Jim Callaghan ne se reproduisent.

Le combat pour engager le prochain gouvernement travailliste à suivre un programme de type anticapitaliste est donc partie prenante de la lutte pour la défaite des conservateurs.

Cette lutte pour chasser les conservateurs et les remplacer par un gouvernement travailliste qui s'engagerait à suivre une politique socialiste constitue la base de la construction d'un courant lutte de classes dans le mouvement ouvrier britannique. Et un tel courant se doit d'être en priorité construit dans les syndicats

ouvriers. Les mineurs ont une fois de plus montré que — bien que l'ensemble de la classe ouvrière soit prête à lutter contre les conservateurs —, c'est dans les confrontations avec les syndicats ouvriers que les choses se résoudreont. Une telle aile gauche, s'appuyant sur les syndicats ouvriers, se doit d'être construite à la fois dans les syndicats et dans le Parti travailliste. Aujourd'hui, il n'est pas possible de construire un courant lutte de classes conséquent dans les syndicats sans s'engager activement dans la lutte au sein du Parti travailliste. Il n'est pas non plus possible de remporter de victoire contre la bureaucratie travailliste sans s'organiser consciemment et systématiquement au sein des syndicats.

La remise en cause des larges avantages matériels par l'impérialisme britannique, qui avaient garanti pendant de longues années un certain consensus politique, et qui avaient agi comme un frein au changement révolutionnaire en Grande-Bretagne, constitue maintenant un facteur essentiel de la vie politique.

Les révolutionnaires ont la meilleure occasion aujourd'hui depuis le début des années 1970 d'influencer les développements de la situation en Grande-Bretagne ; à condition d'en saisir toute l'importance... ■

Steve POTTER
2 avril 1981.

Le désastre de l'économie britannique

Brian GROGAN

L'économie britannique est entrée dans la récession avant toutes les autres économies des pays capitalistes développés et elle sera aussi la dernière à en sortir. Cette récession a commencé au début de l'année 1980 (1). Le déclin de la production industrielle s'est encore accéléré en janvier 1981, et il n'y a pas le moindre signe que la récession ait touché son fond. Au contraire, le dernier budget adopté par le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher aboutit à retirer de l'économie 3,5 milliards de livres, ce qui menace de provoquer un nouvel approfondissement de la récession.

UNE RÉCESSION QUI DURE

En 1980, le produit national brut (PNB) a chuté de 3%. Et ce chiffre donne une vue encore trop flatteuse de la situation. En réalité, le déclin s'est accéléré dans la dernière partie de l'année 1980. Ainsi, au cours du dernier trimestre 1980, le PNB a baissé de 5,5% (moyenne annuelle).

Par rapport au point d'apogée du cycle économique, cela représente un recul de 6,8%. Ainsi, l'actuelle récession est certainement bien plus grave que celle de 1974-1975 (2), lorsque le recul n'avait été que de 4,8% entre le point le plus élevé et le point le plus bas du cycle, c'est-à-dire entre le 3^e trimestre 1973 et le 3^e trimestre 1975 (3). Et les choses ne s'arrangent pas, puisque la production industrielle continue de baisser. En janvier 1981, la production industrielle a décliné de 1,3%. C'est le septième mois de suite qu'un recul de la production est enregistré. Comparée à la même période de l'année précédente — le trimestre novembre 1980-janvier 1981 —, la production industrielle a baissé de 11,5%.

C'est la plus importante chute depuis le krach de 1930. Si l'on ne prend pas en compte la production de pétrole et de gaz naturel, la chute de la production industrielle atteint alors 13,5%. Les chiffres concernant l'industrie manufacturière indiquent un recul très important depuis janvier 1980, de 14,4%. Or la statistique pour janvier 1980 était déjà fortement influencée par la grève de la sidérurgie qui s'est déroulée à cette époque (4). Comparée au trimestre précédent, la chute de la production industrielle pour les mois de novembre 1980-janvier 1981 a atteint 3,6%.

En ce qui concerne les secteurs indus-

La Grande-Bretagne a connu une récession plus importante que ce qu'avaient prévu les conservateurs et estimé le patronat. Mais le dernier budget indique clairement que si Mme Thatcher continue sur sa lancée, le désastre va continuer jusqu'à ce que la classe ouvrière soit battue ou que la résistance à cette politique aboutisse au renversement du gouvernement. Si l'on en juge d'après les bélements poussés par les patrons, lors du vote du budget au Parlement, il semble que ces derniers craignent par dessus tout cette seconde hypothèse, c'est-à-dire le renversement du gouvernement conservateur, suite logique de la politique de Mme Thatcher.

triels clés, la situation est encore pire. La métallurgie connaît un recul de la production avoisinant les 20%, tandis que le secteur des machines-outils chute de 17%. Dans la chimie et le raffinage pétrolier le recul est de 16% (5).

Pour tenter d'avoir une vue plus exacte de ce déclin, on peut signaler que l'industrie automobile n'a produit en 1980 que 924 000 unités contre 1 640 000 en 1970. La production d'acier est tombée de 28 millions de tonnes en 1970 à 11,2 millions en 1980 (6).

Il en va de même dans le secteur de la construction, qui est un indicateur particulièrement sensible de l'activité économique en Grande-Bretagne. L'organisation patronale de ce secteur indique que — si la tendance se confirme en 1981 —, la construction connaîtra une baisse de 25% par rapport au niveau de 1970.

La réponse du patronat devant cette situation a consisté à jouer à fond une politique de déstockage. Dès lors, l'investissement dans l'industrie manufacturière a reculé de 6% en 1980. Les statistiques du Département de l'Industrie prévoient pour 1981 un recul de 15 à 20% du volume de capital investi.

Contrastant avec cette sombre image, on constate l'apparent maintien du niveau

des exportations, malgré la ferme tenue de la livre. L'année dernière, l'excédent de la balance des paiements s'est élevé à 2 milliards et demi de livres. Pour les deux premiers mois de 1981, ce surplus atteint 1,65 milliards, c'est-à-dire la moitié de ce qui avait été prévu pour l'ensemble de l'année. Mais, depuis plusieurs mois, la Confédération de l'industrie britannique (CBI — le CNPF britannique) a indiqué que la forte position de la livre allait miner les exportations. Au cours des deux premiers mois de 1981, le volume des biens manufacturés exportés a reculé d'environ 9%.

En fait, les exportations de pétrole et les revenus des « invisibles » (banques, assurances et autres services, y compris le repaiement des contributions budgétaires au Marché commun européen) représente les 5/6^e de cet excédent de la balance des paiements courants.

En réalité, la Grande-Bretagne a connu une perte catastrophique de compétitivité estimée par la Banque d'Angleterre, en décembre 1980, comme se situant à 40% en baisse par rapport à 1975; ce recul des capacités concurrentielles s'exprimera inévitablement au niveau de la balance des paiements. D'autant plus que les exportations durant cette période n'ont pu se développer que parce qu'un grand nombre de pays capitalistes avancés n'étaient pas encore entrés dans la récession, ce qui n'est plus le cas maintenant.

Un autre point de satisfaction du gouvernement est le recul de la poussée inflationniste en 1980. En février 1981, l'indice des prix de détail est de 13% plus élevé qu'en février 1980. A cette époque, il était de 20% plus élevé qu'en février 1979. Mais cette « tendance positive » est menacée dans l'avenir.

Dans sa lutte contre l'inflation, le gouvernement a choisi de restreindre au maximum le développement de la masse monétaire. L'évolution de la masse monétaire est dès lors pour lui l'indice-clé de l'évolution inflationniste. Or elle a connu une croissance deux fois plus rapide que

1. Voir *Inprecor*, numéro 67-68, spécial économique, du 17 janvier 1980, Winfried Wolf, « La nouvelle récession internationale en 1980 ».

2. Voir *Inprecor*, numéro 16-17, première série, spécial économique, du 16 janvier 1975, Bob Sutcliffe, « Grande-Bretagne : la chute libre » ; et numéro 40-41, spécial économique, du 18 décembre 1975, Alan Jones, « Grande-Bretagne : au bord du gouffre ».

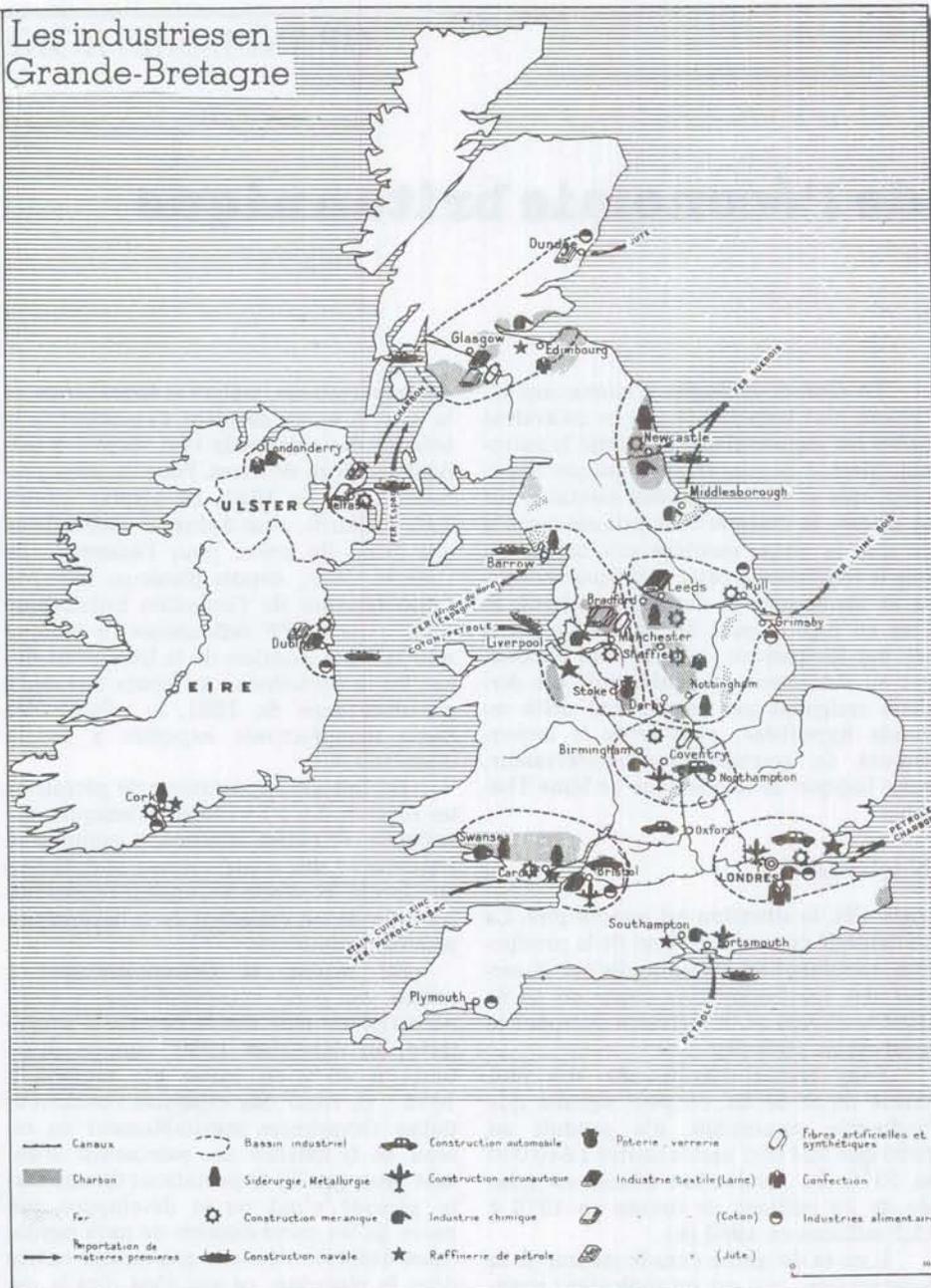
3. Chiffres du *Report of the Central Statistical Office (CSO)*, février 1981.

4. Voir *Inprecor*, numéro 69, du 7 février 1980, Celia Pugh, « La grève de la sidérurgie relance la mobilisation contre les conservateurs » ; et numéro 75, du 17 avril 1980, Brian Grogan, « La grève des sidérurgistes britanniques ».

5. Cf. CSO, février 1981, *op. cit.*

6. Voir *Inprecor*, numéro 94-95, spécial économique, Michel Capron, « La crise de la sidérurgie européenne », et particulièrement le paragraphe concernant la Grande-Bretagne, p. 18-20.

Les industries en Grande-Bretagne



ce qui avait été projeté par le gouvernement. En avril 1981, elle aura crû de plus de 20 %...

Les grandes entreprises ont évidemment une responsabilité majeure dans le développement de la masse monétaire. En octobre, les prêts bancaires à l'industrie représentaient au total 3,6 milliards de livres. Le développement du crédit, sur une base moyenne mensuelle, s'élève à environ 400-500 millions de livres par mois depuis lors (7). Des taux d'intérêts élevés qui — selon le *credo* de l'école « monétariste » — auraient dû maintenir la masse monétaire à un niveau assez bas, ont eu en fait un effet opposé : les entreprises ont dû faire des emprunts plus élevés pour payer les intérêts des prêts passés.

La gravité de cette récession est telle que — malgré le nombre extraordinaire de faillites (8) —, les banques sont contraintes de se montrer plus flexibles dans l'application des règles sur le crédit, afin de ne pas entraîner de nouvelles vagues de faillites. Selon le *Sunday Times* (9), « il en coûtera aux banques 400 mil-

lions de livres pour maintenir à flot l'industrie britannique en 1980 », cette somme correspondant aux « provisions » que doivent faire les banques pour les créances douteuses...

Cette situation a été exacerbée par la chute très dure du taux de profit des entreprises industrielles et commerciales. Si l'on ne prend pas en compte les entreprises liées à l'industrie pétrolière (mer du Nord), le recul pour 1980 est d'au moins 4,5 %. De nouvelles enquêtes sur la rentabilité des entreprises qui ne sont pas engagées dans les opérations en mer du Nord indiquent un recul de 6,25 % (10).

Ce phénomène a affecté les entreprises de pointe à haute productivité et orientées vers l'exportation comme le géant multinational de la chimie Imperial Chemical Industries (ICI) ou Metal Box Co et Courtaulds. ICI n'a annoncé aucun profit pour les neuf premiers mois de 1980 ; Metal Box a connu en 1980 un déficit pour toutes ses opérations en Grande-Bretagne et cela pour la première fois de son histoire ; Courtaulds a vu ses

profits s'effondrer de 30 à 3 millions de livres...

Si l'on examine une entreprise comme Lucas Industries (qui produit des équipements et des accessoires pour l'industrie automobile et l'aéronautique), c'est-à-dire une entreprise qui dépend fortement du secteur automobile touché par la récession, on constate que, pour le second semestre 1980, elle a connu un déficit de 27 millions de livres, alors que précédemment ses profits atteignaient 12 millions de livres. GKN, entreprise de machines-outils de pointe, qui a également des intérêts importants dans la sidérurgie, a subi une perte de 1,2 millions de livres alors que ses profits atteignaient auparavant 126 millions de livres. Le gouvernement a dû sauver de la faillite — par un prêt de 200 millions de livres — International Computers Limited (ICL), la seule grande entreprise britannique d'ordinateurs de haut de gamme. Les pertes de cette entreprise s'étaient élevées à 20 millions de livres pour le dernier trimestre 1980.

Devant cette situation, le patronat a commencé à critiquer le gouvernement afin qu'il réduise massivement le déficit budgétaire en opérant des coupes sombres. Ceci devrait permettre une chute des taux d'intérêts, selon les règles de la politique monétariste. En avril 1981, le volume des emprunts de l'Etat atteindra à peu près 14 milliards de livres, ce qui dépassera très largement l'objectif gouvernemental fixé à 8,5 milliards de livres. Cette somme équivaut à 6 % du PNB, c'est-à-dire qu'elle représente la même proportion que pendant la récession 1974-1975. Or, les projets gouvernementaux étaient de les diminuer de moitié pour éviter l'accélération très rapide de l'inflation, comme cela s'était produit après la dernière récession.

Ce n'est pas parce que l'équipe gouvernementale de Margaret Thatcher hésite dans ses projets de démantèlement du système de Sécurité sociale, que le volume des emprunts a grossi démesurément. En effet, en novembre dernier (1980), un train de réductions budgétaires très importantes — équivalant à un milliard de livres — a été décidé. Et cela alors que les dépenses militaires augmentaient d'environ 3 % et que les dépenses des municipalités dans le domaine social étaient amputées de 3 %.

Le sens de ces mesures a été clairement indiqué par le ministre conservateur de l'Environnement, Heseltine, quand il a affirmé qu'il interdirait aux municipalités d'engager des dépenses pour la construction de logements, et quand il a annoncé des mesures de rétorsion sévères contre tous les dépassements budgétaires de la part des collectivités locales et des municipalités.

7. *Financial Times*, 19 décembre 1980.

8. Durant le dernier trimestre 1980, 2 068 entreprises ont cessé leurs activités, ce qui représente 38 % de plus que l'année précédente.

9. *Sunday Times*, 23 janvier 1981.

10. *Financial Times*, 18 décembre 1980 ; *Blue Book*, décembre 1980.

Les coupes budgétaires proposées par les conservateurs visent essentiellement les salaires des employés des services publics et cherchent à démanteler ces mêmes services en diminuant drastiquement le personnel, alors qu'auparavant les mesures de restriction budgétaires qui avaient été proposées par les travaillistes avaient essentiellement pour but de limiter le volume général des dépenses, et frappaient essentiellement les nouveaux projets de dépenses. Le gouvernement conservateur a marqué des points dans ce domaine. En 1980, les collectivités locales ont réduit leur personnel comme jamais auparavant.

La suppression de 45 000 postes de travail dans les services publics, soit 2,2 % (si l'on ne tient pas compte du développement des forces de sécurité et de police) n'est évidemment pas comparable à la diminution des postes de travail dans le secteur privé. Pour le patronat, un point noir subsiste : la masse salariale dans le secteur public a crû de 25 % en 1980-1981 et représente 30 milliards de livres. Cela veut dire que la hausse des salaires dans le secteur public a été le double de celle du secteur privé (11).

Il en ressort que les plans gouvernementaux se sont à nouveau heurtés à la résistance de la classe ouvrière. Cela s'explique par exemple dans le fait que les municipalités contrôlées par le Parti travailliste ont connu une forte pression de la part des travailleurs afin de s'opposer aux mesures du ministre Heseltine. Cette résistance s'est également exprimée par le refus des travailleurs du secteur public d'accepter le plafond de 6 % à la hausse des salaires. Au moment où nous écrivons, la quasi-totalité des travailleurs des services publics a engagé des luttes afin de rajouter 7 % à cette limite de 6 %...

Néanmoins, il ne faut pas sous-estimer le fait que, même si cela s'est fait de façon différente de ce qu'escomptait le gouvernement, les coupes budgétaires dans la Sécurité sociale et les services publics ont bien été effectuées. De nouveaux projets sont à l'étude pour juillet 1981. Les travailleurs manuels du secteur public ont un contrat qui ne prévoit qu'une augmentation de 7 % des salaires, bien qu'ils aient mené une lutte très dure contre les licenciements. Si l'on prend en compte tous ces faits, qu'est-ce qui explique alors la croissance du volume des emprunts de l'Etat ? *L'Economist*, l'hebdomadaire de la City de Londres, résume dans son style sardonique les raisons de cette situation : grâce à ces prêts à la sidérurgie, aux charbonnages, au chemin de fer, à l'automobile, à l'industrie d'armements, le gouvernement a fait des dépenses « anti-cycliques » avec plus de générosité que n'importe quel autre gouvernement depuis la Deuxième Guerre mondiale, y compris les gouvernements travaillistes.

Ce ne sont pas ces raisons « anti-cycliques » qui expliquent les 33 milliards de dépenses. Une des raisons-clés de cette situation réside dans la force de la classe ouvrière. C'est manifestement ce qui s'est passé dans les charbonnages, lorsque le

gouvernement a dû faire face à une extraordinaire résistance avant de renoncer à ses projets de fermeture de puits et de licenciements massifs, à la suite de la grève massive des mineurs en février 1981. Cette action menaçait de devenir le pôle d'attraction pour toute la classe ouvrière et de déboucher sur un mouvement d'ensemble qui aurait pu renverser le gouvernement. Même si la situation était moins nette, et le succès gouvernemental contre les travailleurs plus important, une situation analogue se retrouve dans la décision gouvernementale d'attribuer une aide à la British Steel Corporation (BSC) et à British Leyland (BL).

D'autres raisons expliquent l'accroissement des emprunts publics et donc de la dette. Ce sont d'une part les dépenses pour améliorer la situation des chômeurs et le coût même du chômage en terme de

diminution des rentrées fiscales (1 milliard de livres environ). Evidemment, il n'y a aucune chance de pouvoir appliquer une politique « monétariste » drastique tant qu'il existera en Grande-Bretagne les rapports de forces sociaux actuels. La Grande-Bretagne n'est pas le Chili. La politique de Mme Margaret Thatcher avait pour but essentiel de créer un chômage massif, comme arme-clé pour s'assurer la soumission de la classe ouvrière.

Mais le résultat est le suivant : les conservateurs ont jeté dans la balance tout ce qu'ils avaient pour mettre au pas la classe ouvrière, et pourtant ils ne sont pas parvenus à marquer des points décisifs, à franchir un seuil qualitatif. Au contraire, la poursuite des pressions contre la classe ouvrière les menace aujourd'hui d'un retour de flamme...

L'ARMÉE DE RÉSERVE INDUSTRIELLE

Les dernières statistiques annoncent qu'au mois de mars 1981 le chômage se situera à 2 484 000 sans emplois, soit 10,3 % de la population active. Le taux d'accroissement du chômage ne recule pas, et aucun signe n'indique qu'il va reculer. Comme l'affirme le *Guardian* : « En avril, à moins d'un miracle, c'est le chiffre de 2,5 millions de chômeurs qui sera dépassé, et le pire sera à venir durant l'été, quand le marché du travail recevra tous les écoliers et étudiants qui sortent de l'institution scolaire. » (12)

En janvier 1981, l'OCDE affirme, après des consultations étroites avec les ministères des Finances, qu'en 1981 un million de nouveaux chômeurs vont venir s'ajouter aux précédents. A la mi-1982, les 3 millions de chômeurs seront certainement atteints, soit officiellement 12 % de la population active. Cette projection a été confirmée par un communiqué du ministère des Finances britannique qui prévoit 3,7 millions de chômeurs pour la fin 1983 (13).

Ces statistiques officielles sous-estiment le niveau réel du chômage. L'hebdomadaire *New Statesman* (14) a indiqué qu'il fallait ajouter au chiffre officiel environ un million de chômeurs afin d'avoir une vue plus exacte de la situation de l'emploi... Il s'agit essentiellement des femmes chômeuses qui échappent à la statistique. Si l'on opère un calcul tenant compte de la sous-estimation du chômage féminin, on remarque que celui-ci équivaut au chômage masculin.

Les jeunes sont très durement frappés par le chômage. En 1980, jusqu'en janvier 1981, il y a eu une augmentation de 73 % du nombre de jeunes chômeurs de moins de 25 ans. Le secrétaire d'Etat à l'Emploi (sic), James Prior, a essayé de mettre à profit cette situation effrayante à laquelle sont confrontés les jeunes, pour proposer la mise en œuvre d'un projet d'entraînement volontaire dans l'armée pour une période de six mois !

Le chômage de longue durée (les chômeurs qui n'ont retrouvé aucun travail pendant plus d'un an) a augmenté de

100 000 en 1980. Il représente maintenant 450 000 personnes, ce qui implique que les chômeurs de longue durée forment 20 % du total des chômeurs (15).

En 1980, un travailleur sur dix a perdu son emploi dans l'industrie manufacturière. Dans la métallurgie, c'est un sur cinq ; dans le textile, un sur sept. A la fin 1980, il fallait ajouter au nombre de chômeurs 501 000 travailleurs qui, dans l'industrie manufacturière, étaient victimes de réductions d'horaires. Cela n'empêche pas que les heures supplémentaires continuent de s'élever à 8,2 millions d'heures par semaine (contre 15 millions l'année précédente).

Dans cette situation, évidemment, les travailleurs se sont trouvés sur la défensive. La progression des salaires a baissé de façon régulière. Au cours du trimestre novembre 1980-janvier 1981, la moyenne de la hausse des salaires de base a été de 9 % contre 20 % pour la même période de l'année précédente. Néanmoins — pour ceux qui ont du travail —, le niveau de vie a continué à croître, même si c'est très faiblement.

En 1980, le nombre de conflits s'est élevé à 1 262. C'est le chiffre le plus bas depuis 1941. Cependant les conservateurs ont crié victoire trop vite. Le nombre de journées perdues pour fait de grève s'est élevé à 11 920 000. Ce chiffre est évidemment considérablement inférieur au chiffre astronomique de 29 474 000 l'année précédente. Il est cependant plus élevé que le chiffre de 1970 ou 1973, lors du précédent gouvernement conservateur, et il dépasse le chiffre atteint lors des trois premières années du dernier gouvernement travailliste.

La moyenne, pour les dix dernières années, est de 12 870 000. Mais cette

11. *The Economist*, 14 mars 1981.

12. *The Guardian*, 25 mars 1981.

13. *Sunday Times*, 22 mars 1981.

14. *New Statesman*, 27 mars 1981.

15. Toutes ces statistiques sont extraites du *Department of Employment Gazette*, février 1981.

moyenne inclut trois années exceptionnelles du point de vue des luttes : 1972 avec la première grève des mineurs et un début de grève générale pour la libération des cinq dockers emprisonnés sous le coup de la législation anti-syndicale adoptée par le gouvernement conservateur ; 1974, avec la seconde grève des mineurs qui a abouti au renversement du cabinet Edward Heath ; et 1979 avec cet « hiver de mécontentement » contre la politique d'attaques salariales du dernier gouvernement travailliste de Jim Callaghan qui a également abouti à la chute de ce gouvernement (16).

Cependant, pour prendre une mesure réaliste du développement des conflits de classe, il faut ajouter les journées de grèves « pour motifs politiques », qui ne sont pas incluses dans la statistique officielle. Cela aboutirait à inclure les arrêts de travail observés dans l'aéronautique le 3 et le 24 mars en signe de protestation contre la dénationalisation de cette industrie ; les grèves de solidarité avec les sidérurgistes au Pays de Galles ; les arrêts de travail liés à la journée d'action du 14 mai proposée par le TUC (Trade Union Congress).

Si l'on ajoute simplement les 2 millions de journées perdues à la suite de ces diverses initiatives, on voit que le chiffre annuel dépasse la moyenne des dix dernières années.

Evidemment, il serait stupide de ne pas tenir compte de l'hésitation plus grande qui peut exister chez les travailleurs avant qu'ils ne s'engagent dans une lutte. Cela se reflète dans la baisse assez sensible du nombre des grèves et dans la baisse du nombre total de travailleurs qui participent aux luttes (à l'exception de la journée d'action du TUC). En fait, les six principales grèves ont représenté 9,5 millions de journées perdues. Parmi celles-ci, les 13 semaines de la grève des sidérurgistes comptent pour 8,8 millions, soit 74 % du total...

Dans la situation actuelle, les rapports de forces entre les classes ont été mis en évidence lors de la dernière grève des mineurs. Le gouvernement n'a pas mis

longtemps à conclure que toute l'industrie britannique pouvait être paralysée sous le choc de la détermination des mineurs. La solidarité avec la lutte des mineurs avait été annoncée par les dockers, les cheminots et les sidérurgistes. Il était également évident que les piquets de grève organisés par les mineurs ne pourraient être défaits, alors qu'ils étaient en rupture totale avec la nouvelle Loi anti-grève du gouvernement conservateur. Les mineurs ont clairement manifesté leur intention d'envoyer des piquets mobiles pour empêcher les transports de charbon stocké et pour bloquer l'accès des centrales thermiques ou des autres utilisateurs importants.

La peur du gouvernement face aux mineurs était déjà manifeste lorsqu'il leur a accordé une augmentation salariale de 13 % et lorsque des mesures identiques ont été prises par le gouvernement face à des secteurs ouvriers fortement structurés et organisés, comme les dockers qui ont obligé les patrons à reculer dans leurs projets de licenciements massifs.

Le rôle des appareils bureaucratiques syndicaux a été alors mis clairement en relief. En effet, il est apparu que ce gouvernement pouvait être battu et que les travailleurs avaient la volonté de l'affronter. Il est apparu que seul le sabotage ouvert et patent de la bureaucratie permettait aux patrons d'imposer leur volonté. On l'avait déjà constaté lors de la grève de la sidérurgie l'année dernière. En effet, alors qu'après 13 semaines de lutte, la satisfaction totale des revendications apparaissait à l'horizon, un accord était conclu qui prévoyait des hausses de salaires de 16 %, ce qui était quand même au-dessus de « l'offre finale » des patrons qui était au départ de 2,2 %...

La bureaucratie se montra particulièrement active pour fragmenter la lutte et instaurer une barrière entre la lutte pour l'amélioration des salaires et la lutte pour la défense de l'emploi. Au bout de 13 semaines, et avec le sentiment d'avoir été trahis, les travailleurs de la sidérurgie se sont pourtant révélés incapables d'empêcher la bureaucratie d'accepter la liquidation de 50 000 postes de travail.

La situation de British Leyland (BL) est encore plus éloquent à ce propos. A trois reprises, face à trois attaques patronales, les travailleurs se sont prononcés pour des actions de grève ou ont engagé des actions non officielles. Mais, à chaque fois, ce furent les bureaucrates qui sabotèrent la lutte. La dernière fois fut peut-être la plus typique. Les travailleurs avaient voté le rejet de la proposition de 8,2 % de hausse des salaires. Alors, les bureaucrates ont tout simplement refusé d'agir et ils ont continué à reproposer le même projet d'accord aux travailleurs jusqu'à ce qu'ils obtiennent — à la longue — une majorité.

C'est une situation à peu près identique qui s'est développée à la Ford et dans d'autres entreprises. Ainsi, la situation est claire ; les patrons utilisent la bureaucratie syndicale autant qu'ils peuvent. Si cela échoue, ils cherchent à parvenir à un compromis avec les travailleurs afin d'éviter un réel affrontement. C'est ce qui explique que les mineurs ou les travailleurs de l'eau, du gaz et de l'électricité ont finalement obtenu des augmentations de salaire de 13 %.

Mais le problème — pour les conservateurs — tient au fait qu'ils avaient décidé de rejeter une politique qui reposait directement sur l'action de la bureaucratie syndicale pour faire leur sale travail. Le chômage et un affaiblissement décisif de la classe ouvrière au niveau de l'entreprise elle-même devaient permettre d'obtenir — selon eux — les mêmes résultats. Pourtant, même avec 2,5 millions de chômeurs, le niveau d'organisation des travailleurs dans les entreprises reste largement intact (voir Tableau), même si quelques syndicats ont perdu des membres.

Mais le dernier Congrès du TUC a enregistré une nouvelle augmentation globale du nombre d'adhérents. Il faut souligner que, dans la dernière période, lorsqu'il y avait un fort accroissement du chômage — comme en 1971-1972 —, cela s'était reflété immédiatement par une chute du nombre des adhérents. Cela n'est plus le cas aujourd'hui, bien que le chômage soit beaucoup plus important. Evidemment, il y a eu tout de même des changements au niveau des entreprises. Une défaite notable a été enregistrée à British Leyland avec la répression contre un des principaux dirigeants, Derek Robinson, et d'autres *shop stewards* (17). Mais cet exemple n'a pas été suivi dans d'autres entreprises.

Dans les entreprises on enregistre une accélération du *turn over* pour les responsabilités de *shop steward* et l'on constate l'apparition d'une nouvelle couche de dirigeants ouvriers, mais qui n'ont pas encore fait leurs preuves. Même dans les entreprises où il y a eu peu de changements de personnel, on constate que les comités de *shops stewards* connaissent une insta-

16. Voir *Inprecor*, numéro 40, du 14 décembre 1978, Rich Palmer, « La dernière année du gouvernement Callaghan » ; et numéro 45, du 15 février 1979, Brian Grogan, « Le gouvernement travailliste passera-t-il l'hiver ? ».

17. *Shops stewards* : délégués d'atelier.

MODIFICATIONS DU NOMBRE D'ADHERENTS DU TUC — 1969-1979

Année	Nombre de syndicats	Nombre d'adhérents			Variation
		masculin	féminin	non identifiés (en milliers)	
1969	565	7 972	2 507		10 479 + 2,7
1970	543	8 444	2 743		11 187 + 6,8
1971	525	8 382	2 753		11 135 - 0,5
1972	507	8 452	2 907		11 359 + 2,0
1973	519	8 450	3 006		11 456 + 0,9
1974	507	8 586	3 178		11 764 + 2,7
1975	501	8 729	3 464		12 193 + 3,6
1975 *	470	8 600	3 427		12 026 —
1976	473	8 825	3 561		12 386 + 3,0
1977	481	9 071	3 775		12 846 + 3,7
1978	462	8 791	3 692	628	13 112 + 2,1
1979	454	8 963	3 888	645	13 498 + 2,9

* Nouvelle base statistique, applicable à partir de 1975. Elle ne modifie pas l'appréciation sur la progression du nombre d'adhérents.

bilité et des modifications dans leur composition politique. Avec parfois des déplacements assez rapides vers la gauche.

Mais le signe le plus probant du caractère de la situation prévalant au sein de la classe ouvrière est le déplacement à gauche au sein du *Labour Party*. En 1980, 80 000 personnes ont rejoint les rangs du Parti travailliste. Les adhésions aux sections locales du parti travailliste de syndicats locaux se sont accrues. Ce sont les mineurs du Yorkshire qui ont montré la voie, sous la direction d'Arthur Scargill qui est l'un des dirigeants de la gauche travailliste. Les pressions croissantes sur la bureaucratie syndicale se sont manifestées lors de la dernière Conférence du Parti travailliste à Wembley, lorsque les oscillations de la bureaucratie syndicale ont permis à la gauche de remporter une victoire qui permet aux syndicats d'avoir désormais un poids décisif dans l'élection des dirigeants du Parti travailliste, c'est-à-dire dans la désignation de tout futur Premier ministre travailliste.

Les développements de la situation dans le Parti travailliste représentent une tentative, menée par une nouvelle couche de dirigeants ouvriers, de résoudre les questions brûlantes auxquelles est confrontée la classe ouvrière dans son ensemble, et qui ne peuvent plus trouver de réponses au niveau sectoriel ou local. Les progrès de la gauche militante et l'adoption par le Parti travailliste d'un programme alternatif de gauche à la politique des conservateurs est un élément qui pèse lourdement dans le type de réponse que les *Tories* (conservateurs) apportent à la résistance ouvrière. Cela a été un des facteurs qui expliquent la capitulation face aux mineurs. C'est aussi un élément important qui pèse sur le jugement que porte la bourgeoisie à la politique de Margaret Thatcher.

LE MECONTENTEMENT DU PATRONAT

En ce qui concerne la productivité, la situation n'est pas claire. A la fin de 1980, la Banque d'Angleterre affirmait qu'il « n'apparaît pas que les résultats en ce qui concerne la productivité aient été au cours de l'année passée forts différents de ceux connus pour la première moitié des années 1970 ». (18)

Vu l'importance du travail à temps partiel (500 000 personnes dans l'industrie manufacturière), il serait faux de tirer des conclusions prématurées de ces chiffres. Des gains de productivité importants ont sans doute été enregistrés. C'est certainement vrai en ce qui concerne British Steel, British Leyland, Ford et d'autres grandes entreprises. Les patrons, sur ce plan, se montrent satisfaits, bien que le caractère durable de ces gains ne puisse être démontré qu'après la reprise économique. British Leyland ne peut se montrer trop optimiste à ce propos.

Le problème qui se pose réellement pour les patrons — spécialement pour les secteurs dynamiques orientés vers l'exportation — réside dans le cadre fixé par la stratégie économique gouvernementale.



Arthur Scargill, secrétaire du NUM, syndicat des mineurs. (DR)

Tout le monde était bien conscient des problèmes qui découleraient de la position forte de la livre, qui a désormais le statut de devise pétrolière. Mais cette position a encore été renforcée par le haut niveau des taux d'intérêts. Dès lors, des mouvements importants de type spéculatif se sont produits en direction de Londres. Cela a abouti à une hausse de 40 % des coûts salariaux relatifs.

Le groupe d'économistes ITEM (19) pose le problème ainsi : « La perte de compétitivité en 1980 a été d'une telle ampleur qu'elle a dépassé la capacité de l'industrie d'y faire face par des gains de productivité et par un abaissement des salaires. (20) »

En d'autres termes, les intérêts à court et moyen terme du patronat entrent en contradiction avec les conséquences inattendues des plans à long terme de Mme Margaret Thatcher. Son projet de mettre fin à soixante années de déclin du capitalisme britannique, en infligeant une défaite décisive à la classe ouvrière, était partagé par le grand patronat. Mais même un chômage de 2,5 millions de personnes n'a pas permis d'aboutir dans une série d'épreuves de forces-tests. Mme Margaret Thatcher a montré qu'elle-même était faible et la série de concessions partielles qu'elle a dû faire ont eu des conséquences fâcheuses pour le grand patronat. Parce qu'ils partageaient les mêmes objectifs, les patrons ont très bien accueilli la récession et le chômage massif. Ils étaient y compris prêts à faire des sacrifices à court terme. Maintenant, alors que Mme Margaret Thatcher semble échouer, ils commencent à perdre leur sang-froid.

Si 2,5 millions de chômeurs ne permettent pas d'aboutir, qui sait combien il en faudra ? Qui sait quelles réactions cela va créer dans la classe ouvrière ? Qui peut dire quelles seront les conséquences d'une telle crise pour les fondements industriels de la Grande-Bretagne ? Tel est le contexte dans lequel le chancelier de l'Echiquier, Geoffrey Howe, a préparé le budget présenté au mois de mars. Pendant quelques mois, toute une série de critiques se sont élevées, en provenance des patrons et de leurs représentants. Terence Beckett, le dirigeant de la CBI (*Confederation of British Industry*) a souligné la nécessité d'un affrontement ouvert avec le gouvernement pour obliger Mme Margaret Thatcher à changer d'orientation...

Un comité de parlementaires interparti, où se trouvent une majorité de députés conservateurs, a élaboré deux rapports mettant en cause le bien fondé de la stratégie à moyen terme du gouvernement. Les industriels veulent un budget qui marque un réel changement d'orientation ; la CBI demande une politique de relance fondée sur une aide à l'industrie privée pour l'aider à sortir de la récession, une politique d'abaissement des taux d'intérêts et du cours de la livre. Il veulent des allègements fiscaux, qui permettraient aux entreprises de se mettre 1,9 milliards

18. *Quarterly Bulletin*, Bank of England, décembre 1980.

19. ITEM, *Independent Treasury Economic Model Club*, club d'économistes qui utilise le modèle économique du Trésor pour faire ses projections.

20. *Guardian*, 5 janvier 1981.

Tony Benn candidat à la vice-présidence au Labour Party

Dans la dernière période Tony Benn s'est engagé dans une bataille pour la vice-présidence du Parti travailliste; il se heurte directement à des secteurs importants de la bureaucratie syndicale qui se sont ralliés à Michael Foot. Benn lance des appels et cherche des soutiens dans les syndicats, ce qui introduit directement les débats et les différenciations existants au sein du Parti travailliste dans les syndicats. Nous publions ci-dessous la déclaration faite par Benn lorsqu'il annonça sa volonté de se présenter à la vice-présidence du Parti travailliste, élection qui se fera lors du prochain Congrès du Parti, en septembre 1981.

« J'ai décidé d'accepter de me présenter à l'élection au poste de Vice-président, parce que cette élection permettra au parti de discuter de la politique à suivre, à la Direction du groupe parlementaire de s'engager à accepter un déplacement fondamental et irréversible des rapports de force et de la richesse en faveur des travailleurs et de leur famille, comme cela est écrit dans nos statuts, et comme cela a été décidé lors de nos conférences. »

« Ma candidature se fera donc autour des axes politiques suivants : 1. En tout premier lieu le retour au plein emploi pendant la durée du prochain gouvernement travailliste, par l'adoption de la stratégie économique alternative ; 2. l'extension et le développement, de la santé, de l'éducation, de l'aide sociale et des autres services publics essentiels à la fois pour satisfaire les besoins des gens et pour créer des emplois ; 3. le soutien et la consolidation des droits des femmes, l'extension de la démocratie et de l'autonomie à tous les niveaux de l'industrie et de la société, la défense des syndicats, la protection des intérêts des communautés ethniques, la promulgation d'une loi sur la liberté d'information, la suppression de la chambre des Lords ; 4. le développement de la coopération avec tous les pays européens pour assurer le retrait complet de la Grande-Bretagne du Marché commun, et le soutien aux Nations Unies dans leurs tâches pour le maintien de la paix, de la justice internationale et du développement mondial ; 5. l'adoption d'une stratégie de défense non-nucléaire pour la Grande-Bretagne, l'engagement dans la lutte pour le désarmement nucléaire en Europe, la garantie du démantèlement de tous les bases nucléaires américaines en Grande-Bretagne. »

« Notre prochain manifeste pour les élections législatives doit inclure ces différents points ainsi que certains des axes politiques votés lors des conférences ; il nous faut lutter pour leur mise en œuvre par le prochain gouvernement travailliste, en coopération étroite avec le parti et les syndicats, sur la base d'une direction collective, de sorte que tous ceux qui ont été élus à des postes de responsabilité soient plus pleinement responsables devant le parlement, l'opinion publique et les travailleurs, de la charge qui leur a été confiée. »

« Cette politique pour la paix, le plein emploi et la liberté est la seule qui s'offre pour garantir la remise sur pied et la reconstruction de la Grande-Bretagne ; et si elle est clairement et vigoureusement mise en avant par la direction travailliste, nous gagnerons le soutien de la majorité de la population lors des élections législatives. »

« Tous ceux qui partagent cette approche doivent voir que la campagne pour le poste de vice-président est faite autour de ces points. Nous devons renforcer l'unité du Parti travailliste et encourager la diversité la plus large possible des points de vue, dans un esprit de tolérance et de bonne volonté. »

« Je me présenterai pour soutenir les valeurs traditionnelles et les institutions sur lesquelles le parti, les syndicats et le mouvement coopératif furent fondés. Cela inclut un attachement profond à la démocratie parlementaire, aux droits démocratiques du peuple britannique et un plaidoyer en faveur du socialisme par consentement. »

de livres dans les poches. Tous les commentateurs réclament une « nouvelle stratégie industrielle ». La CBI a produit son propre plan pour relancer l'économie britannique. Enfin, les patrons veulent une modification de la répartition des dépenses publiques, au bénéfice du financement de nouveaux projets d'investissements, alors que ceux-ci ont baissé de 40 % depuis 1970.

UN BUDGET « COUP DE POING »

Le budget présenté par le gouvernement a fait l'effet d'une bombe. Il soustrait 4,5 milliards de livres des circuits économiques (si l'on y inclut le milliard gelé depuis novembre dernier), au travers d'une série de mesures fiscales directes ou

indirectes, mais qui visent toutes en priorité, la classe ouvrière. Ce budget aboutira à une hausse de 2 % du taux d'inflation. Le TUC estime qu'il faudra réhausser de 4 ou 5 livres les revendications salariales pour compenser ces mesures budgétaires. Or, les impératifs budgétaires sont tels qu'ils rendent impossible la satisfaction des revendications patronales. Seules quelques concessions mineures ont été faites, qui représentent moins de 860 millions de livres pour l'année. Sir Raymond Pennock, président de la CBI, a qualifié ce budget de « coup de poing dans la gueule ».

Le budget a été bien reçu par la City, le monde bancaire. La Bourse a fort bien réagi après l'annonce de ce budget. Il serait faux pourtant de croire que des diver-

gences fondamentales sont en train de naître entre deux secteurs de la bourgeoisie, tout comme il serait erroné de penser que Mme Margaret Thatcher favorise la City contre l'industrie. Un changement d'orientation selon les *desiderata* de la CBI — qui est par ailleurs évidemment favorable à la poursuite des attaques contre les travailleurs — aurait, vu ses conséquences inflationnistes, été interprété comme un affaiblissement de la position même de Mme Thatcher et aurait pu être considéré comme un changement d'orientation, de la priorité donnée à la lutte contre l'inflation vers la lutte pour la sauvegarde de l'emploi.

Cela aurait également pu donner l'idée que des concessions pourraient être accordées à la classe ouvrière. C'est juste avant la présentation du budget que Mme Thatcher a dû opérer un recul humiliant devant la contestation des mineurs. Son souci principal est donc que le budget ne soit pas interprété comme un prolongement de cette capitulation, mais au contraire qu'il laisse apparaître clairement son intransigeance. L'impopularité du budget dans la classe ouvrière menace les conservateurs d'un désastre politique. La désillusion croissante de la classe dominante à l'endroit de Mme Margaret Thatcher la laisse isolée. Les principales personnalités de son cabinet, excepté un petit cercle d'intimes, ont fait savoir qu'elles n'étaient pas d'accord avec ce budget et n'avaient pas été consultées.

Une pression croissante se fait sentir pour que Mme Thatcher change le cours de sa politique, ou qu'elle soit remplacée. Le *Sunday Times* résume ainsi ce consensus au sein de la bourgeoisie : « Si Thatcher continue (sa politique), l'électorat prendra sa revanche et il aura raison » (21). L'*Observer* parle encore plus crûment : « Il faut convaincre Mme Thatcher de changer de politique, ou la remplacer » (22). Peter Walker, un vieux cheval des cabinets ministériels et qui est un ancien partisan de Heath, a entamé une campagne publique en faveur d'une « nouvelle stratégie industrielle pour empêcher l'assassinat de l'industrie ». Il a plaidé en faveur d'une politique de réduction du chômage.

Le dilemme auquel est confrontée la bourgeoisie britannique ne sera pas simple à résoudre. Continuer la politique de Thatcher ou opérer un tournant à 180° sont des options également dangereuses. 1981 a ouvert une nouvelle période pour les luttes ouvrières, avec, au cours des derniers mois, un grand nombre d'occupations contre des mesures de licenciements (et quelques victoires ont été arrachées). Combinées avec les événements qui se déroulent au sein du parti travailliste, ces luttes annoncent que la bourgeoisie ne pourra pas facilement obtenir la victoire qu'elle escomptait tirer de la crise. ■

Brian GROGAN
27 mars 1981.

21. *Sunday Times*, 15 mars 1981.
22. *Observer*, 15 mars 1981.

L'opposition au sein du POUP se structure à l'échelle nationale

Cyril SMUGA

Impulsé par les militants du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) qui avaient, dès le mois d'août 1980, joué un rôle actif dans la reconstitution du mouvement ouvrier en Pologne, le « mouvement pour le renouveau », véritable opposition interne au sein du POUP, vient de franchir un nouveau pas. Les militants d'une vingtaine de régions, représentant des structures de coordinations horizontales de cellules, ont tenu le 15 avril une première réunion nationale à l'université de Torun. Plusieurs centaines de militants ont discuté pendant une journée des tâches de l'opposition au sein du POUP, et trois résolutions ont été adoptées.

Déjà, durant la semaine qui avait précédé la réunion du IXe plénum du Comité central du parti, les 28 et 29 mars dernier, l'opposition est apparue en force au travers des motions et des télégrammes envoyés au Comité central. Ces libelles s'en prenaient, en particulier, à la décision du Bureau politique d'interdire aux militants du POUP de participer aux grèves (ce qui n'a pas été suivi d'effet) ; ils exigeaient un accord avec « Solidarité », protestaient contre la répression anti-syndicale à Bydgoszcz et critiquaient l'attitude des instances du parti dans cette affaire. La plupart des motions reprenaient l'exigence, avancée à de nombreuses reprises par les opposants, de procéder immédiatement à la réélection de toutes les instances du parti et de convoquer le IVe congrès extraordinaire dans les plus brefs délais. Ces élections, selon les opposants, devraient être démocratiques et à bulletin secret, sans limitation du nombre de candidats pour tous les postes de direction.

Le 15 avril à Torun, ville où est née la première coordination horizontale des cellules et dont le principal animateur, Zbigniew Iwanow, secrétaire du parti dans l'entreprise « Towimor », avait été exclu du parti, l'opposition a remporté une première victoire. Ryszard Lukaszewicz, secrétaire adjoint à l'organisation du POUP, envoyé par la direction du parti en observateur, a été obligé de reconnaître « la volonté de la base qui s'exprime ici » et a expliqué que « ce forum est très utile », que « ce mouvement n'est pas anti-statutaire ». Reconnaissance de fait du droit à l'opposition et remise en cause de l'exclusion d'Iwanow (exclusion que la commission de contrôle du Comité central a confirmée, mais Iwanow continue cependant à diriger le POUP de « Towimor » et a été réélu secrétaire par ses ca-

marades).

« On accuse beaucoup d'entre nous d'être antipartis », avait expliqué un vieux militant, membre du parti depuis 1923, présent à la réunion, *mais sauf proposer... par exemple le retour au capitalisme, rien n'est antiparti. Tout doit pouvoir être dit.* Une réunion massive, dans laquelle tous étaient loin d'avoir le même projet politique à long terme. Ainsi, Andrzej Werblan qui fut, du temps de Gierek, membre du Bureau politique et le tout puissant dirigeant du secteur intellectuel du POUP, gardien de la plus stricte orthodoxie stalinienne, a pris la parole au cours du forum. S'il défend le droit d'Iwanow de rester membre du parti, il a expliqué aux journalistes présents qu'il y a beaucoup d'exagération dans ce mouvement, mais que c'est naturel, car c'est une réaction aux déviations bureaucratiques. Il faudra, selon Werblan, que le mouvement sache trouver les limites de la raison. C'est pour cela qu'« il faut avoir une attitude ouverte envers lui. »

Car, si tous les militants se retrouvent pour exiger la démocratie au sein du parti, nombre d'entre eux croient à une réforme de la bureaucratie. Un des intervenants a souligné que « le parti ne devait pas faire bloc avec le gouvernement mais avec "Solidarité", car la classe ouvrière ne doit pas être traitée comme le parent pauvre du parti », mais d'autres restent encore circonspects à l'égard du syndicat.

Certains ont lancé des mises en garde contre une « activité fractionnelle », qui serait nuisible pour le parti lorsque celui-ci aura retrouvé sa légitimité et « aura besoin d'unité pour gouverner ». Attitude pour le moins à l'opposé de ceux qui appelleraient il y a peu à détruire « le club des propriétaires de la Pologne populaire... »

Dans son intervention, Zbigniew Iwanow s'est attaché à fixer les tâches de l'heure. Pour empêcher que le prochain plénum du Comité central ne déçoive les militants de base comme le précédent, il a proposé d'« exercer une certaine pression sur le Xe plénum », d'organiser des permanences dans les usines pendant son déroulement et d'y envoyer les premiers secrétaires des grandes usines à titre d'observateurs. « Si on leur refuse l'entrée, ils resteront devant le Comité central : on ne pourra pas les disperser comme antisocialistes. (...) Le rôle dirigeant du parti étant inscrit dans la Constitution, tout Polonais est un peu membre du parti. S'il a des choses justes à dire, il en a donc le droit, même s'il s'appelle Kuron ou Michnik » a-t-il poursuivi, avant de lancer une mise en garde contre le « danger d'une nouvelle manipulation ». Cela visait à l'évidence

les partisans du renouveau de la dernière heure, ceux qui sont à la direction du parti, ou dans l'establishment. Plusieurs autres intervenants ont repris ce propos.

Parlant au nom du club « Karl Marx » de Varsovie, Lamentowicz — permanent de l'école centrale du parti — a insisté sur l'importance de choisir d'ores et déjà des candidats pour la direction du parti. Il a cependant expliqué qu'il faudra « réélire 15 à 20 % de la direction actuelle pour maintenir une continuité ».

Plusieurs résolutions ont été adoptées au cours de la réunion, dont un appel aux militants « à se montrer vigilants durant la réunion du Xe plénum ». Un document à l'intention des partis frères, pour expliquer la situation réelle du parti et de l'Etat polonais « devrait être rédigé par ce plénum ». Enfin, une déclaration sur les tâches immédiates des opposants a été adoptée. Ils se batront pour la légalisation dans les statuts des structures horizontales, pour des changements dans la direction du parti dès le prochain plénum, pour que les fonctionnaires du parti relevés de leurs fonctions cèdent leur place au Comité central à des militants ouvriers représentatifs. A propos du prochain Congrès, la déclaration précise que la commission chargée de sa préparation ne tient pas compte des motions de la base et ne jouit pas de la confiance de l'ensemble des militants. Elle devrait collaborer avec les structures horizontales. Nul ne devrait être candidat à une fonction dirigeante s'il n'est pas proposé par sa cellule, poursuit la motion, et la liste des candidats pour toutes les fonctions devrait être publiée à l'avance.

La réunion s'est close par une Internationale chaleureuse et les délégués comptent se revoir prochainement.

Ainsi, l'opposition au sein du POUP est maintenant une réalité. L'avenir de la révolution politique polonaise dépendra en grande partie de la capacité de l'aile marchante de l'opposition à se tourner vers « Solidarité », en faisant des propositions précises, d'y combattre aux côtés des militants les plus avancés pour la sauvegarde de l'unité du syndicat, pour la démocratie en son sein, contre la pratique des négociations secrètes.

Nous publions ci-dessous un entretien avec Zbigniew Iwanow réalisé le 4 mars à Torun par notre camarade Jacqueline Allio. Ces propos permettent de mieux cerner les positions de ceux qui, parmi les opposants, ne se font pas d'illusions sur l'auto-réforme de la bureaucratie ■

Cyril SMUGA
16 avril 1981.

En défense

de la révolution politique en Pologne

(Résolution du Secrétariat unifiée de la IV^e Internationale)

Plus de 200 000 hommes de troupe continuent à manœuvrer en Pologne. La *Pravda*, organe central de la bureaucratie soviétique, s'en prend maintenant directement aux dirigeants du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) : « *Aucune rispo- te idéologique n'a été apportée par les organisations du parti de Varsovie aux opposants* », écrit-elle dans une correspondance de la capitale polonaise. Enfin, les dirigeants du POUP ont clairement précisé quel était, selon eux, l'enjeu : « *Il*

ne s'agit plus là de la pression sur le pouvoir, expliquait le rapporteur du Bureau politique au plénum du Comité central du 29 mars 1981 à propos de la grève générale prévue par « *Solidarité* », *mais d'un combat ouvert contre notre parti, l'Etat, le socialisme, déjà d'un combat pour le pouvoir* ».

Car confrontée à une révolte de masse, relayée aujourd'hui par un mouvement d'opposition au sein même du POUP, la bureaucratie polonaise con-

trôle de moins en moins la situation. Elle profitera de tout affaiblissement momentané du mouvement de masse, de tout flottement de sa direction, pour mettre en œuvre sa solution, en vue de « *renverser le cours des événements* » comme le Kremlin le lui a demandé. C'est donc à une confrontation avec la bureaucratie que le mouvement ouvrier en Pologne et dans le monde doit se préparer.

SAUVEGARDER L'UNITE OUVRIERE, DEVELOPPER LA DEMOCRATIE AU SEIN DU MOUVEMENT

Le fait que l'appel à la grève générale pour le 31 mars ait été suspendu par la délégation de « *Solidarité* » chargée des négociations — sans consultation avec la Commission nationale de coordination (KKP) —, a ouvert une crise au sein du syndicat. La menace d'une division du mouvement a pointé, au moment même où celui-ci a le plus besoin de l'unité pour s'opposer aux manœuvres de la bureaucratie.

Seule une discussion large et démocratique sur les tâches du moment, sur la stratégie du mouvement et une délimitation claire du rôle des directions, peut

permettre à « *Solidarité* » de sortir renforcé de cette crise.

Dans ce cadre, les prérogatives d'une direction nationale, mandatée après une telle discussion et composée en majorité de militants en accord avec ce mandat, doivent être clairement définies. En particulier la pratique des négociations secrètes doit être bannie, comme cela fut fait lors de la grève d'août 1980.

Les experts, quant à eux, doivent être au service du syndicat : non élus, ou mandatés, ils ne peuvent se substituer à aucun moment aux instances syndicales. Ce n'est que sur la base d'un mandat

qu'ils peuvent prendre contact avec des représentants des autorités. S'ils dépassent ces prérogatives, il doit être clair que « *Solidarité* » ne peut leur faire confiance.

Renforcer « *Solidarité* », c'est aussi lutter pour le développer, là où il est encore faiblement présent, dans les administrations par exemple. C'est lutter pour le droit de tous les employés de l'Etat à se syndiquer, en particulier les soldats et les miliciens. C'est soutenir le combat de « *Solidarité rurale* » pour son enregistrement.

SE PREPARER A L'AFFRONTEMENT : LE MEILLEUR MOYEN DE L'EVITER

« *Solidarité* » organise aujourd'hui l'immense majorité de la classe ouvrière polonaise. Il représente un espoir pour une bonne partie des autres couches sociales. Dans ce sens, c'est un danger mortel pour la bureaucratie. Elle n'hésitera pas, le cas échéant, à s'appuyer sur l'aide du Kremlin pour le briser.

Se préparer à l'éventualité d'une agression armée — que nul ne peut souhai-

ter du côté des travailleurs —, cela implique d'ouvrir un débat dans « *Solidarité* » sur les moyens concrets de s'y opposer, de mener ce débat de bas en haut, dans toutes les usines et les régions ainsi qu'au niveau national. C'est affirmer que ses dix millions de membres sont prêts à défendre les conquêtes d'août 1980 par tous les moyens, y compris la grève générale avec occupation des usines et arrêt de

tous les services publics. C'est réagir avec vigueur contre toute répression contre toute arrestation de dirigeants, d'cadres ou de militants nationaux, régionaux et locaux, contre toute entrave à libre fonctionnement des syndicats ou l'élection libre de ses dirigeants par la volonté de ses membres, et d'eux seuls.

DEVELOPPER ET RENFORCER LA SOLIDARITE INTERNATIONALE AVEC LA LUTTE DES TRAVAILLEURS POLONAIS

L'allié le plus sûr des ouvriers polonais, c'est le mouvement ouvrier international. Il l'a montré en se rangeant de leur côté dès le début de leur lutte. Aujourd'hui, devant les menaces qui s'accumulent contre les acquis de « *Solidarité* », voire sur son existence même comme syndicat unitaire et indépendant du pouvoir d'Etat, les travailleurs de tous les pays doivent intensifier leur soutien à « *Solidarité* ». Car leur intérêt est le même que celui des ouvriers polonais : construire le socialisme.

La IV^e Internationale s'adresse à toutes les organisations ouvrières, partis,

syndicats, associations : Développez et renforcez la solidarité des travailleurs avec « *Solidarité* » ! Leur victoire sera votre victoire ! Leur écrasement serait une grave défaite pour nous tous !

Il faut rejeter avec force, et combattre publiquement comme une calomnie, le prétexte dès maintenant utilisé par les porte-parole de la bureaucratie pour justifier l'intervention militaire en Pologne : les prétendus « *menaces* » que « *Solidarité* » ferait peser sur le socialisme, voire le pouvoir populaire en Pologne. Rien n'est plus faux. « *Solidarité* » représente l'écrasante majorité des tra-

vailleurs salariés en Pologne. Le syndicat indépendant autogéré, ainsi que ses membres, se sont clairement prononcés en faveur du maintien de la propriété collective des moyens de production, de toutes les bases du système économique en vigueur dans le pays. De même, ils se sont prononcés d'innombrables fois pour la consolidation de l'alliance ouvrière-paysanne, base du pouvoir populaire en Pologne. Dans ces conditions, ceux qui affirment que l'agitation de « *Solidarité* » est « *anti-socialiste* », identifient le socialisme non pas avec l'abolition de la propriété capitaliste, non pas avec l'aboli-

tion du pouvoir de la bourgeoisie, non pas avec le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans l'économie et dans l'Etat, mais exclusivement avec le monopole du pouvoir de la bureaucratie !

Les autorités polonaises se livrent à un chantage scandaleux contre les travailleurs polonais. Elles s'appuient sur les difficultés économiques dont elles sont elles-mêmes responsables, pour leur dire : « Si vous faites grève, ce sera la famine dans le pays. Si vous faites grève, nous ne pourrons plus payer nos dettes et l'aide alimentaire extérieure s'arrêtera. » Dans ce chantage, les gouvernements capitalistes occidentaux leur sont d'un précieux secours. C'est au mouvement ouvrier de relever le défi en exigeant : Moratoire immédiat de la dette extérieure polonaise et du service de la dette ! Pas de chantage à la famine contre les travailleurs polonais ! Pas de conditions à l'aide alimentaire !

La bureaucratie polonaise tente de priver le syndicat des moyens de son fonctionnement. Il n'a toujours pas accès aux moyens d'information officiels. Il manque cruellement de moyens matériels pour pouvoir opposer la vérité aux assertions mensongères des médias soumis à la censure gouvernementale. Elle tente également de couper « Solidarité » du mouvement ouvrier mondial, d'empêcher

que les travailleurs polonais puissent s'approprier des expériences qu'il a acquises durant des décennies de lutte. A cela, le mouvement ouvrier peut et doit s'opposer : en développant des contacts directs, d'usine à usine, de région à région, des jumelages de section syndicale à section syndicale ; en apportant aux travailleurs polonais à l'occasion de ces contacts l'aide matérielle dont ils ont besoin, avant tout du matériel d'imprimerie.

Face aux menaces de répression contre le mouvement ouvrier polonais, les organisations ouvrières de par le monde doivent d'ores et déjà s'engager. Elles doivent prévenir ceux qui sont prêts à recourir à la répression, qu'elles intensifieront leur soutien aux travailleurs polonais si ceux-ci sont obligés de passer à la lutte ouverte, que le mouvement ouvrier international défendra la révolution politique polonaise, comme il a défendu la révolution russe, la révolution espagnole, la révolution vietnamienne, comme il défend la révolution nicaraguayenne et salvadorienne. Bas les pattes devant les travailleurs polonais ! Front uni de toutes les organisations ouvrières aux côtés de la révolution antibureaucratique en Pologne !

Secrétariat unifié
de la IV^e Internationale.
3 avril 1981.



Gdansk, 21 août 1980.

POLOGNE

« Le système du parti unique est totalement contradictoire avec la doctrine marxiste »

Entretien avec Z. Iwanow

Torun, le 4 mars 1981.

— INPRECOR : Nous avons eu l'occasion de publier récemment dans *Inprecor* (1) une interview où vous expliquez la genèse de la Commission inter-entreprises du POUP à Torun. J'aimerais aujourd'hui que vous m'en disiez plus long sur quelques questions. Tout d'abord, quelle est l'ampleur du mouvement d'opposition interne au POUP qui semble se développer dans tout le pays, et quels liens avez-vous avec d'autres regroupements analogues au vôtre dans d'autres villes ?

— Zbigniew Iwanow : En premier lieu, il faut préciser cette notion d'opposition. Ceux qui représentent l'opposition, pour moi, ce sont ceux auxquels nous nous affrontons : les employés de l'appareil d'Etat, les autorités, etc. Ils nous traitent souvent en adversaires parce qu'ils ne représentent eux-mêmes qu'une minorité. Mais c'est la base qui représente le parti véritable, la base c'est-à-dire nous.

En ce qui concerne les autres villes

où existent des regroupements à la base, il est difficile de savoir exactement ce qui se passe, dans la mesure où personne n'en parle et dans la mesure où il existe un blocage de la presse à ce sujet. Mais, grâce à mes contacts personnels, je sais que des initiatives analogues à celle de Torun existent à Szczecin, Gdansk, Poznan, Olsztyn, Cracovie, Varsovie, Wrocław, Lodz et dans quelques villes moins importantes, comme Pulawy, Pabianice, etc. Dans toutes ces villes — comme à Torun —, il existe des coordinations horizontales entre les instances de base du parti, mais nulle part ailleurs il n'existe de situation aussi conflictive avec les autorités locales que chez nous ici.

Certes, il y a de petits conflits et un manque de confiance de part et d'autre, mais ce n'est qu'ici que l'initiative — que nous avons été les premiers à prendre — a donné lieu à une réaction aussi forte de la part de la direction. Comme vous le savez, j'ai été exclu du parti.

A Gdansk, par exemple, la coordination n'est pas interdite. Les autorités ont une tout autre attitude à l'égard de

ce mouvement. La preuve, c'est que le premier secrétaire du parti, Fiszbach, discute avec « Solidarité », alors qu'à Torun, les autorités, qui sont compromises, ont réagi en criant au scandale.

Il faut comprendre que l'atmosphère varie d'une ville à l'autre. A Varsovie, l'air est irrespirable au sein de la direction, c'est impossible de discuter avec ces gens-là, alors qu'à Gdansk, ils se souviennent encore des événements de décembre 1970 et les relations sont tout autres.

Quant aux relations que nous avons entre nous, elles existent à travers des contacts personnels. Pour ma part, je dois me rendre demain à Cracovie pour discuter avec les militants du Comité de coordination qui existe là-bas, et certains camarades sont aujourd'hui à Szczecin où doit avoir lieu une réunion des instances de base. Nous cherchons à renforcer nos

1. *Inprecor*, numéro 97, du 16 mars 1981, Zbigniew Iwanow raconte la construction de « Solidarité » à Torun et son exclusion du POUP.

contacts par un échange de points de vue, en faisant circuler les propositions que nous avons élaborées pour modifier les statuts, et nos idées sur notre conception du parti.

Cependant, il faut dire que la situation est très inégale selon les villes. Alors que, dans certaines d'entre elles, les militants du parti ont pris l'initiative d'engager le débat, les gens dorment encore dans la majorité des régions. Ils ne savent pas ce qui se passe ailleurs. Il n'y a même pas de réunions, ou s'il y en a, c'est dans l'ancien style.

Même ici à Torun, vous avez pu voir — lors de cette réunion que le comité du POUP avait organisé à Elana (2) avec le camarade Lamentowicz —, que les gens ont encore peur, qu'ils ont de la peine à comprendre... Cela fait tellement longtemps qu'on leur met dans la tête qu'il y a des « forces anti-socialistes », et que la censure est une chose nécessaire, qu'ils n'arrivent même pas à imaginer qu'on puisse supprimer la censure.

Mais je ne suis pas pour autant favorable à l'exportation de la révolution. Si quelqu'un ne parvient pas à se réveiller tout seul et s'il ne prend pas l'initiative lui-même, cela n'a pas de sens de vouloir l'aider malgré lui. Cela dit, on essaie quand même d'aider les gens à s'organiser en leur envoyant des informations et du matériel sur ce qui se passe ici, car c'est notre intérêt à tous que nous nous renforçons comme courant. Mais on ne peut forcer personne.

— Quelles ont été les réactions et les arguments avancés par la direction centrale du POUP, et notamment par la Commission de contrôle du Comité central, qui vient de confirmer la décision prise par la Commission de contrôle régionale, concernant votre expulsion du parti ?

— Je dois dire que j'ai été effrayé en discutant avec ces messieurs de la Commission de contrôle centrale du parti qui sont venus s'entretenir avec moi, de constater qu'ils n'avaient aucun sens des réalités. Ils sont complètement coupés de ce qui se passe. Pour eux, le temps s'est arrêté à la période antérieure au mois d'août 1980, et « Solidarité » représente à leurs yeux un mouvement « extrémiste ». Ils ne cessent par exemple de s'en prendre au conseiller de « Solidarité », M. Mazowiecki, dont les positions sont très modérées et pleines de bon sens, sans parler de Jacek Kuron et d'Adam Michnik qu'ils préféreraient voir pendus. Je ne comprends pas pourquoi, car pour moi, l'existence d'une opposition est une bonne chose : cela permet d'avoir un interlocuteur critique qui nous indique quelles sont nos erreurs.

Mais eux, ils ne comprennent pas, ils pensent qu'un rideau de fer nous sépare. On ne parle pas le même langage ! Ils utilisent une langue de bois : ils disent qu'« il faut approfondir, élargir, renforcer... » Comment peut-on élargir quelque chose qui n'existe pas ? Comment peut-on renforcer la démocratie dont on parle tant alors qu'elle n'a pas encore vu le

jour ? Il faudrait tout d'abord la créer... Jusqu'ici, quand les choses allaient bien, la direction s'attribuait ce résultat et quand cela allait mal, elle cherchait des boucs émissaires et rendait les autres responsables des difficultés.

Mais que les gens de la Commission de contrôle de Varsovie, qui doivent venir la semaine prochaine à Torun rendre compte de leur décision, essaient d'expliquer à mes camarades pourquoi ils m'ont expulsé ! Ils en seront incapables, c'est sûr : le président de la Commission en question n'a même pas pu me l'expliquer à moi... J'ai d'ailleurs renoncé à discuter avec lui, étant donné qu'après cinq heures de conversation je n'étais pas arrivé à lui faire comprendre quoi que ce soit.

La direction ne comprend rien à la question de la démocratie : c'est évident quand on lit le projet de règlement qu'elle a élaboré pour les élections au Congrès. Le mode d'élection devrait être le même que celui qui est en vigueur dans « Solidarité » — bien qu'il faille souligner que, même là, les élections ne sont pas toujours démocratiques —, il ne doit y avoir aucune limitation au nombre de candidats. Il devrait même y avoir deux fois plus de candidats que de places à pourvoir à la direction. Sans quoi il ne s'agit pas d'un choix.

Par ailleurs il faut modifier l'article du règlement disant que quelqu'un peut être élu à un poste de direction sans avoir été délégué au Congrès. Si quelqu'un n'a pas été choisi par son instance de base, je ne vois pas pour quelle raison il pourrait prétendre à un poste de direction : c'est totalement anti-démocratique.

De plus, jusqu'ici, quand quelqu'un était élu à la direction il ne rendait de comptes à personne, se contentant de donner des ordres à l'organisation. Il devenait lui-même le pouvoir alors que cela devrait être le contraire : ceux qui sont au pouvoir devraient être sous le contrôle de ceux qu'ils représentent. Ils devraient se conduire en serviteurs des membres du parti et non en maîtres, autant en ce qui concerne les instances politiques que l'administration.

Pour moi, la démocratie n'existe que si quelqu'un qui parle en public ne présente pas son avis personnel, mais l'avis de son instance. Il peut avoir un point de vue personnel différent, et le dire, même de manière critique, mais il est de son devoir de présenter le point de vue de ceux qui l'ont choisi comme porte-parole.

— Certains des militants du POUP avec lesquels j'ai pu m'entretenir dans d'autres villes, qui disaient être d'accord avec les objectifs que vous poursuiviez, se montraient néanmoins réticents devant l'existence d'un Comité de coordination inter-entreprises extérieur aux instances

officielles du parti. Est-ce que, comme certains de vos camarades de Torun (3), vous pensez que le recours à un travail de fraction, bien que rendu indispensable par la situation, représente un danger pour le fonctionnement du parti ?

— Je ne sais pas s'il existait d'autre manière de procéder, mais pour l'instant j'en doute. C'est tout ce que j'ai trouvé jusqu'ici. Si cela ne réussit pas, alors il faudra trouver autre chose. Mais je pense que c'est une bonne chose que d'avoir décidé de fonctionner ainsi, puisque cela a permis aux gens d'entrer en action. Admettons que nous perdions le Congrès, et que rien ne change dans le parti, le résultat sera, de toute façon, que la plupart des militants, et en premier lieu les ouvriers, rendront leur carte et quitteront le parti. Dans ce cas, le nom même du POUP — Parti ouvrier unifié polonais — perdra tout son sens.

— Tout ce qui précède montre bien que vous êtes convaincu du caractère profondément anti-démocratique du POUP. Qu'attendez-vous de ce Congrès, et quelles propositions faites-vous pour que cet état de choses soit modifié à l'avenir ?

— Tout d'abord, je pense que ce Congrès est le Congrès de la dernière chance, que c'est la dernière occasion qui nous est offerte de sauver le socialisme en Pologne. Le socialisme tel que nous nous l'entendons, car ce qui existait jusqu'ici, je ne sais pas ce que c'était, mais sûrement pas le socialisme. Même la structuration du parti rappelait les structures féodales. Un petit nombre de gens au sommet — voire le premier secrétaire tout seul — décidait de tout ce qui se passait dans le pays.

La dialectique marxiste affirme que la source de tout mouvement réside dans la lutte entre les contraires. Le système du parti unique qui prévaut chez nous est donc totalement contradictoire avec la doctrine marxiste : sans pôles adverses, il n'y a pas de mouvement.

En ce qui me concerne, je suis un fervent défenseur du pluralisme politique. C'est même l'un des points essentiels du programme à long terme que je défends. Je ne sais pas si je pourrai en voir la réalisation de mon vivant car il faudra du temps pour vaincre les résistances. Mais, ce que je sais, c'est que le pluralisme ne vas pas à l'encontre du marxisme. C'est, tout au contraire, une donnée indispensable de la transformation politique et sociale de ce pays, le moteur même de son développement futur. Cela dit, il ne s'agit pas d'un but facile à atteindre. On n'y arrivera qu'en allant à petits pas. Et il faut commencer par l'appliquer au sein du parti lui-même.

L'initiative que nous avons prise

2. Le 24 février dernier, le comité du POUP d'Elana, a organisé une réunion avec W. Lamentowicz, responsable du parti de Varsovie, qui a mis en avant des positions très radicales sur les changements à opérer pour transformer le POUP...

3. Roman Backer et Andrzej Zybortowicz, auteurs d'un texte intitulé « Le Congrès de la dernière chance », paru dans un bulletin du POUP de novembre 1980.

Le PT devant l'échéance électorale et le problème de l'unification syndicale

Daniel JEBRAC

Au moment où le Brésil commence à ressentir directement les effets de la crise internationale, la campagne en vue des élections de 1982 annoncées par la dictature va s'ouvrir. Au seuil de cette année décisive, le Parti des travailleurs (PT), va subir une double épreuve. Jusqu'à présent, il est né et s'est construit à partir de l'essor des luttes ouvrières de 1978-1979. Il a profité de cet élan initial pour consolider sa propre existence et mener avec

succès une campagne d'affiliation, qui lui a permis de franchir les premiers obstacles juridiques à l'enregistrement électoral.

Mais, pour continuer à aller de l'avant, le PT ne pourra désormais se contenter d'exploiter l'idée populaire d'un « parti sans patrons », d'un parti des travailleurs indépendant de la bourgeoisie (1). Il devra affronter et résoudre deux questions cruciales de l'activité quotidienne : la question syndicale et celle de la tactique électorale. Ce sera là son véritable baptême du feu.

PREMIERS INDICES DE LA CRISE

En 1980, l'inflation a dépassé les 110 %. Elle pourrait augmenter encore en 1981. D'après une récente étude officielle du DIEESE (2), le salaire minimum devrait être aujourd'hui de 21 000 cruzeiros... pour respecter la loi et les indices établis en 1938 ! Or, il est de 5 000 cruzeiros à peine, soit quatre fois moins. La misère, la faim et la délinquance sont partout.

Il est difficile, dans un pays tel que le Brésil, de définir et de chiffrer le nombre de chômeurs. Une chose est certaine : pour 24,5 millions d'adultes jouissant d'un emploi fixe, il faut en compter plus de 21 millions sans emploi fixe, soit 21 millions de chômeurs, de saisonniers, de travailleurs intermittents, la plupart sans aucune protection sociale.

Pour absorber un accroissement annuel de 2,8 % de la main-d'œuvre (qui correspond au développement démographique et à l'exode rural), il faudrait un taux de croissance annuel égal ou supérieur à 7 %. Or, il est probable que la croissance pour 1981 ne dépassera guère les 4 %. En 1980 déjà, avec une croissance industrielle de 6 %, les entreprises de moins de 200 salariés (et elles sont légion) ont procédé à une réduction de 2,9 % de leur personnel et à une réduction de 10,5 % des heures travaillées. Avec les réductions de salaire correspondantes, bien évidemment.

La situation de l'industrie automobile, l'un des moteurs de l'expansion brésilienne, illustre bien ces perspectives inquiétantes. Le 6 janvier dernier, Volkswagen a annoncé 2 000 licenciements, et quelques jours plus tard, 1 000 licenciements supplémentaires. Le ministre du Travail, Murílio Macedo, a même révélé que l'entreprise avait encore prévu 2 000 nouveaux licenciements, mais avait consenti — à sa demande — à un sursis. C'est le premier licenciement massif à

Volkswagen en 27 ans de présence au Brésil.

Il a eu un terrible impact dans la banlieue industrielle de Sao Paulo connue sous le nom d'ABC : chaque emploi dans les usines automobiles engendre en effet cinq emplois dans les secteurs associés et la sous-traitance, sans parler des effets sur le commerce et les services. Mais les ventes ont connu en 1980 la plus forte baisse jamais enregistrée : - 7,4 %. La baisse du pouvoir d'achat et les récentes mesures déflationnistes du gouvernement (qui touchent les fonctionnaires) laissent prévoir pour 1981 une nouvelle chute des ventes d'environ 10 % pour l'ensemble du secteur automobile. Or, les multinationales installées au Brésil (Volkswagen, Ford, General Motors, FIAT) écoulent leur production à plus de 90 % sur le marché intérieur.

L'inquiétude grandit, y compris dans les milieux patronaux. Arrivé en sursis et « faiseur de miracles » à la tête de l'économie, le ministre Delfim Neto a vu sa popularité s'effondrer dans les derniers mois. Près de la moitié des patrons interrogés lors d'un sondage jugent son bilan très mauvais. Dans un autre sondage sur les présidentielles de 1985, il n'arrive qu'au dixième rang des candidats possibles, loin derrière « Lula », le président du Parti des travailleurs (PT).

Face à cette crise, les conditions de la riposte des travailleurs sont très difficiles. En l'absence de structures intersyndicales à l'échelle régionale et nationale, les inégalités sociales, historiques, et la diversité des expériences vont peser de tout leur poids.

Déjà, par rapport aux grandes explosions semi-spontanées de 1978 et 1979, qui exprimaient, autour de revendications salariales, les forces accumulées dans les secteurs de pointe pendant les années

d'expansion, l'année 1980 a vu le mouvement gréviste marquer le pas.

En 1979, les grèves avaient touché environ 3 millions de travailleurs, soit 10 % des travailleurs du pays. C'est une proportion d'autant plus forte qu'elle était concentrée dans certaines catégories professionnelles et dans les quatre Etats du Sud-Est : Sao Paulo, Rio de Janeiro, Minas Gerais et Rio Grande do Sul. En effet, 25 % des grévistes de l'industrie étaient des métallurgistes. La moitié des grèves avaient lieu dans la métallurgie, puis venait la construction (17 %), l'industrie alimentaire (9 %) et la chimie (8 %).

En ce qui concerne la répartition par région, l'Etat de Sao Paulo représentait à lui seul 40 % des grèves et des grévistes, celui de Rio de Janeiro 16 % des grèves et 26 % des grévistes, le Minas Gerais 15 % des grèves et le Rio Grande do Sul 7 % des grèves. Soit plus de 80 % des grèves et des grévistes pour les quatre Etats.

En 1980 en revanche, le mouvement gréviste a reculé numériquement. La grande grève de 41 jours des métallurgistes de l'ABC, en avril et mai, a marqué un point culminant de la mobilisation dans le secteur industriel. Elle a apporté une démonstration de force et une précieuse expérience d'organisation. Mais elle a échoué devant l'intransigeance du patronat et du gouvernement.

Sur l'ensemble de l'année, donc, cet échec a pesé lourd. Il explique en partie le tassement des luttes. Cependant, le mouvement social a progressé, notamment en milieu rural, comme l'a montré en septembre 1980 la grève des 250 000 coupeurs de cannes du Pernambouc, mais aussi la progression rapide du PT à la campagne.

Cette année, les regards sont tournés une fois encore vers l'ABC et ses 140 000 métallos. Depuis un an, la direction syndicale élue est suspendue. Pourtant, à l'approche des négociations salariales annuelles prévues pour avril, le pa-

1. Inprecor a publié ces derniers mois : Daniel Jebrac, « Les portes étroites de la "libéralisation" et la construction du Parti des travailleurs (PT) », numéro 91, du 15 décembre 1980 ; A. Jos, « Brésil : l'heure des buisseries », numéro 94-95, spécial économique, du 16 février 1981 ; « Liberté pour "Lula" et les syndicalistes brésiliens ! », numéro 97, du 16 mars 1980 ; et un entretien avec Luis Inacio da Silva, « Lula », « Mon procès a démasqué le processus d'ouverture... », numéro 99, du 13 avril 1981.

2. DIEESE : Institut de statistiques syndicales lié à un syndicat officiel.

tronat a fait savoir au gouvernement qu'il serait impossible de discuter avec les *interventores* nommés par le ministère du Travail, qui ne jouissent d'aucune représentativité auprès des travailleurs. Le pouvoir a donc proposé la formation d'un « Conseil de négociation » composé de travailleurs élus dans les entreprises. Le Conseil est majoritairement constitué de travailleurs combattifs et collabore étroitement avec la direction du syndicat cassée l'an passé. Pendant toute l'année, le fonds de grève n'a cessé de fonctionner, de recueillir les aides, de prendre des contacts avec les syndicats européens. Tout le monde s'accorde à reconnaître que la combativité est très élevée. Et le premier tract distribué par les responsables syndicaux pour la campagne salariale annonce la couleur : « *Notre catégorie a semé beaucoup, arrosant avec de la sueur, du sang et des larmes. L'année de la récolte est venue.* »

CONTRE-OFFENSIVE DU REGIME : DIALOGUE AU SOMMET, REPRESSION DES COURANTS COMBATIFS

C'est dans ce contexte que le régime tente d'organiser une contre-offensive visant à étouffer le syndicalisme « classiste » et combatif, et à marginaliser le PT à l'occasion de la campagne électorale. Pour cela, il avance simultanément l'offre de dialogue à l'opposition « responsable » et le maintien d'une répression brutale contre les secteurs qualifiés de « radicaux ».

Ainsi, l'élection du président de l'Assemblée, le 27 février dernier, a donné lieu à un véritable chantage à la « fermeture ». Le candidat du pouvoir, Marchezan, était en effet menacé par un candidat dissident de son propre parti (le PDS), soutenu par l'ensemble de l'opposition. Il y a même eu des rumeurs de coup d'Etat, pour le cas où Marchezan serait battu. Finalement, Marchezan l'a emporté avec une marge confortable de 37 voix, grâce au ralliement — dans le secret du vote — de députés de l'opposition (du PDT et du PMDB). Le même scénario s'est reproduit pour l'élection à la présidence de l'Assemblée de l'Etat de Sao Paulo. Le chantage a donc payé.

Aussitôt après la victoire de Marchezan, le gouvernement a voulu remercier l'opposition, en lui offrant le dialogue et en particulier la rediscussion de la Loi sur les étrangers adoptée l'an passé. Le président du principal parti d'opposition, le PMDB, a immédiatement accepté la discussion directe avec le gouvernement, cautionnant ainsi la tentative de neutraliser l'Assemblée par des accords préalables au sommet.

Parallèlement, le noyau dur de la dictature a manifesté à plusieurs reprises sa volonté d'écraser toute velléité de transgresser les règles du jeu. Sa conception de l'ouverture ne va pas au-delà d'un Etat très fort et musclé et d'une libéralisation étroitement contrôlée.

En février, une ancienne prisonnière politique, Ines Etienne Romeu, a dénoncé nominalement vingt de ses anciens tortionnaires. Loin de nier, les plus hauts responsables militaires ont cette fois couvert

Aussitôt, la fourmilière de l'ABC s'est remise à gronder. La mobilisation se prépare autour d'une plate-forme radicale : 15 % d'augmentation des salaires réels, les 40 heures, la reconnaissance de délégués syndicaux dans l'entreprise, un réajustement trimestriel des salaires, le blocage des loyers, la définition d'un salaire minimum à l'échelle nationale.

Mais cette fois, les travailleurs — outre la fermeté patronale et la législation de la dictature — auront à affronter des difficultés supplémentaires. Les menaces sur l'emploi sont de plus en plus présentes. Après les licenciements de la Volkswagen (la « Volks »), des projets de licenciement seraient envisagés à la Ford et à la Scania (Saab). Enfin, la direction de la lutte de l'an passé s'est divisée sur le bilan, certains responsables liés au PC et au MR-8 reprochant à « Lula » son manque de flexibilité dans les négociations.

avec arrogance l'utilité de ces pratiques. Quelques jours plus tard — sans se préoccuper de l'opinion internationale —, ils ont fait arrêter le Prix Nobel de la paix argentin, Perez Esquivel, en pleine conférence de presse. Le 22 mars, un reportage du *Jornal do Brasil* révélait que la police politique, le SNI (3), continue à tenir à jour un fichier de 250 000 opposants. Enfin, c'est encore le projet de ce secteur dur qui a prévalu dans la réorganisation des chaînes de télévision, assurant un contrôle plus étroit sur l'information.

Cette politique est résumée dans le jugement prononcé contre « Lula » et les onze syndicalistes de l'ABC le 23 février. La condamnation de « Lula » à trois ans et demi de prison, même si l'application et la peine est suspendue par un appel, est significative.

D'une part, elle constitue une épée de Damoclès sur la tête des responsables syndicaux les plus populaires, au moment même où s'ouvre la nouvelle campagne salariale de l'ABC. Un rôle actif de leur part dans cette bataille équivaldrait à une récidive, et, en tout cas, renforcerait la possibilité de voir la peine confirmée en appel.

D'autre part, la condamnation tend à décapiter le PT à l'entrée de la campagne électorale pour 1982. Selon le système électoral qui sera retenu, la présence de « locomotives » très populaires à la tête des listes pourrait, en cas d'élections proportionnelles par régions, assurer un succès important de la liste. Or, il existe une loi de 1970 qui frappe d'inéligibilité quiconque a été poursuivi (sans nécessairement avoir été condamné) au nom de la Loi de sécurité nationale (LSN). Elle sanctionne également quiconque a été destitué de responsabilités administratives ou syndicales. Il y a bien eu, en août 1979, la Loi d'amnistie. Mais elle ne couvre bien évidemment pas les poursuites postérieures à sa promulgation, comme celles qui frappent « Lula » et ses co-acusés.

Cet aspect juridique du problème est important, mais il s'inscrit dans une campagne d'opinion plus vaste, orchestrée par le pouvoir et les médias, qui vise à faire apparaître « Lula » comme un syndicaliste turbulent mais respectable, et comme un mauvais politique, naïf et irresponsable, ôtage au sein du PT des secteurs radicaux ou gauchistes.

C'est à la fois sur le terrain syndical et électoral que cette offensive doit être battue en brèche.

LE PIEGE ELECTORAL

Le premier problème est donc celui des élections prévues pour 1982, élections de l'Assemblée et élections des gouverneurs au suffrage universel.

Le Parti des Travailleurs (PT) peut aborder cette échéance dans de bonnes conditions. Il a réussi à former des directeurs électoraux ou des commissions municipales provisoires dans 625 municipalités sur les 3 959 reconnues comme unités électorales du pays. Il est présent dans 13 Etats sur 23, ce qui n'est pas négligeable dans un pays où — en dehors de l'armée et de l'Eglise — il n'y a guère de tradition d'organisation politique nationale. Certes, le PT est surtout présent dans les Etats industriels du Sud, avec 199 commissions au Minas Gerais, 130 dans l'Etat de Sao Paulo, 45 au Rio Grande do Sul. Mais il a aussi réussi une percée au Nordeste, où il compte plus de 115 commissions (dans les Etats de Pernambuco, Ceara, Maranhao, etc.). Pour avoir un point de comparaison, il faut savoir que le parti au pouvoir (PDS) compte 3 066 commissions municipales. Le parti d'opposition traditionnel (PMDB) en compte 2 127. Le Parti populaire, parti de la banque issu du PDS, en compte 869. Mais le PDT de Brizola, héritier du populisme historique n'en compte que 558, et le PTB d'Ivete Vargas et de l'ancien président Janio Quadros 334. Autrement dit, le PT apparaît déjà comme la quatrième, si ce n'est la troisième formation politique du pays.

Pourtant, la campagne électorale s'annonce difficile. D'une part, elle fera jouer à plein les vieilles traditions et les vieux réflexes populistes et clientélistes, libérant toutes les tentations de coalitions et combinaisons qui reviendraient — en noyant le PT dans l'opposition — à brader l'indépendance de classe qu'il prétend à juste titre incarner.

Déjà, en mars dernier, la direction nationale du PT a enregistré la défection d'un de ses membres, Vanderli Farias, qui est retourné au PMDB avec une soixantaine d'autres militants de l'Etat de Paraíba. « Lula » a commenté la chose en disant que ce n'était pas la première fois — ni hélas la dernière —, qu'un tel phénomène se produirait.

Pour justifier sa désertion, Vanderli Farias a reproché au PT de ne pas contribuer suffisamment à l'unité des oppositions et de ne pas avoir repris à son comp-

3. SNI : Service national d'information (Police politique).

te le mot d'ordre d'Assemblée constituante. Le premier argument est en lui-même significatif du type de pressions qui vont s'exercer, même s'il semble que les transfuges aient eu des mobiles moins idéologiques et plus terre à terre, à savoir la promesse de positions confortables sur les listes du PMDB.

D'autre part, ces pressions, nourries par la vieille tradition populiste et la force du sentiment unitaire face à un appareil dictatorial qui reste en place, risquent d'être renforcées par la législation électorale que le Parlement s'apprête à adopter. Pour l'heure, les rumeurs qui ont filtré des projets gouvernementaux permettent de percevoir clairement le dispositif imaginé par le pouvoir :

— Il s'agirait tout d'abord d'opposer à la proportionnelle par Etats la mise en place, soit de circonscriptions avec un scrutin majoritaire, soit de districts limités avec une proportionnelle en leur sein portant sur quelques sièges. Il s'agirait donc, dans un cas comme dans l'autre, de laminer les formations minoritaires et de pousser à une bipolarisation de la vie politique entre le parti au pouvoir et l'opposition.

— Il serait ensuite envisagé un système dit de « vote lié », qui n'autoriserait que des votes homogènes, c'est-à-dire pour le même parti ou la même liste, par exemple pour les fonctions de gouverneur, député, maire. Comme, là encore, l'élection à la charge de gouverneur favorise la bipolarisation entre les grandes formations, la loi électorale viserait à laminer les partis qui — sans avoir de locomotive charismatique à l'échelle d'un Etat — ont une implantation locale suffisante pour pouvoir espérer gagner des élections législatives ou municipales.

— Pour faire bonne mesure, il s'agirait enfin d'interdire les listes de coalition, ce qui permettrait soit d'exploiter au mieux la division des oppositions, soit de les pousser à un regroupement sous la houlette d'une fraction de la bourgeoisie, au sein d'un parti bourgeois fourre-tout du type du PMDB.

— Il faut ajouter qu'une loi sur l'utilisation des médias déterminerait l'accès à la radio et à la télévision en fonction de la représentation parlementaire *actuelle* des partis politiques.

On peut s'attendre, dans ces conditions, à ce que s'exprime — au sein même du PT — la volonté de conclure les pactes les plus douteux pour tenter d'échapper à cette mécanique conçue en partie pour la marginaliser.

Dans le combat pour un véritable Parti des travailleurs, pour un parti de masse capable d'exprimer pour la première fois l'indépendance de la classe ouvrière brésilienne sur le terrain politique, il n'y a pourtant pas de raccourci possible. La construction du PT passe par la représentation du maximum de candidats sous son propre drapeau, même si cela doit encore coûter la désertion de quelques carriéristes ici ou là. Le PT y gagnera en échange une confiance accrue auprès de

milliers de travailleurs, convaincus d'avoir enfin trouvé un parti différent des autres, un parti qui ne marchande pas leur confiance contre des compromis véreux.

Une ferme défense de l'indépendance de classe, jusque sur le terrain électo-

ral, n'exclut évidemment pas des alliances ponctuelles entre les partis d'opposition, sur des objectifs ou sur des campagnes précis, par exemple pour l'Assemblée constituante ou contre la Loi de sécurité nationale (LSN).

LA BUREAUCRATIE SYNDICALE RÉSISTE ET S'ORGANISE

L'autre grande question immédiate qui se pose au PT est celle de la bataille syndicale. Depuis les grandes luttes de 1979, le problème qui est posé pour des dizaines de milliers de travailleurs conscients est celui de construire une Intersyndicale, ou une CGT, ou une Centrale unique des travailleurs (CUT).

La législation syndicale brésilienne, inspirée du Code du travail de Mussolini, interdit en effet les regroupements intersyndicaux à l'échelle locale ou nationale. Elle ne reconnaît que des syndicats verticaux de catégorie, directement subordonnés au ministère du Travail. Si l'affiliation au syndicat est volontaire, le prélèvement de l'impôt syndical est automatique sur le salaire de tous les travailleurs. Il alimente ainsi des caisses allouées par le ministère aux directions syndicales en exercice. Le syndicat n'ayant pas de statut légal dans l'entreprise, mais seulement une présence territoriale extérieure à l'entreprise, il joue principalement le rôle d'une assistance sociale et médicale, par laquelle il contribue à l'encadrement des travailleurs.

Même sans prétendre à des mesures aussi radicales que l'abolition de l'impôt syndical, qui poserait de fait la question de l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat, la simple formation de coordinations intersyndicales déborde donc le cadre de la loi.

On peut dire, en simplifiant la situation, que deux grands courants se disputent aujourd'hui la direction du mouvement ouvrier.

Il y a d'un côté un courant combatif et classiste, dont « Lula » est à la fois le porte-parole et le symbole. Ce courant demeure toutefois hétérogène. Il englobe aussi bien d'anciens militants de l'opposition syndicale — y compris d'origine chrétienne —, que d'anciens responsables syndicaux, dits « authentiques », qui se sont eux-mêmes radicalisés au feu des luttes des toutes dernières années. Il y a parfois, entre ces militants, de vieilles rancœurs. Et il arrive même que des travailleurs, qui sont tous membres du PT, n'arrivent pas à se mettre d'accord pour présenter une liste en commun aux élections syndicales. C'est ce qui s'est produit notamment lors des élections nationales au syndicat étudiant, où les forces pro-PT se sont dispersées en trois listes qui, unies, auraient obtenu la majorité...

Il y a de l'autre côté un courant que l'on pourrait qualifier de « pélogo-réformiste », constitué par une alliance entre une fraction particulièrement corrompue de la bureaucratie qui tente de se donner une image « moderne » ou « rénovée » et la bureaucratie encore naïve du PC et du MR-8. Ce courant va au devant des désirs gouvernementaux et patronaux en ten-

tant de montrer qu'un syndicalisme responsable obtient plus, dans une situation économique difficile, par la négociation raisonnable que par des grèves « jusqu'aboutistes » comme celle de l'ABC en 1980. Obtenir plus, pour les travailleurs de la multitude des petites et moyennes entreprises métallurgiques du Grand Sao Paulo, ce n'est souvent pas grand chose : un vêtement de travail, un quart d'heure de pose supplémentaire, une infirmerie... Mais, pour une masse de travailleurs sans défense et surexploités, cela apparaît déjà mieux que rien.

Bien évidemment, gouvernement et patronat encouragent à leur manière ce syndicalisme « responsable » pour favoriser l'émergence d'un interlocuteur compréhensif dans la classe ouvrière. En même temps, certaines multinationales envisagent de créer des structures de concertation dans l'entreprise pour éviter à l'avenir les grandes explosions et les assemblées de dizaines de milliers de travailleurs lors des négociations salariales de branches.

Cette contre-offensive sur le terrain syndical complète la contre-offensive électorale. Elle vise aussi, mais indirectement cette fois, à marginaliser le PT en laminant la base électorale sur laquelle il repose originellement. En effet, si le PT n'est pas à proprement parler un parti ouvrier basé sur les syndicats (au sens où les syndicats ne sont pas organiquement en tant que tels à l'initiative du PT), il est un parti lancé par des cadres syndicaux et sur l'élan de la radicalisation qui s'est produite en 1978 et 1979. Il représente, pour nombre de militants syndicaux, la riposte quasiment instinctive à la loi dictatorial, qui permet au ministère du Travail de suspendre les directions syndicales élues et de les priver ainsi de leur instrument le plus élémentaire.

Pour le PT, la force du courant classiste dans les syndicats reste donc une source de vie irremplaçable. C'est en quoi la question syndicale est pour lui décisive.

Au début de son existence, les dirigeants du PT se sont retranchés derrière une conception erronée de la division entre l'économique et le politique, le politique et le syndical, pour défendre que le PT ne devait pas — en tant que tel — avancer de propositions plus précises pour le mouvement syndical que le mot d'ordre général de Centrale unique des travailleurs (CUT). Mais, à la réunion de la direction du PT de décembre 1980, « Lula » lui-même constatait avec bon sens que les patrons ont une politique syndicale, que le gouvernement a une politique syndicale, que la bureaucratie des *pelegos* et les réformistes ont une ligne syndicale. Le PT doit donc avoir sa proposition syn-



forte de Joaquim, qui est la figure de proue et le symbole du « péléisme rénové » (sans renoncer pour autant aux méthodes du gangstérisme). Pour domestiquer la classe ouvrière, cet appareil disposait en 1978 d'un budget de 122 millions de cruzeiros (dont 50 % voués à l'assistance médicale et sociale), de 480 fonctionnaires syndicaux, de 68 médecins et de 32 avocats. Joaquim et ses sbires ont commencé leur carrière syndicale avec le coup d'Etat de 1964. Ils ont alors été nommés *interventores* dans les syndicats pour « en finir avec les grèves et le communisme ». Ils trouveront cette fois face à eux une liste d'opposition conduite par Waldemar Rossi, l'ouvrier métallurgiste qui a lu devant le pape, dans le stade de Sao Paulo, une lettre-réquisitoire des ouvriers brésiliens contre la dictature.

Il n'est certes pas envisageable de battre Joaquim, cette fois encore, mais le résultat de l'opposition sera un indice de l'évolution des rapports de forces.

PRÉPARATION DU CONGRES DE LA CLASSE TRAVAILLEUSE

Au-delà de cette empoignade immédiate, l'enjeu de la bataille engagée est décisif pour l'avenir du mouvement syndical au Brésil, et pour le PT lui-même.

Or, après leur voyage en Europe en février 1981, plusieurs dirigeants du PT, dont « Lula » et le sociologue Weffort, ont fait des déclarations d'une inquiétante confusion.

Le PT a fort justement adopté la perspective d'une Centrale unique des travailleurs (CUT), indépendante de l'appareil d'Etat. Pour y parvenir, le chemin est sinueux et les médiations multiples : rencontres régionales ou nationales intersyndicales, regroupements d'opposition et récupération des structures syndicales officielles. Un saut qualitatif dans la conquête de l'indépendance syndicale supposera un changement brutal du rapport des forces politiques entre les classes.

Devant la difficulté de la tâche et le piétinement du courant classiste révélé lors des récentes élections syndicales, « Lula » et Weffort ont tous deux vanté les mérites du pluralisme syndical européen comme favorisant une saine émulation. Les militants européens savent pourtant bien que la division syndicale favorise davantage les manœuvres bureaucratiques de collaboration de classe, et la zizanie parmi les travailleurs eux-mêmes, qu'une fraternelle rivalité dans l'action.

Weffort insiste sur le fait que l'objectif de l'heure, c'est l'indépendance syndicale. Il faut, selon lui, commencer par abolir l'impôt syndical : « *Alors seulement les travailleurs pourront choisir librement la forme selon laquelle ils souhaitent s'organiser. Si ce sera sous une forme pluraliste ou dans des syndicats uniques, seule la lutte des travailleurs pourra y répondre. Privilégier aujourd'hui la polémique entre pluralisme et unité syndicale, c'est alimenter un faux débat.* »

Malheureusement, le débat n'est pas si faux que cela. L'expérience récente du Portugal est là pour démontrer que le

dicale. Le minimum serait que tous les courants qui se retrouvent ensemble dans le PT et autour du projet de construction du PT, se retrouvent aussi ensemble pour proposer une liste classiste unique aux élections syndicales. C'est là pour le PT une question de vie ou de mort.

En effet, passés les premiers moments d'euphorie, au fur et à mesure que la crise fait sentir son poids, au fur et à mesure que l'on s'éloigne du bastion exemplaire de l'ABC vers des secteurs plus atomisés et arriérés, au fur et à mesure que prend forme la contre-offensive « pélégo-réformiste », les difficultés apparaissent dans toute leur ampleur.

Au début de 1980, on a encore vu des listes classistes l'emporter et arracher le syndicat des mains de la bureaucratie dans un nombre significatif d'élections. Mais, au second semestre, ce mouvement de récupération, après l'échec de la grève de l'ABC, s'est ralenti. Les listes d'opposition ont perdu de peu, mais perdu tout de même, des batailles de portée nationale : les élections syndicales de la métallurgie d'Osasco (6 213 voix contre 4 662)

et celles de la métallurgie de Rio de Janeiro. La bureaucratie l'a également emporté à Fortaleza, Curitiba, Piracicaba, Sao Leopoldo (près de Porto-Alegre dans le Sud).

La seule exception récente réellement significative est celle de la métallurgie de Betim, dans la banlieue de Belo-Horizonte, où se trouve notamment la FIAT. Là, le syndicat était sous intervention du ministère depuis onze mois, et la direction sortante — suspendue — ne pouvait se présenter. En outre, les directions des entreprises ont multiplié les subterfuges pour empêcher les travailleurs d'aller voter. Sur 18 000 travailleurs concernés, 2 400 seulement avaient le droit de vote, dont la moitié à la FIAT qui connaît un régime interne quasi-militaire. Finalement, l'opposition classiste l'a tout de même emporté avec 65 % des voix.

La prochaine échéance importante est celle des élections au syndicat métallurgique de Sao Paulo-ville. Elles concernent 13 000 entreprises et 400 000 travailleurs, dont 70 000 sont syndiqués. Le syndicat est depuis des années la place

Un CONCLAT contre la dictature des patrons

Depuis 1978, le syndicalisme brésilien a vécu trois années importantes. A partir de ces premières expériences de la classe ouvrière, commence à se dessiner le cadre politique qui va dominer la vie syndicale brésilienne pour plusieurs années. D'un côté, se développe un courant syndical classiste, qui est le fruit d'un effort anonyme de milliers de travailleurs. De l'autre, prend forme un courant constitué par des *pelegos* notoires qui ont revêtu des habits neufs à la mode des temps nouveaux, et par des staliniens de tous poils, qui confirment leur tradition d'alliance avec les pires traîtres de la classe ouvrière.

Le premier de ces courants est né des batailles contre la bourgeoisie. Le second s'est formé à l'ombre des défaites de la classe ouvrière, soutenu par la crainte du « pélegisme » de se voir éliminé du panorama syndical.

Mettant à profit une conjoncture défavorable pour la classe ouvrière, où la menace du chômage se combine à la frustration face aux maigres résultats des dernières luttes, ce courant — la prétendue « Unité syndicale » — s'est développé et prend aujourd'hui la tête de la préparation du CONCLAT.

La trajectoire de cette coalition est symptomatique. Lorsque les « authentiques » émergeaient comme la principale force politique dans le mouvement syndical, le CONCLAT fut sans cesse ajourné.

Maintenant, malgré le relatif reflux du mouvement de masse, en raison des diverses défaites des oppositions syndicales, en raison des effets de l'intervention dans l'ABC, le CONCLAT reçoit une impulsion inaccoutumée.

Il est inutile de préciser que les buts de l'« Unité syndicale » sont de se constituer en interlocuteur syndical prêt à coopérer avec le gouvernement, de réduire l'espace syndical du PT, et de passer au mouvement ouvrier brésilien une camisole bureaucratique. En plus de cela, se révèle une stratégie chaque jour plus limpide : la tentative d'isoler « Lula » des autres syndicalistes combattifs et de provoquer, si possible, jusqu'à la division du mouvement syndical.

Le plus lamentable dans tout cela, pourtant, c'est le fait que le Parti des travailleurs (PT) n'a pratiquement pas agi, en tant que parti, pour avoir une intervention offensive dans la réunion du 21 mars. Le PT n'a même pas réussi à mobiliser toutes ses forces et à les discipliner autour d'une politique commune.

Mais il est encore temps. Il reste quatre mois d'ici le mois d'août. Il est urgent que les militants du PT s'unifient et agissent pour que le CONCLAT ouvre ses portes aux travailleurs : pour briser le carcan bureaucratique du « pélegisme » ; pour que le CONCLAT assume une position de lutte sans trêve contre l'Etat bourgeois ; pour que son résultat constitue un progrès qualitatif dans le sens de l'indépendance politique de la classe ouvrière ; pour le combat contre la dictature et l'exploitation.

Nous savons tous que les staliniens sont des collectionneurs de défaites. Ils désarment la classe ouvrière en vue des affrontements décisifs contre la bourgeoisie.

Le PT a le devoir de démontrer à quoi il sert, et de contribuer à la construction de l'unité des travailleurs dans la lutte contre les patrons, fondée sur leur indépendance politique et la démocratie à la base.

problème ne peut pas être posé sous une forme étagée : d'abord l'indépendance, ensuite on verra bien ce qu'il en est de l'unité... Au Portugal, le PCP a défendu et fait adopter par le Parlement, en janvier 1975, une loi d'unicité syndicale, alors que le PS dénonçait au nom du « pluralisme » cette loi « totalitaire ».

Tous deux avaient tort et chacun œuvrait à sa façon à la division des rangs ouvriers. Le PC voulait faire officialiser par un Etat bourgeois son monopole sur le mouvement syndical. Au nom de la démocratie, le PS répliquait en constituant sa propre centrale syndicale et en organisant la division du mouvement syndical.

En fait, il n'est pas permis de confondre l'unicité imposée par un appareil d'Etat, qu'il soit bourgeois comme au Brésil ou bureaucratique comme en Pologne, et l'unité pour laquelle nous luttons sans cesse avec acharnement. Une Centrale unique, qui renforce l'ensemble des travailleurs face au patronat et au gouvernement, n'est viable que si elle repose sur la plus large démocratie, permettant à tous les courants de s'exprimer, de défendre leurs propositions et de prendre leurs responsabilités.

Il se peut que les déclarations de « Lula » et Weffort soient le résultat d'une mauvaise information sur le mouvement syndical européen. Elles n'en sont pas moins dangereuses d'un double point de vue : d'une part, parce qu'elles désarment les travailleurs face à des projets socio-démocrates ou d'origine chrétienne, qui ne manqueront pas de défenseurs et de soutiens internationaux pour organiser la division syndicale, comme ce fut le cas en Europe à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et plus récemment au Portugal et dans l'Etat espagnol à la fin des dictatures ; d'autre part, parce que tourner le dos à la bataille pour l'unité syndicale laisserait les mains libres au courant « pélego-réformiste » et renforcerait sa légitimité.

Il existe bien deux courants fondamentaux. Rien ne dit que la bataille pour l'indépendance et l'unité syndicale — indissociables — sera gagnée et sous quelle forme. Il est nécessaire pour le courant classiste de s'homogénéiser, de s'organiser, de se renforcer. Il peut pour cela trouver les formes appropriées, rencontres nationales de militants, coordinations de structures, etc. Il doit trouver dans le PT un point d'appui et un fil à plomb : le PT n'est pas un parti basé sur les structures syndicales, mais il peut être un formidable levier pour l'essor du courant classiste dans les syndicats. Ce courant peut prendre la forme d'un embryon de tendance, mais il doit affirmer sa volonté d'unité et sa vocation majoritaire. Désarter le combat pour l'unité serait aujourd'hui le plus formidable cadeau que l'on puisse imaginer pour la bureaucratie.

Heureusement, les déclarations de « Lula » ou de Weffort n'ont guère eu, pour l'instant, de conséquences pratiques. Au contraire. Le 21 mars s'est tenue, au siège du Syndicat de la chimie de Sao Paulo, une réunion de 191 syndicats. Il s'agissait de la plus importante réunion

intersyndicale depuis le coup d'Etat de 1964. Elle a finalement décidé de convoquer pour août 1981 le Congrès national de la classe travailleuse (CONCLAT) qui devrait constituer un pas en avant dans la constitution d'une structure intersyndicale nationale échappant de fait à la Loi syndicale en vigueur.

La réunion du 21 mars et l'initiative du CONCLAT représentent de fait un front qui va de Joaquim à « Lula », et rassemble deux propositions : celle du courant « Unité syndicale » et celle de l'ENTOES. L'« Unité syndicale » est un regroupement intersyndical formé à l'initiative du courant « pélego-réformiste », mais auquel participent des structures syndicales à directions classistes. L'ENTOES est une initiative de rencontres nationales et régionales « d'oppositions et structures » syndicales, qui a réuni avec un succès inégal le courant classiste.

La préparation du CONCLAT a été confiée à une Commission de 29 syndicalistes (dont Joaquim et « Lula »), à l'issue d'une assemblée houleuse. Malgré les pro-

vocations ouvertes du courant bureaucratique et des militants du MR-8, malgré surtout les modalités anti-démocratiques de désignation de la Commission, « Lula » a refusé de se retirer de cet organisme et de prendre ainsi l'initiative de la rupture.

Mais la capacité des militants du PT à développer des propositions concrètes et à agir de façon un tant soit peu homogène sera déterminante pour qu'il sorte quelque chose de positif de ce CONCLAT, et qu'il ne devienne pas un simple faire-valoir aux mains de la bureaucratie.

Le CONCLAT aura lieu en août 1981. Les congrès régionaux du PT auront lieu en juillet et le Congrès national désignant les candidats pour les élections de 1982 aura également lieu en août. Ces échéances sont décisives tant pour le PT que pour les militants marxistes révolutionnaires au Brésil. ■

Daniel JEBRAC
13 avril 1981.

L'héritier de Senghor

à la recherche d'un consensus

EN annonçant d'abord dans la presse française en novembre 1980 son intention de démissionner au profit de son Premier ministre Abdou Diouf, le président sénégalais Léopold Sédar Senghor, au pouvoir depuis l'Indépendance, en 1960, exprimait ainsi son profond attachement au système néocolonial et son goût prononcé pour les manœuvres politiques.

Des dispositions constitutionnelles introduites en 1976 permettent une telle succession sans recours aux élections, en prévoyant — en cas de décès, de démission ou d'empêchement

François CAZALS
Sypho NELANGUEL

Mais, au-delà de ces manœuvres anti-démocratiques, c'est sur un fond de faillite économique, de mise sous tutelle de l'Etat sénégalais par ses créanciers, et d'incapacité de l'opposition à s'opposer aux mesures d'austérité gouvernementales et aux recompositions politiques au sein du pouvoir, que se réalise la succession de Senghor.

2001, ODYSSEE DE L'AUSTERITE

Il y a seulement quelques années, Léopold Senghor promettait de faire de son pays « en l'an 2001, une "Grèce noire" » et proclamait que l'objectif de son parti était de « créer, avant 2001, une société sénégalaise socialiste et démocratique ». Ces promesses de fin de millénaire s'accompagnaient d'affirmations démagogiques dont est truffé le Ve Plan économique concernant la création de dizaines de milliers d'emplois et la résolution des problèmes du sous-développement.

Depuis lors, le ton a beaucoup changé et la situation économique s'est considérablement dégradée. Les promesses de plein emploi se sont envolées. Et, au cours de l'été 1979, Abdou Diouf, alors Premier ministre, se précipitait à Paris pour obtenir de Giscard une aide financière supplémentaire. Tout en affirmant avoir trouvé en France une « oreille favorable », il précisait néanmoins que son gouvernement devrait à l'avenir se montrer « digne de la coopération franco-sénégalaise en pratiquant une bonne et rigoureuse gestion ». Mais cela n'a pas suffi à redresser la situation économique. L'Etat sénégalais, accumulant une dette extérieure de plus de 3 milliards de francs français, se trouve fin 1980 au bord de la banqueroute (1). Seuls les apports de la France, de la Banque Mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) lui sauveront la mise. En contrepartie, le gou-

du titulaire — le remplacement automatique du président de la République, jusqu'au terme du mandat en cours, par son Premier ministre.

Bien qu'elle ait quelque peu pris les différents clans du parti gouvernemental, le PS, au dépourvu et mis l'opposition devant le fait accompli, cette passation de pouvoir avait déjà été préparée par l'éviction, en septembre 1978, de Babacar Ba, ancien ministre des Finances et des Affaires économiques et rival d'Abdou Diouf.

vernement sénégalais adopte en mai 1980 un Plan dit de redressement, directement inspiré par le FMI. Ce Plan, qui se propose d'accroître « l'épargne publique ... par un contrôle plus sévère des dépenses courantes et une plus grande rationalisation de la fiscalité », veut combiner pour atteindre ses objectifs « les apports extérieurs » avec « l'orientation nouvelle des investissements publics vers les investissements industriels » (2).

Mais, pour que cette politique d'austérité soit acceptée par les masses populaires, encore fallait-il la coupler à un changement minimum de personnel politique et à la recherche d'un « consensus » avec l'opposition pouvant garantir ainsi la « paix sociale ». C'est ce qui a précipité la passation de pouvoir à Abdou Diouf, même si la composition de la nouvelle équipe gouvernementale ne diffère guère de la précédente.

Le nouveau président de la République sénégalaise, Abdou Diouf, a fait ses classes dans la gestion du régime néocolonial pendant dix ans, il se veut l'homme providentiel d'une politique économique faite d'un certain rigorisme gestionnaire et d'attaques contre le niveau de vie des masses populaires, et dont la substance est synthétisée par le Plan défini sous l'égide du FMI. Le grand commis de l'Etat qu'il prétend être a déjà présidé à la liquidation de plusieurs entreprises publiques comme l'ONCAD (Office national de commercialisation de l'arachide) et à l'adoption de mesures quelque peu symboliques de réduction du budget de fonctionnement de l'appareil d'Etat (fermetures d'ambassades, réduction du parc automobile officiel...)

Dès son investiture, le nouveau président a explicité son programme en proclamant qu'il maintiendrait « les acquis du président Senghor », mais conduirait des « changements ». « Dès ce jour, je relève les défis des années 1980 ... Notre pays doit vivre selon ses moyens ... La politique déjà lancée, de rigueur et d'austérité, sera poursuivie » (3) a-t-il déclaré.

Se référant, dans son « Message à la nation », au peuple sénégalais « capable de discipline, de rigueur, d'austérité, de travail, d'abnégation et de courage » (4), Abdou Diouf a adopté d'emblée le langage du technocrate qu'il affectionne tant. Son leitmotiv est l'austérité et le nouveau chef du gouvernement n'hésite pas à déclarer : « Le Sénégal a connu en 1980, dans le domaine économique et financier, une année particulièrement difficile et les perspectives pour 1981 ne s'annoncent pas sous les meilleurs auspices » (5).

LA POLITIQUE ANTI-OUVRIERE DU GOUVERNEMENT D'ABDOU DIOUF

Alors que la liquidation déjà commencée de certaines entreprises du secteur public a pour conséquence des milliers de licenciements, les mesures du VIe Plan de développement économique et social (1981-1985), dont le rapport du ministre du Plan au Conseil national du PS du 28 mars 1981 permet de cerner les contours, vont signifier une profonde détérioration des conditions de vie, de travail et d'étude des masses populaires et de la jeunesse.

Décrivant une situation économique caractérisée par une chute de la production agricole, un « double déficit commercial et budgétaire » et un important endettement extérieur, le rapport du ministre du Plan propose la « résorption progressive du déficit alimentaire », une « intensification des cultures d'exportation » et la fixation de « prix rémunéra-

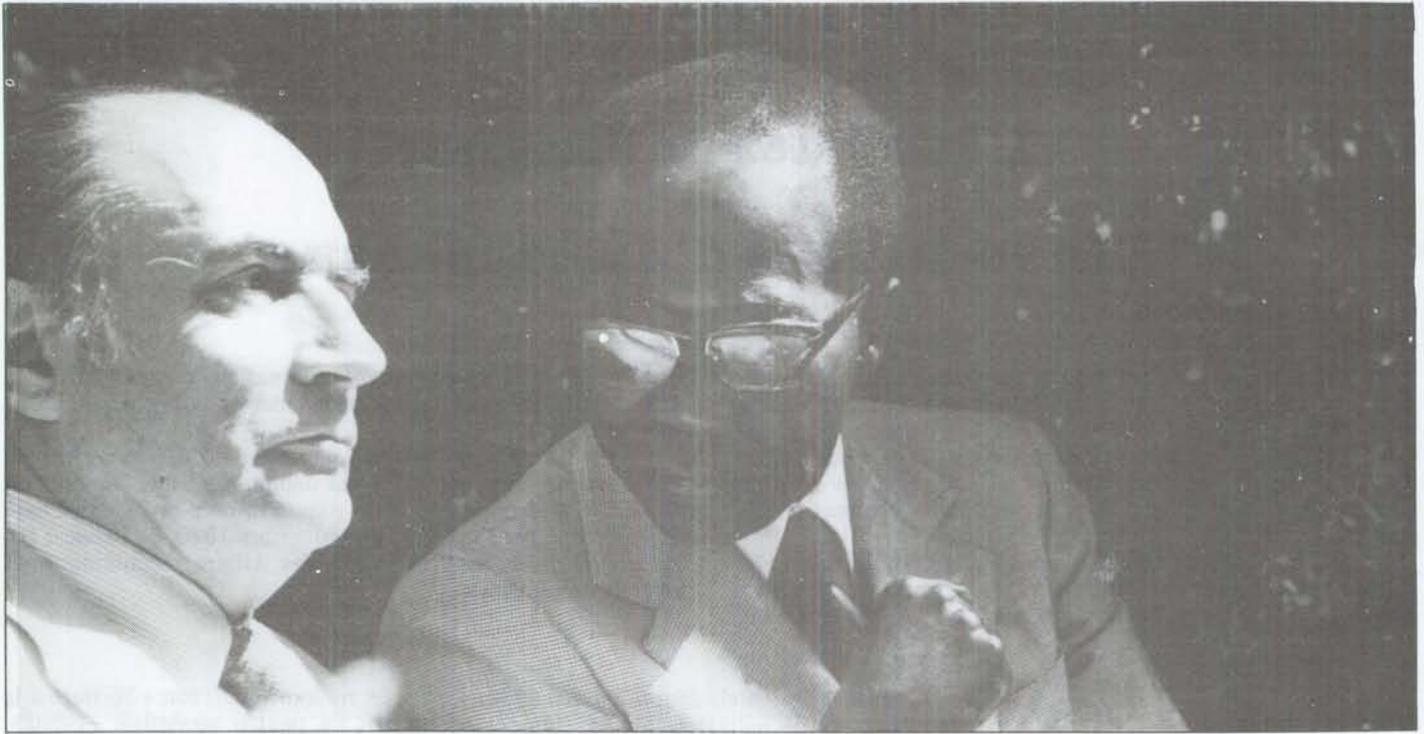
1. C. Jane, « La mise sous tutelle », *In-précor* numéro 94-95, du 16 février 1981, spécial économique.

2. Ousmane Sèck, ministre de l'Economie, *Le Monde*, 24 mai 1980.

3. *Le Monde*, 3 janvier 1981.

4. Cité par Louis Alexandrenne, ministre du Plan et de la Coopération, dans son rapport sur le VIe Plan au Conseil national du PS du 28 mars 1981 (publication officielle).

5. *Le Soleil*, 18 mars 1981.



F. Mitterrand et L. Senghor tous deux membres de l'Internationale socialiste. (DR)

teurs » pour la production agricole. Derrière ces mesures, qui révèlent un regain d'intérêt apparent pour le monde rural affecté par la crise économique, se profile surtout la volonté politique du régime de regagner une base sociale dans la paysannerie, tout en relançant les cultures d'exportation (arachide et coton) dont la production est en baisse. Une mesure d'apaisement a d'ailleurs été adoptée en faveur des paysans avec l'étalement des dettes sur cinq ans à compter de la fin de 1980. Le coût financier de cette opération a été assumé par l'aide internationale — la France vient d'octroyer un prêt de 6 milliards de francs CFA pour la reconstitution du stock de semences d'arachide — et par un prélèvement mensuel d'une journée de salaire et de revenus pendant six mois. Cette ponction, dont on peut supposer qu'elle affecte principalement les travailleurs, notamment des entreprises étatiques, vient d'être prorogée à nouveau pour six nouveaux mois par Abdou Diouf, sous le label d'« effort de solidarité nationale ».

La relance de la production industrielle et la création d'emplois sont des priorités affichées du VIe Plan. Pourtant elles prennent essentiellement la forme du blocage du recrutement dans la fonction publique, de la « promotion de l'investissement privé, particulièrement dans le domaine de la petite et moyenne industrie » et de « l'accélération de l'insertion des hommes d'affaires et des cadres sénégalais dans la gestion et la propriété des entreprises » (6). Les entrepreneurs pourront ainsi bénéficier d'une « prime à la valeur ajoutée » pour toute nouvelle création d'usine. L'incitation au petit capital local et à l'investissement étranger vont être accélérés par la restitution aujourd'hui à l'étude d'un pourcentage des parts étatiques de nombreuses entreprises publiques aux capitaux privés. En accord en cela

avec les injonctions du FMI qui impose, pour tout projet d'envergure, une couverture de 15 % d'autofinancement local.

Ces facilités accordées aux capitalistes locaux ne remettent nullement en cause l'ouverture au capital étranger — le VIe Plan est d'ailleurs financé à raison de 71 % par des apports extérieurs —, mais répondent cependant au désir de s'attirer la sympathie d'éléments qui pourraient être tentés par les propositions économiques « protectionnistes » avancées par l'opposition. Cette démarche correspond aussi au projet impérialiste d'associer les couches dominantes autochtones au financement des coûts d'installation d'industries dites de substitution.

Autre axe de ce Plan draconien : la rationalisation de la gestion budgétaire de l'Etat néocolonial. Cela se concrétise par l'annonce de l'« accélération de la liquidation des organismes en faillite », et du réajustement régulier des prix des services publics. Mais cet objectif doit être atteint aussi en « compressant, ou tout du moins en stabilisant, les dépenses de fonctionnement et en accroissant les recettes ordinaires... » Libéralisation des prix, blocage des salaires, diminution des indemnités de licenciement, réduction de l'embauche dans la fonction publique et hausse des tarifs des services publics, voilà le fidèle résumé de la politique dont Abdou Diouf se fait le champion.

Mais l'attaque gouvernementale va aussi se porter sur le droit à la formation, puisque le VIe Plan a « retenu comme objectifs majeurs, la recherche systématique de réduction des coûts de formation et le renforcement de la relation entre la formation et l'emploi ».

Adapter l'enseignement aux nouveaux besoins en main-d'œuvre semi-qualifiée est un vieux projet de l'impérialisme. C'est une réforme que la France tente depuis plusieurs années d'impulser en ré-

duisant les filières d'enseignement supérieur au profit de cycles courts de formation, destinés à produire des « sous-officiers » de l'économie. La mise en place de cette réforme nécessite un renforcement des mesures de sélection à l'entrée à l'Université. Raison pour laquelle le pouvoir a tant tenu à associer le syndicat d'enseignants SUDES lors des Etats généraux de l'Education qui ont constitué la première concrétisation de la politique de recherche d'un terrain d'entente avec l'opposition, telle qu'elle est développée par le nouveau gouvernement.

LE PROJET BONAPARTISTE DU DAUPHIN DE SENGHOR

A la recherche d'un renforcement de la base sociale du régime, Abdou Diouf ne néglige rien. Musulman lui-même, il a remporté le soutien des confréries maraboutiques, et n'a pas hésité à se rendre en voyage à La Mecque pour obtenir une aide des pays arabes.

Ses déplacements à l'intérieur du Sénégal sont couverts par un important tapage orchestré par les moyens d'information gouvernementaux. Tout concourt donc à relancer le caractère bonapartiste du régime, quelque peu essouffé au bout de vingt ans d'usure au pouvoir du poète-président Senghor. Pour cela, Abdou Diouf s'est présenté comme l'homme au-dessus des clans, désireux de promouvoir une large union nationale autour de lui et... de sa politique d'austérité.

Avant même son investiture, le premier président de la Cour suprême, Kéba Mbaye, avait donné le ton de la nouvelle législature en déclarant : « Notre pays,

6. Cette citation et toutes celles concernant le VIe Plan sont extraites du rapport du ministre du Plan au Conseil national du PS.

comme beaucoup d'autres, connaît des difficultés économiques qui peuvent être fatales aux aspirations fondamentales de liberté qui ont toujours animé son peuple ... Les Sénégalais sont fatigués ... L'essentiel est de sortir de cette situation avec dignité ... Cela ne peut être l'affaire d'un seul homme, d'un seul parti. » Et le magistrat s'exclamait en s'adressant au nouveau président : « Qu'aucune exclusive ne soit jetée contre personne ! (7) » Le duo était bien préparé car, le soir même, Abdou Diouf, faisant écho aux propositions du président de la Cour suprême, affirmait : « Je serai le président de tous les Sénégalais sans exclusive ... C'est-à-dire que je n'entends nullement remettre en cause l'ouverture démocratique ... J'en appelle à tous les hommes de bonne volonté ! (8) »

Ces proclamations se concrétisaient quelque peu fin janvier, lorsque le nouveau Premier ministre, Habib Thiam, annonçait que, dès la prochaine session parlementaire de la mi-avril, une réforme de la Constitution serait proposée, « afin de permettre et de garantir l'expression démocratique de tous les courants politiques représentatifs ». Mais le Premier ministre a explicité les intentions du nouveau gouvernement en précisant que ces mesures seraient « néfastes pour le pays si elles devaient favoriser l'éclosion de querelles stériles, accentuer les divisions au sein du Parlement, et, en définitive, paralyser l'action du gouvernement ». Aussi une réforme du Code électoral devrait-elle « permettre que se dégagent des majorités parlementaires stables, conditions nécessaires d'un Etat fort et respecté » (9).

Ainsi, le marchandage proposé à l'opposition — en échange de sa participation légale à la vie politique et peut-être à l'appareil d'Etat et aux sinécures parlementaires — est simple : que tout soit fait en commun pour limiter au maximum toute action de masse anti-gouvernementale et tout mouvement social. L'opposition illégale serait ainsi découpée entre ceux qui acceptent le « dialogue » avec le pouvoir et peuvent prétendre à leur légalisation, et les groupes, partis et syndicats qui, en le refusant, se retrouveraient réprimés comme toutes les formes de luttes sociales extra-parlementaires. Cette fermeté dans la « défense de la République » et de ses institutions, dépasse largement le stade des pétitions de principe comme peuvent en témoigner les 4 500 travailleurs de l'ONCAD qui, pour avoir osé réclamer l'abrogation de leur licenciement et le paiement de leurs droits, se sont vus sévèrement réprimés.

Ainsi en est-il aussi de la campagne pour « restaurer la sécurité à Dakar » qui signifie un renforcement du dispositif policier dans la capitale. Des patrouilles sont effectuées tous les soirs « pour appréhender les personnes jugées douteuses ». Le ministre de l'Intérieur lui-même précisait au quotidien gouvernemental le Soleil du 10 mars dernier qu'au début de cette opération « 2 000 à 3 000 personnes étaient interpellées chaque nuit » (10). On voit bien comment ce dispositif prétendument destiné à lutter contre le banditisme

Le Sénégal en sigles...

UPS-PS : Union progressiste sénégalaise, au pouvoir depuis l'Indépendance (1960) ; devenue Parti socialiste en adhérant à l'Internationale socialiste en 1976.

PDS : Parti démocratique sénégalais de l'avocat Abdoulaye Wade. Formation bourgeoise d'opposition, légalisée par Senghor au moment de l'« ouverture démocratique ». Lors des élections de février 1978, le PDS a obtenu 17 députés. C'est la seule formation d'opposition à l'Assemblée nationale sénégalaise.

MRS : Mouvement républicain sénégalais d'Abdoulaye Guéye. Organisation réactionnaire.

PAI-légal : Parti africain de l'Indépendance. Reconstitution autour de Majhmout Diop d'une aile de l'organisation stalinienne PAI pour obtenir sa légalisation en 1976. En 1979, le PAI-légal est rejoint par une partie de la Ligue démocratique dirigée par Moussa Kane. Malgré sa participation aux élections de février 1978, le PAI-légal n'a pas de députés.

RND : Rassemblement national démocratique dirigé par Cheikh Anta Diop. Malgré sa demande de légalisation déposée dans les temps, le pouvoir a toujours refusé de reconnaître cette organisation. Un arrêt de la Cour suprême, présidée par un Français détaché au titre de la « coopération », déboutera le RND de son recours. Cette organisation nationaliste petite-bourgeoise a alors connu une importante crise d'orientation. Son organe *Tawax* ne paraît plus qu'épisodiquement.

PAI-clandestin : organisation stalinienne sénégalaise qui dispose d'un poids important dans le syndicat enseignant SUDES. Ses dirigeants travaillent à la rédaction d'un mensuel *Ande-Soppi* en collaboration avec l'ancien président du Conseil Mamadou Dia.

Ligue démocratique : scission de gauche du PAI dans l'après-1968. En 1978, cette organisation participe à la formation de la COSU. Au printemps 1979, une de ses fractions rejoint le PAI-légal.

COSU : Coordination de l'opposition sénégalaise unie, constituée fin 1978 entre l'organisation maoïste *Xarebi-And Jéf*, une fraction de la Ligue démocratique et les groupuscules bourgeois de Mamadou Dia et Abdoulay Ly.

UTLS : Union des travailleurs libres du Sénégal, organisation syndicale indépendante du pouvoir. Après avoir concurrencé sérieusement la CNTS, elle se trouve aujourd'hui cartellisée en quatre fractions différentes.

CNTS : Confédération nationale des travailleurs sénégalais, Centrale liée au pouvoir dont les secrétaires généraux sont ministres et qui connaît actuellement sa première grande crise depuis sa constitution comme pilier du régime en 1969.

SUDES : Syndicat unique et démocratique des enseignants du Sénégal, créé en 1976 et dirigé par le PAI-clandestin.

constitue en fait un encadrement policier de toute la population.

Sans attendre la concrétisation des promesses gouvernementales d'« ouverture », les formations d'opposition ont fait assaut de proclamations pour louer cette perspective d'« union nationale ». Tout, il est vrai, dans le programme et la stratégie des principales organisations d'opposition laissait la porte ouverte à une telle démarche.

Ainsi, le dirigeant bourgeois et ancien président du Conseil Mamadou Dia — allié depuis 1978 à la Ligue démocratique et au groupe maoïste *Xarebi-And Jéf* au sein de la Coordination de l'opposition sénégalaise unie (COSU) —, est partisan depuis longtemps d'une « concertation nationale ». Au départ de Senghor, il proposait à « l'opposition patriotique » d'« écarter toute attitude aventuriste et de chercher sereinement dans une concertation minutieusement préparée, une solution nationale à la crise dans laquelle le régime anti-national et anti-démocratique de Senghor a plongé le pays » (11). Et rien ne dit que le PS soit exclu d'une telle concertation. Ou plutôt, tout laisse entendre qu'une fois Senghor à la retraite cela est possible et même souhaité.

Le PDS bourgeois d'Abdoulaye Wade s'est dans un premier temps offusqué de cette succession, niant toute légitimité à Abdou Diouf « sous-président qui a été nommé et non élu », il a réclaté « l'organisation d'élections libres et démocratiques sous la surveillance de l'armée » (12), croyant trouver ainsi un moyen d'échapper à l'emprise du Parti socialiste sur tous les rouages de l'appareil d'Etat. Abdoulaye Wade a agité, comme à son habitude et pour ne pas avoir à s'en servir, la perspective d'une « grève générale » et a proposé « une table ronde de l'opposition » pour contrer les manœuvres gouvernementales. Mais, comptant dans ses rangs des franges petites-bourgeoises ayant approché l'UPS, le PSD — qui s'est toujours

7. *Le Monde*, 3 janvier 1981.

8. *Le Monde*, 3 janvier 1981.

9. *Le Monde*, 1er-2 février 1981.

10. *Le Soleil*, 10 mars 1981.

11. *Jaay Doole Bi* (mensuel publié au Sénégal), numéro 11, janvier 1981. Mamadou Dia, Premier ministre de 1960 à 1962, a été évincé par le président Léopold Sédar Senghor en 1962, un an avant la consécration par la Constitution de 1963 du régime présidentieliste qui a assuré, depuis, le contrôle de Senghor et du Parti socialiste sur la vie politique du pays.

12. *Libération*, 5 décembre 1980.

L'ouverture démocratique de 1976 : un prélude à la succession du Senghor ,

L'après-1968 est caractérisé par une crise économique qui, en réduisant les marges financières de l'appareil d'Etat néocolonial, porte un coup au carriérisme et provoque la désaffection d'une frange importante de la petite bourgeoisie. Une remontée moléculaire des luttes ouvrières ébranle le syndicalisme officiel. Les remous au sein de la paysannerie poussent même les représentants de la hiérarchie maraboutique à protester. L'impérialisme français envisage alors une relève possible en la personne du PDG d'« Air-Afrique », Cheikh Fall. Léopold Sédar Senghor parle déjà de prendre sa retraite...

Mais l'imbrication entre l'Etat néocolonial et l'UPS de Senghor est telle que la solution pressentie risquerait fort d'accentuer la crise politique. C'est donc Senghor lui-même qui, dès 1975, va conduire le « changement ».

En 1976, un amendement constitutionnel met fin au monopole politique de l'UPS qui devient Parti socialiste en adhérant à l'Internationale socialiste. Un nouveau Code électoral autorise l'existence de trois « courants de pensée » : le « social-démocrate » que s'octroie le PS, le « démocrate-libéral » et le « marxiste-léniniste » dans lesquels se fondent le Parti démocratique sénégalais (PDS) de l'avocat Abdoulaye Wade et la fraction Majhmout Diop du Parti africain de l'Indépendance (PAI-légal). Plus tard, alors que la reconnaissance est toujours refusée au Rassemblement national démocratique (RND) de Cheikh Anta Diop, l'organisation réactionnaire de Abdoulaye Guéye, le Mouvement républicain sénégalais (MRS), est légalisée.

Anticipant sur l'ampleur de la remontée des luttes populaires, cette « ouverture démocratique » limitée a pour objectif d'instaurer un cadre institutionnel de dévoiement, de contrôle et de répression des mobilisations ouvrières qui s'annoncent. Mais l'échiquier politique légal ainsi installé laisse dans l'illégalité l'essentiel des forces représentatives de l'opposition. Aussi, malgré les élections tri-partites pour l'Assemblée nationale et l'élection présidentielle de février 1978, cette réorganisation ne parvient pas à promouvoir une recomposition intégrale du champ politique autour des trois formations légales et des institutions néocoloniales.

La conjonction entre la multiplication des luttes ouvrières et le maintien d'une opposition légale peut donc à tout moment accentuer la crise du régime. En effet, les travailleurs et la jeunesse mettent à profit les marges de manœuvres concédées par le pouvoir pour tenter de s'émanciper de la tutelle gouvernementale en se dotant de structures syndicales indépendantes du gouvernement et du PS.

Ce renouveau syndical et les importantes luttes revendicatives vont poser de manière cruciale la question de l'unité d'action et de l'unification syndicales, sans toutefois trouver de réponses adéquates dans la stratégie des différentes directions syndicales liées à l'opposition. Néanmoins, dans l'UTLS, une importante bataille est menée pour l'indépendance de cette Centrale par rapport au PDS bourgeois qui tente de se l'approprier par l'intermédiaire du secrétaire général, Puritain Fall, député PDS.

Mais ce mouvement de réorganisation et de lutte de la classe ouvrière qui trouve son équivalent dans la jeunesse scolarisée dont l'organisation syndicale a été dissoute en 1973, est freiné par la politique des formations nationalistes petites-bourgeoises et stalinienne, seulement intéressées à tirer profit des mobilisations pour se doter de relais syndicaux dans le mouvement de masse.

La division syndicale persistant, la course à la légalisation remplaçant le combat de masse, la surenchère verbale d'une opposition incapable de proposer la moindre action concrète aux travailleurs, laissent les luttes sociales isolées et dispersées face au patronat et au gouvernement.

Malgré la combativité des masses, le régime va garder, durant cette période, toute latitude pour se doter de nouveaux instruments juridiques répressifs. Outre la limitation des partis, deux lois sur la presse et les « associations séditieuses » sont adoptées en 1979 pour tenter d'entraver l'activité des organisations illégales, et notamment la multiplication d'organes de presse légaux. Cette pression sur le mouvement de masse et ses organisations ne restera pas seulement d'ordre juridique.

Ainsi, toutes les formes d'activité de masse sont réprimées. Des dirigeants de l'opposition sont traduits devant les tribunaux pour incitation à la grève, des meetings et rassemblements sont interdits, des procès sont organisés contre la presse d'opposition...

Début 1980, des émeutes scolaires à Ziguinchor, dans le sud du pays, et dans la capitale, sont dispersées par les forces répressives. Léopold Sédar Senghor ne se contente d'ailleurs pas de faire le gendarme au Sénégal, et il envoie en novembre 1980 ses parachutistes venir en aide au régime voisin de Gambie.

Ainsi est déblayé le terrain pour une succession qui se voulait relativement maîtrisée par le pouvoir.

voulu un parti de « contribution responsable, en opposition fraternelle avec l'UPS-PS » —, s'est trouvé soumis aux pressions de ce dernier que la politique d'Abdou Diouf vise à renforcer. Aussi le PDS s'est-il orienté vers une attitude plus coopérative avec le nouveau président. Abdoulaye Wade est alors reçu par Abdou Diouf, avec lequel il affirme avoir une « convergence de point de vue sur les problèmes majeurs du Sénégal ».

Lors du récent Congrès du PDS, Abdoulaye Wade s'est proposé d'ailleurs d'emblée de démissionner de son poste de secrétaire général, comme pour mieux signifier son désir de garder les mains libres dans l'éventualité où lui serait proposé une fonction gouvernementale... La crise du PDS est aujourd'hui ouverte. 51 de ses membres — dont des dirigeants — ont démissionné pour soutenir l'action du nouveau chef de l'Etat. Une fraction de la base du parti tend par contre à se radicaliser. Et cela a contraint Abdoulaye Wade au cours du Congrès à taper sur la table en affirmant : « Nous ne voulons pas d'un gouvernement de la rue ! »

Le PAI-clandestin, qui, dans les premiers moments de l'« ouverture démocratique » de Senghor en 1976, prônait une « clandestinité renforcée, profonde et hermétique » pour se démarquer de la fraction Majhmout Diop qui avait accepté le jeu électoral, se livre aujourd'hui à une intense campagne unitaire avec ... le PSD. Lors de sa tournée de meetings en janvier-février 1981, Abdoulaye Wade était accompagné du dirigeant stalinien Ahmat Dansokho. Ce dernier, considérant que « toutes les forces populaires doivent se donner la main pour s'opposer au PS », en appelle à « l'union des forces patriotiques pour un renouveau ». Le représentant du PAI affirmera même sans ambage que son parti tend « une main fraternelle au PDS » (13). Pour donner le change, Abdoulaye Wade truffe ses discours de citations attribuées à Lénine.

Quant au RND, c'est sous la plume de son leader Cheikh Anta Diop, adressant un télégramme de félicitation à Abdou Diouf que l'avènement du dauphin de Senghor fut fêtée. Cette organisation a communiqué plus tard ses trois exigences au nouveau gouvernement, parmi lesquelles figurait celle de la formation d'un gouvernement d'Union nationale.

Mais c'est lors des Etats généraux de l'Education, qui se sont déroulés du 28 au 31 janvier, que s'est véritablement concrétisée pour la première fois la nouvelle orientation du régime et les dispositions à la collaboration des forces de l'opposition. Pour le pouvoir, ces Etats généraux, qui ont rassemblé le syndicat enseignant d'opposition SUDES (dirigé par les stalinien du PAI-clandestin), les syndicats enseignants pro-gouvernementaux, les chefs religieux, les parents d'élèves et le ministre de l'Education, « ont montré la nécessité d'un réexamen de notre politique éducative ». Bien plus, le gouvernement les a envisagés comme moyen de

faire avaliser les orientations du VIe Plan en matière d'éducation, dont on a vu plus haut qu'elles correspondaient entièrement aux vœux de l'impérialisme français. Ainsi, la décision adoptée de réduire l'assistance enseignante étrangère, loin de constituer une mesure de type « nationaliste » et « anti-impérialiste » comme semblent l'analyser les dirigeants du SUDES, répond à une élémentaire réduction des dépenses budgétaires et de l'aide extérieure conforme aux orientations générales du Plan imposées par le FMI.

Pourtant, dans une déclaration publiée le 8 février, la direction du SUDES tire un bilan élogieux de ces Etats généraux. Reprenant les termes mêmes du discours du ministre de l'Education, le texte du SUDES se répand sur « l'esprit d'ouverture et de responsabilité » d'une rencontre d'où s'est dégagé un « large consensus national », parce que « militants d'organisations syndicales, parents d'élèves, autorités religieuses, administratives ou gouvernementales, ont contribué à jeter les bases d'un nouveau système éducatif (14) ».

Dès lors, la direction du SUDES renonçait à son mot d'ordre de grève prévu pour la mi-février, et se lançait dans une campagne pour « la sauvegarde et la généralisation de l'esprit des Etats généraux de l'Education nationale qui constitue, au demeurant, un facteur essentiel d'apaisement de la tension sociale ». Désireux de donner tous les gages possibles au gouvernement néocolonial et à l'impérialisme, les dirigeants stalinien qui dirigent le SUDES n'ont pas hésité à suspendre toute mobilisation de soutien aux dizaines de militants syndicaux qui ont été mutés ou licenciés pour fait de grève. La direction du SUDES s'est contentée, sur ce problème, des déclarations d'apaisement du gouvernement. Et la voilà aujourd'hui qui pleurniche, dans un communiqué daté du 23 mars, sur les « tergiversations, les débuts de manœuvres dilatoires et des tentatives insidieuses et multifformes d'atténuation de la portée des Etats généraux, que le gouvernement manifeste dans toute sa démarche actuelle, comme s'il cherchait à gagner du temps ». Rappelant qu'« au lendemain des Etats généraux, et par fidélité à l'expert qui avait animé leurs travaux, le SUDES a pris d'importantes initiatives allant dans le sens de l'abaissement de la tension sociale », le communiqué de la direction du syndicat enseignant ne propose cependant aucune modalité d'action aux travailleurs.

Ce rapprochement entre le SUDES et le pouvoir, s'il ne va pas manquer de poser des problèmes au sein même du syndicat enseignant, est en fait moins étonnant qu'il n'y paraît à première vue. En effet, le mot d'ordre d'« Ecole sénégalaise nationale, démocratique, au service du peuple » qu'avancent les stalinien, n'a aucun contenu anti-impérialiste réel. Il suffit donc qu'un gouvernement fasse mine de prendre en charge les problèmes de l'éducation, même dans le but de réorganiser l'enseignement en le liant aux nécessités du développement capitaliste, pour que les stalinien y voient la concrétisation

Les axes de bataille du Groupe ouvrier révolutionnaire

Dans une déclaration publiée à Dakar le 15 février, le Groupe ouvrier révolutionnaire (GOR), organisation sympathisante de la IVe Internationale au Sénégal, analyse le bilan du règne de Léopold Sédar Senghor et le projet du nouveau gouvernement d'Abdou Diouf et note : « La banqueroute économique implique pour l'impérialisme et le gouvernement sénégalais une nouvelle politique qui permette de réaliser leur politique d'austérité et de chômage : la recherche du "consensus social" et de la "paix sociale". Et, en terme gouvernemental, la tentative de mise en place d'un gouvernement d' "Union nationale". »

Au vu des réactions de l'opposition énumérées dans la déclaration, le GOR affirme qu'il « apparaît clairement que les éléments annonciateurs d'un gouvernement d'Union nationale sont en place ».

Mais « son éventuelle mise en place dépend cependant de plusieurs autres éléments :

« — La capacité du gouvernement et des directions syndicales à imposer aux travailleurs un "consensus social" durable ;

« — la capacité des travailleurs à s'opposer à ce consensus social ; dans ce sens ce qui se dessine dans les banques actuellement démontre que rien n'est joué ;

« — la réponse des marxistes révolutionnaires par une politique concrète d'unité et d'indépendance face à cette situation. »

Précisant qu'« une telle conjoncture politique grosse de rebondissements et de possibilités impose aux révolutionnaires des réponses claires », le GOR précise ainsi ses axes de bataille :

« 1.— Contre l'austérité, les licenciements et le chômage : augmentation des salaires (échelle mobile), pas de licenciements, semaine de 40 heures ;

« 2.— Contre le principe anti-démocratique de la reconnaissance des seuls partis "représentatifs" : reconnaissance IMMEDIATE de tous les partis et syndicats qui en font la demande ;

« 3.— Contre tout gouvernement d'Union nationale : UNITE et INDEPENDANCE de classe des travailleurs et de leurs organisations autour de leurs revendications, POUR DES ELECTIONS LIBRES, POUR UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE.

« Pour mener à bien cette campagne, notre politique est celle du Front unique ouvrier (FUO). Nous demanderons sans relâche à l'ensemble des organisations qui se réclament des travailleurs et parlent en leur nom, de faire l'unité pour battre ce régime et imposer les libertés démocratiques. »

de leur démarche étapistes. Ainsi prennent-ils la mise en place d'une réforme suggérée par l'impérialisme pour la résolution des tâches de démocratisation de l'enseignement, oubliant que la solution de tous les problèmes de droits démocratiques pour les masses ne pourra voir le jour par le biais de simples réformes au sein d'un Etat néocolonial profondément lié à l'impérialisme. La réalisation définitive de ces revendications démocratiques nécessitera donc

la rupture avec l'impérialisme et l'Etat néocolonial et l'avènement du socialisme.

Même si elle n'a pas, à ce jour, trouvé de concrétisation en terme gouvernemental, la politique de « consensus » menée par le pouvoir a d'ores et déjà obtenu un accueil favorable de la part de l'opposition. Mais l'objectif de museler entièrement, grâce à cette démarche, les réactions du mouvement de masse à l'application du programme d'austérité, n'est pas encore atteint.

SITUATION CONTRADICTOIRE DU MOUVEMENT SYNDICAL

Malgré la trahison des intérêts et des luttes du prolétariat que reflètent déjà les courbettes des stalinien et des nationalistes petits-bourgeois, l'existence de forces syndicales indépendantes du pouvoir comme l'UTLS et le SUDES constituent, indépendamment de la stratégie de leurs directions respectives, des obstacles majeurs au projet d'embrigadement des masses travailleuses et de réorganisation des institutions néocoloniales. L'alignement de la direction du SUDES sur une position qui rappelle la stratégie de « participation responsable », aujourd'hui fortement contestée au sein de la centrale gouvernementale CNTS, n'empêche pas ce syndicat enseignant, largement majoritaire dans la profession, de rester un cadre d'organisation indépendant du pouvoir, et donc une arme potentielle de lutte pour les travailleurs.

Par ailleurs, l'UTLS, bien que divisée en quatre tendances, reste, dans la conscience d'une fraction non négligeable du prolétariat, un syndicat qui a le mérite de se tenir à l'écart de la tutelle du gouvernement. Comme le note d'ailleurs un « Appel pour l'unification de l'UTLS »

« Appel pour l'unification de l'UTLS »

14. « Appel à la vigilance et à la mobilisation pour l'application des conclusions des Etats généraux de l'Education », adopté à l'unanimité par la Commission administrative du SUDES, le 8 février 1981.

adopté le 7 février par la section de Colobane Niangor, les travailleurs se sont organisés dans cette centrale « en réaction à la politique anti-ouvrière de la CNTS ». De plus, ils ont accumulé l'expérience de « cinq années de magouilles de diverses formations politiques tendant à utiliser l'UTLS pour leurs objectifs électoralistes ou putschistes ».

La cartellisation actuelle en 4 Bourses du travail se réclamant toutes de l'UTLS, et l'absence d'une tendance de masse capable de se battre victorieusement pour le maintien d'un cadre syndical unitaire et démocratique, indépendant du pouvoir et des partis bourgeois, rend l'UTLS inadéquate à jouer immédiatement le rôle d'axe central de la recomposition d'un syndicalisme indépendant, au moment même où éclate une importante fronde dans les rangs de la centrale liée au pouvoir, la CNTS.

En effet, alors que les principales formations d'opposition prônent la « paix sociale », l'aggravation de la situation économique et les mesures d'austérité gouvernementales ont poussé nombre de travailleurs de la CNTS à remettre en cause le credo de la « participation responsable » qui a toujours été la ligne de conduite de cette centrale, dont le secrétaire général n'est autre que le dirigeant du PS et ministre de l'Action sociale, Babacar Diagne.

Or, un mois seulement après le départ de Senghor, une importante crise s'est ouverte au sein du principal vecteur de la politique sociale du pouvoir. Le 8 février, un Manifeste signé par 25 organisations syndicales de la CNTS est largement diffusé. Ce texte réclame la « démission immédiate du secrétaire général de la CNTS, (...) la mise sur pied d'un comité de gestion de la Centrale et la tenue d'un Congrès de renouveau syndical dans un délai de deux mois ». Madia Diop, responsable de l'important secteur des industries alimentaires, et membre du PS, prend la tête de cette fronde oppositionnelle. Face

à la « direction bureaucratique » de la CNTS, le Manifeste affirme l'existence dans la Centrale d'un « courant syndical représentatif des plus larges masses ouvrières (attaché à) l'unité syndicale (et à) la nécessité de lutter contre la détérioration de la situation des travailleurs » (15).

Expression d'un réel mécontentement de la base de la CNTS, ce Manifeste illustre aussi les aspirations d'une fraction de la bureaucratie syndicale, en cette période de changement de personnel politique. Les Madia Diop et consorts ont vu depuis des années leur influence s'effilo-cher au fil de la décrépitude de la CNTS, concurrencée par l'apparition des syndicats indépendants comme l'UTLS. La nouvelle période qui s'ouvre avec le gouvernement Abdou Diouf veut être mise à profit pour redonner un certain attrait à la CNTS.

Mais cette opposition se nourrit aussi du rejet par les militants syndicaux de la politique de collaboration avec le gouvernement. Même si la direction de l'opposition dans la CNTS ne désire pas aller au-delà d'une « rénovation » de l'image de marque de la Centrale, et peut-être d'une distanciation de ses liens avec le pouvoir, Madia Diop a menacé le gouvernement de créer « une nouvelle centrale syndicale apte à répondre aux légitimes aspirations de la grande majorité des travailleurs sénégalais » si les revendications avancées dans le Manifeste n'étaient pas acceptées. Un « Comité national de renouveau syndical » a donc été mis en place, et les milliers de travailleurs présents au meeting du 17 février à la Bourse du travail de Dakar ont démontré une détermination de la base de la CNTS qui ne manquera pas de s'exprimer à l'avenir sous d'autres formes. Mais ce meeting a également permis de dévoiler la nature de ceux qui se sont portés à la tête de cette opposition et dont certains ont tenu à réaffirmer la validité de la ligne de la « participation responsable » contre laquelle se sont mobilisés les syndiqués.

VERS UN COMPROMIS HISTORIQUE A LA SÉNÉGALAISE

Reflet de la crise du régime, la fronde qui secoue la première Centrale syndicale du pays, inféodée au pouvoir, est révélatrice de la combativité de la classe ouvrière. Par delà la nature de l'aile de la bureaucratie qui dirige cette opposition syndicale, cela traduit une aspiration confuse à l'unité, à la démocratie et à l'indépendance syndicale.

Affectant un rouage important de l'appareil d'Etat néocolonial, cette crise a des incidences jusque dans les rangs du PS au pouvoir. Madia Diop vient d'ailleurs d'être destitué de ses fonctions syndicales par le Conseil régional de la CNTS, et le Bureau politique du PS a consacré une de ses réunions au problème de l'« unité du parti ». Il est évident que l'approfondissement des divisions internes du PS, au moment où le gouvernement Abdou Diouf tente d'obtenir — grâce à une politique d'Union nationale — un élargissement de sa base sociale et une réorganisa-

tion des institutions néocoloniales, risque d'être lourd de conséquences pour l'avenir de cette politique.

En tout état de cause, s'ouvre pour les militants marxistes révolutionnaires sénégalais une période nouvelle où seront multipliées les possibilités d'intervention militante et d'apparition publique ou semi-publique. Ainsi, le 31 mars, le Conseil des ministres a adopté un projet de loi qui mettrait fin à la limitation du nombre des partis politiques. Cette loi doit être examinée par l'Assemblée nationale le 10 avril. Ce projet restera toutefois sans doute lié à l'acceptation — par les partis politiques désirant leur légalisation — du cadre des institutions néocoloniales et parlementaires. Sans qu'il soit possible de dire, à l'heure où nous écrivons, la forme exacte que pourrait prendre une formule gouvernementale d'Union nationale, la possibilité d'un « compromis historique à la sénégalaise » n'est pas du tout à exclure.

L'opposition nationaliste et stalinienne a largement démontré qu'elle était disposée à l'accepter.

Une telle idée n'est pas une nouveauté au Sénégal. En 1979, alors qu'une fraction de la Ligue démocratique se fondait dans le PAI-légal de Majhmout Diop, un intellectuel oppositionnel, Doucou Sine se vit ouvrir les colonnes du journal gouvernemental *le Soleil* pour proposer un tel « compromis historique ». Comme tous les grands visionnaires de la collaboration de classe, ce dernier prêcha à l'époque dans le vide. Sa formule fut rejetée, à la fois par les formations d'opposition — toutes également désireuses d'apparaître comme des solutions de rechange le moment opportun —, et par le gouvernement qui ne voulait pas d'un processus non directement maîtrisé par lui.

Aujourd'hui, deux choses ont radicalement changé. Tout d'abord, le départ de Léopold Sédar Senghor permet à une opposition qui fait mine d'oublier qu'Abdou Diouf fut son Premier ministre pendant 10 ans, de ne pas faire trop mauvaise figure en acceptant le « dialogue » avec le pouvoir. Ensuite, le boulet de la banqueroute est passé si près des oreilles des dirigeants néocoloniaux qu'une solution de compromis est nécessaire pour désamorcer la crise sociale qui se profile.

Dès lors, et quelle qu'en soit la forme précise qu'il prendra, les données d'un « compromis historique à la sénégalaise » sont réunies.

Toutefois, cela ne signifiera nullement l'ouverture d'une longue période de plus grande liberté pour les masses populaires. Tout au contraire, il est fortement envisageable — une fois les institutions néocoloniales rénovées et revivifiées avec la collaboration de certaines formations d'opposition —, que la répression sélective n'en reprendra que de plus belle.

Cependant, face au fort courant de collaboration de classe qui ébranle les formations majoritaires dans l'opposition, et devant la rapidité avec laquelle elles ont accepté de répondre à l'appel du nouveau gouvernement et à abandonner la défense des intérêts et des luttes des travailleurs, un sentiment de malaise pointe déjà chez de nombreux militants de cette opposition. Cela pourrait constituer la base d'une radicalisation d'une fraction avancée de travailleurs et de jeunes dont on verra la conséquence lors des luttes qui se mèneront contre la politique gouvernementale d'austérité à laquelle les organisations favorables à l'« Union nationale » se garderont bien de riposter. C'est l'issue de ces luttes qui scellera l'avenir des projets gouvernementaux, et déterminera les nouvelles conditions de construction du parti révolutionnaire au Sénégal. ■

François CAZALS
Sypho NELANGUEL
8 avril 1981.

15. Manifeste du 8 février 1981 portant sur le renouveau syndical publié à Dakar par les oppositionnels de la CNTS.

Des soldats israéliens refusent de servir dans les territoires occupés

En juin 1979, 27 lycéens adressaient une *Lettre ouverte* au ministre de la Défense israélien, Ezer Weizman, pour l'informer qu'ils refusaient de faire leur service militaire dans les territoires occupés : « *Du fait de notre opposition à l'occupation (de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza) et à l'oppression du peuple palestinien, nous, signataires de cette lettre, à la veille de notre départ pour le service militaire, déclarons que nous refuserons de servir dans les territoires occupés. Nous sommes convaincus qu'en refusant de le faire nous servons la cause de la paix entre le peuple juif et le peuple arabe palestinien.* »

Après leur incorporation, plusieurs signataires de cette lettre — Dani Amir, Oron Adar, Guy Pilavsky — furent à plusieurs reprises mis au « trou » pour 35 jours. C'est avec l'emprisonnement du soldat Gadi Algazi que l'affaire commença à faire beaucoup de bruit. Membre du « Groupe des 27 », celui-ci a subi des sanctions disciplinaires à six reprises — suite à son refus d'aller faire ses classes « au-delà de la Ligne verte », c'est-à-dire en Cisjordanie —, totalisant ainsi 150 jours de prison. Nullement abattu par cette pluie de sanctions, Gadi Algazi écrivit au ministre de la Défense : « *Je me trouve placé devant le choix suivant : agir selon ma conscience ou contre elle ; les autorités militaires sont confrontées à un choix semblable : me laisser servir en accord avec ma conscience, ou essayer de me faire violer mes propres principes. En ce qui me concerne, je suis prêt à payer le prix qu'il faudra pour agir selon ma conscience.* »

Imperméables à cette dialectique sans faille, les autorités militaires le traînèrent devant un tribunal militaire et, au début de l'année 1981, il fut condamné à un an de prison. « *Libérez Gadi Algazi !* » est devenu le cri de ralliement du « Groupe des 27 » et — bien au-delà — de tous ceux qui éprouvent de la sympathie pour l'action courageuse de ces jeunes Israéliens.

« UN EXCELLENT SOLDAT »

Fin janvier 1981, nous avons rencontré à Tel-Aviv trois animateurs et animatrices du « Groupe des 27 » : Dorit Shikenski, Guy Pilavsky, Oron Adar. Nous les avons interrogés, pour commencer, sur les origines de leur mouvement : « *Au départ, nous étions un groupe de lycéens qui nous rencontrions toutes les semaines*

pour discuter de thèmes politiques divers. Bien sûr, le moment de notre incorporation approchant, nous avons été amenés à aborder la question de l'armée, de son rôle vis-à-vis de la population arabe. Certains suggéraient que nous refusions de servir dans quelque communauté arabe que ce soit — village, ville arabe, etc. —, d'autres que nous irions où l'on voudrait nous envoyer, mais que nous refuserions d'obéir si l'on nous commandait de tirer sur des Arabes. Finalement, la majorité d'entre nous s'accorda sur la proposition de refuser de servir dans les territoires occupés. D'autres se sont joints à nous par la suite, ; c'est ainsi qu'est né le "Groupe des 27". »

L'appel des « 27 » évoqué plus haut fut publié dans quelques journaux ; des intellectuels, des artistes signèrent une pétition en faveur de ces « objecteurs » d'un type nouveau. Des anti-sionistes, bien sûr, mais aussi, plus largement, des représentants de la « Gauche » intellectuelle, liés au Mapam (1), par exemple. Mais tant que l'on en restait au stade des déclarations d'intention, l'affaire ne faisait pas grand bruit. Mais quand le premier des « 27 », Dani Amir, fut incorporé et refusa de franchir la « Ligne verte », qu'il fut jeté au « trou » pour 35 jours, la presse commença à en parler davantage.

Guy raconte la suite des événements : « *A l'issue des 35 jours, Dani fut libéré, et on lui demanda s'il était prêt, alors, à aller faire ses classes en Cisjordanie. Il refusa une nouvelle fois et regagna la prison pour 35 jours ; ce scénario se renouvela trois fois de suite. A la suite de quoi une sorte de compromis tacite fut passé entre Dani et l'autorité militaire : symboliquement, il accepterait de franchir la "Ligne verte", en échange de la promesse qu'il effectuerait ensuite son service militaire dans les frontières du "Petit Israël".* »

Par la suite, les choses se sont produites plus ou moins de la même façon avec Oron Adar. Les autorités militaires n'ont pas manqué, en ces diverses occasions, de faire valoir que les centres de formation des recrues se trouvaient presque tous au-delà de la « Ligne verte » (et pourquoi diable ???) et qu'ainsi, pour de simples « raisons techniques », la revendication des « 27 » était irréaliste. Guy Pilavski et Gadi Algazi, toujours selon la même procédure, firent trois fois 35 jours de « trou », à la suite de quoi Guy fut réformé et Gadi demeura en prison.

« *Pourquoi, avec lui, le "compromis" n'a-t-il pas marché ?* » demandons-nous. « *Parce qu'il voulait absolument faire son*

service militaire, mais pas dans les territoires occupés. Son procès a eu un grand retentissement. Un des juges de la Cour suprême devant laquelle Gadi avait fait appel a déclaré qu'à son avis l'armée ne devrait pas l'envoyer dans les territoires occupés, parce que des soldats comme lui, dans ces territoires, risqueraient de contaminer le reste de la troupe !

« *Une autre raison qui place l'autorité militaire dans l'embarras, c'est qu'avant que l'action du "Groupe des 27" ne pose directement ce problème en termes politiques, d'autres soldats, individuellement, avaient demandé à servir dans les frontières du "Petit Israël" et avaient obtenu satisfaction ; mais il s'agissait-là d'arrangements "sous la table", entre des individus qui ne propageaient pas la chose, et l'armée. Il fallut donc que l'armée reconnaisse que, si elle adoptait une attitude répressive vis-à-vis des "27", c'était uniquement parce que ceux-ci agissaient au grand jour et posaient le problème en termes politiques...* »

« BIEN MEILLEUR QUE NOUS N'AURIONS CRU... »

Si l'armée a réagi avec vigueur et colère à cet acte d'insubordination collective, dans la population en revanche, ce ne fut pas le tollé auquel on aurait pu s'attendre.

« *Les réactions ont été bien meilleures que nous aurions pu nous y attendre, commentent Guy et ses amis. D'abord parce que le problème s'est trouvé posé en termes "humains", comme celui d'un soldat de 19 ans, un bon soldat au dire de ses officiers, qui se retrouve en prison à cause de ses convictions intimes... Ensuite, cela tient à la situation politique. On assiste à une certaine radicalisation en Israël : de plus en plus de gens doutent que l'occupation de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza doive se poursuivre à n'importe quel prix. Ils sont donc plus réceptifs qu'auparavant aux scrupules que peut éprouver une jeune soldat juif à tirer sur la population arabe.*

« *Il y a quelques jours, poursuit Guy, nous avons organisé un meeting à Jérusalem. Il y avait 400 ou 500 personnes. Nous avons eu une discussion intéressante avec un professeur de l'Université de Jérusalem qui raisonnait — de façon symptomatique — comme suit : votre cause est sympathique, mais je suis contre la façon*

1. Parti de la « Gauche sioniste » qui fait partie du bloc dirigé par le Parti travailliste.

LE « GROUPE DES 27 »

« La réalité de l'occupation — barrages routiers, perquisitions, couvre-feu, déportations, humiliations, bastonnades, châtiments collectifs —, tout cela crée un terrain propice aux "bavures" (jets de grenades lacrymogènes dans des classes à Bet Jalla, "coups de feu tirés en l'air" qui atteignent des enfants et des écoliers, etc.). La façon dont les autorités tolèrent ces "bavures" fait qu'elles tendent à devenir la norme.

« Tous les soldats israéliens qui servent dans les territoires occupés se trouvent placés face au dilemme suivant : "Jusqu'où accepter d'aller ?" C'est que chacun d'entre eux y est astreint à jouer le rôle d'un oppresseur. Sans doute la gamme des ordres auxquels il faut obéir est-elle vaste : du barrage routier à l'injonction de tirer sur une foule de manifestants, mais dans tous les cas le principe est le même : opprimer.

« L'occupation, c'est le déni de toute liberté humaine, l'usage de la force pour priver ceux qui en sont victimes des droits de l'homme élémentaires, l'occupation c'est l'oppression, et l'oppression ne résout aucun problème : elle ne débouche pas sur la paix, mais sur la guerre. Elle ne débouche sur aucune pacification, mais sur de nouveaux affrontements et de nouveaux heurts.

« Nous sommes parvenus à la conclusion que nous ne pouvions prendre part à cette occupation. C'est pourquoi nous avons décidé de ne pas servir dans les territoires occupés. »

(Extrait d'un tract du « Groupe des 27 »)

dont vous refusez de vous plier à la loi. Ces lois sont nécessaires, si l'on veut, par exemple, pouvoir les appliquer contre le Gush Emounin (2). Ce professeur est un représentant typique des secteurs "libéraux" du Parti travailliste ».

Sur ce point, la discussion va s'animer quelque peu. « Il ne faudrait pas, pourtant, exagérer la portée de ce changement de mentalité dans la population israélienne vis-à-vis de l'occupation, corrige Guy. Non seulement la plupart des Israéliens ne veulent pas rendre les territoires occupés, mais de surcroît le fait que l'on descende des Arabes ne leur pose pas de problème particulier. Cette catégorie de fascistes primitifs est bien plus répandue qu'on ne pourrait le croire. Le peu que

j'ai vu de l'armée m'a convaincu que la plupart des soldats projettent de la même façon toute leur agressivité rentrée contre les Arabes. Ils transposent sur ce plan toutes les frustrations liées à la difficulté de vivre en Israël aujourd'hui, avec la crise économique qui y sévit...

« C'est une des raisons pour lesquelles ce qui se passe aujourd'hui dans les territoires occupés est absolument révolutionnaire. Il n'est pas nécessaire d'être un gauchiste farouche pour se demander comment, après ce que les Juifs ont connu en Europe, des soldats juifs peuvent tirer sans hésiter sur des écoliers. Cela, la télé l'a montré, tout le monde le sait. On sait aussi que le monde entier le sait — récem-

Hebron, Cisjordanie, Israël renforce la repression. (DR)



ment une délégation américaine a visité les territoires occupés et déclaré à son retour que ce qui s'y passait était comparable à ce que l'on connaît en Amérique du Sud, en Afrique du Sud — et c'est un facteur qui pèse aussi sur l'état d'esprit des gens.

« Le mythe de "l'occupation humaine" laborieusement construit après la guerre de 1967 est en train de s'effondrer.

« Presque tous les soldats vont dans les territoires occupés, ajoute Dorit. Ils voient ce qui s'y passe, ils racontent ensuite. Cela aussi a un impact, cela explique que les réactions à notre initiative n'aient pas été, globalement, si mauvaises que cela. »

« NOUS NE SOMMES PAS DES PACIFISTES »

Lorsqu'on leur demande s'ils considèrent leur mouvement comme directement politique ou s'il repose sur une base essentiellement humanitaire et morale, les porte-parole des « 27 » répondent que l'on ne peut instaurer une telle séparation : on ne peut s'indigner au plan moral de ce que les soldats israéliens tirent sur des enfants arabes sans poser le problème politique de l'occupation. Sans doute le capital de sympathie qu'a pu recueillir le groupe des « 27 » repose-t-il essentiellement sur des réactions morales ; mais qui sait s'il ne traduit pas aussi des phénomènes de radicalisation en profondeur ?

A notre dernière question concernant les relations éventuelles du « Groupe des 27 » avec des mouvements de soldats dans d'autres pays, Guy apporte une réponse très éclairante : « Nous avons reçu des lettres d'encouragement, des pétitions de mouvements de soldats de divers pays, d'Espagne, de Norvège par exemple. Mais il me semble qu'il y a de grandes différences entre la plupart de ces mouvements et le nôtre. D'abord parce qu'ils sont souvent pacifistes. Nous ne le sommes pas. Certains d'entre nous seraient de bons soldats dans d'autres armées. Ensuite, une grande différence avec les mouvements qui sont apparus dans l'armée américaine lors de la guerre du Vietnam est la suivante : pour l'essentiel, ces GI's se mobilisaient parce qu'ils ne voulaient pas mourir ; si les soldats américains n'étaient pas morts au Vietnam comme ils y mourraient, on n'aurait pas eu, sans doute, cette vague de radicalisation parmi les GI's.

« Notre problème est autre : nous ne disons pas que rien au monde ne vaut la peine qu'on y laisse sa peau ; nous disons que cette occupation est injuste, nous ne voulons pas y participer. Notre choix, donc, pour l'essentiel, est politique. » ■

2. Le Bloc de la foi, groupe d'extrême droite qui combine le fanatisme religieux avec l'idéologie fasciste et exige la « judaïsation » de tous les territoires occupés. Il a un poids considérable dans le gouvernement actuel.

Un marxiste-révolutionnaire dans la Révolution chinoise

Pierre ROUSSET

C'est en 1957 que Wang Fan-hsi rédige ses Mémoires (1). Alors âgé de 40 ans, Wang n'écrit pas à proprement parler de biographie. Sa vie personnelle s'efface devant la description des événements auxquels il participe : il ne nous dit presque rien de son enfance et l'on n'apprend qu'incidemment qu'il s'est marié, d'abord en URSS, puis avec sa deuxième femme en Chine, qu'il a eu une fille, morte en bas âge. Wang, pour l'essentiel, témoigne de ce qu'il a vécu en tant que communiste confronté à l'échec de la Révolution chinoise de 1925-1927, gagné à l'Opposition de Gauche durant son séjour à Moscou, militant clandestin et hôte des geôles du Kuo-min-tang (KMT) à son retour dans les villes du sud de la Chine. Le récit s'interrompt à la veille du renversement du régime du Kuo-min-tang et de la proclamation de la nouvelle République populaire de Chine, lorsque Wang est envoyé par son organisation de Shanghai établir un centre de coordination à Hong-Kong, colonie britannique d'où il sera rapidement expulsé pour se retrouver exilé dans la petite colonie portugaise de Macao. Wang ne brosse qu'un très rapide tableau des activités, au sein du prolétariat de Shanghai, des militants trotskystes restés en Chine continentale et du raid secret et massif mené en décembre 1952 par la police politique du Parti communiste chinois (PCC) contre leur organisation.

La vie militante de Wang Fan-hsi, jusqu'aux années 1950, couvre plus de deux décennies décisives dans l'histoire de la Chine contemporaine : la montée et la défaite de la Deuxième Révolution chinoise, la guerre sino-japonaise et le développement des zones libérées tenues par le PCC — la guerre civile entre le Kuo-min-tang de Tchang Kai-chek et le PCC... Wang ne cherche pas à traiter systématiquement de ces événements majeurs et, bien souvent, il n'évoque que très brièvement les épisodes qu'il n'a pas lui-même vécus. Pourtant, le lecteur apprend beaucoup, au fil des pages, sur la Chine d'alors, sa vie politique et sociale. Surtout, le témoignage apporté par Wang est à bien des égards original et met en lumière des aspects peu connus, voire parfois quasiment inconnus, de l'histoire du mouvement communiste chinois.

L'itinéraire politique de Wang, c'est d'abord celui d'un jeune lycéen de province confronté, avec retard, à l'onde de choc suscitée par le Mouvement du 4 mai 1919, vaste protestation anti-impérialiste

qui donne naissance à une nouvelle intelligentsia ouverte aux idées modernes, rebelle au confucianisme traditionnel. Puis celui de l'étudiant qui finit par choisir son camp — la révolution —, rejetant la voie réformiste et élitiste de certains militants du Mouvement du 4 mai et rejoignant en 1926 les rangs du PCC à l'Université de Pékin, dans le nord de la Chine encore contrôlée par les seigneurs de la guerre, alors que le sud du pays est en pleine ébullition. Outre des pages vivantes sur les activités du PCC, forcé à la clandestinité dans le nord de la Chine, on découvre dans les premiers chapitres deux des éléments qui forment la trame du livre : la perplexité puis l'inquiétude croissante de Wang devant la faiblesse des soubassements théoriques du communisme chinois, marqué par l'empirisme de la société et d'une génération activiste jetée très tôt dans la tourmente militante ; son attachement à la personnalité de Ch'en Tshu, père du Mouvement du 4 mai puis du marxisme chinois, fondateur et premier secrétaire général du PCC, principale figure de l'Opposition de Gauche en Chine avant de se retirer de l'activité politique, peu avant sa mort en 1942.

L'itinéraire de Wang, c'est aussi celui qui l'amène à Moscou — d'octobre 1927 à l'été 1929 — et au trotskisme, après une visite exaltante dans les métropoles révolutionnaires troublées du sud de la Chine, alors que s'aggravaient les tensions entre le mouvement ouvrier et Tchang Kai-chek, et après le spectacle désolant du PCC répétant à Wuhan, en 1927, avec le « Kuo-min-tang de gauche » la même erreur opportuniste qui avait coûté peu auparavant si cher à Shanghai avec le « Kuo-min-tang de droite ». Son séjour en URSS est pour Wang, envoyé étudier à l'Université des travailleurs d'Orient, l'occasion de découvrir la violence des affrontements qui déchirent le parti soviétique, les responsabilités de la direction de l'Internationale dans la débacle en Chine, les thèses de l'Opposition malgré la censure ; l'occasion de découvrir que la majorité du Comité central n'a pas toujours raison comme on lui avait appris. Cette expérience fait de Wang un militant antibureaucratique convaincu et l'amène à rejoindre le mouvement trotskiste. Il en sera de même pour bon nombre des étudiants chinois envoyés des années-là en URSS. Wang évalue à 200 ou 300 le nombre de ceux qui deviennent des oppositionnels, chiffre beaucoup plus considérable que tout ce qui a jamais été admis officiellement par

Moscou. Le témoignage de Wang sur l'histoire de la petite communauté chinoise de Moscou, en ces années-charnières, est d'ailleurs l'une des parties les plus originales de ses Mémoires.

Un autre élément majeur de la trame du livre de Wang apparaît pour la première fois dans les chapitres sur son séjour à Moscou : la constitution de la fraction Wang Ming et son lien étroit à la fraction stalinienne en URSS. Wang Ming n'a pas de passé militant en Chine même quand il adhère — en Russie — au PCC. Bureaucrate arriviste, il finit par prendre le contrôle de la section soviétique du PCC grâce à l'appui de Pavel Mif (placé à la tête de l'Université Sun Yat-sen en remplacement de l'oppositionnel Karl Radek). C'est de là qu'il partira à l'assaut du pouvoir au sein du PCC, fort du soutien que lui accorde Moscou.

L'épisode en dit long sur le type de personnel politique utilisé par Staline pour s'assurer le contrôle des partis communistes nationaux : il joue en effet la carte de Wang Ming contre l'ensemble des dirigeants historiques du PCC, même ceux qui ont cherché à appliquer loyalement les directives venues de Moscou. Il éclaire aussi la nature du long conflit fractionnel qui oppose, tout au long des années 1930 (et jusque dans les années 1940) les « 28 bolcheviks » de Wang Ming à l'aile maoïste du PCC : la résistance des communistes « indigènes » à l'entreprise de mise au pas organisationnelle et politique du PCC menée par Staline grâce à son homme-lige. L'échec de Wang Ming sera l'échec de Staline, malgré le fait que la direction maoïste restera profondément marquée par le cadre idéologique du stalinisme et ne rompra jamais ouvertement avec la bureaucratie soviétique, avant 1960 du moins. Wang Fan-hsi donne dans son livre une description saisissante de la personnalité de Wang Ming, ainsi que de nombreux exemples du conflit de pratiques ou des oppositions de lignes qui se manifestent entre sa fraction et celle de Mao, et c'est là l'un des mérites de son ouvrage.

De retour en Chine, à l'automne 1929, Wang Fan-hsi travaille un temps auprès de Zhou Enlai, avant d'être exclu du PCC pour ses convictions trotskistes. Il relate alors les difficultés rencontrées dans l'unification des quatre groupes

1. Wang Fan-hsi, *Chinese Revolutionary*, Oxford University Press, Oxford-New York-Toronto-Melbourne, 1980, 282, p.

trotskyistes qui existent en 1930, processus d'unification qui ne sera débloqué que par une vigoureuse intervention épistolaire de Trotsky en défense de Ch'en Tu-hsiu, dénoncé par certains pour son opportunisme passé et ses thèses sur la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». C'est l'occasion pour Wang d'engager un véritable plaidoyer contre le dogmatisme, le sectarisme et l'esprit de fraction. On peut regretter que certains des débats théoriques qui ont agité les milieux trotskistes dans les années 1930 et 1940 ne soient pas décrits avec plus de précision, mais le souci de Wang de tirer la leçon des divisions épuisantes qui ont paralysé à plusieurs reprises le mouvement trotskiste chinois est particulièrement attachant. L'expérience du dogmatisme fractionnel l'amène bien souvent à juger les dirigeants de l'époque plus en fonction de leurs qualités humaines d'engagement révolutionnaire, de modestie, de rigueur personnelle, qu'en fonction des thèses politiques avancées à tel ou tel moment.

La répression frappe durement les noyaux militants trotskistes chinois, et Wang connaît plusieurs long séjours dans les prisons du Kuo-min-tang, la torture et l'isolement complet. Les pages dans lesquelles il décrit l'évolution des méthodes répressives du régime de Tchang Kai-chek sont instructives à plus d'un titre. Comme sont émouvantes ces pages où il décrit le dévouement de militants obligés d'agir dans des conditions très difficiles,

sans soutien financier et vivant d'expédients !

Le mouvement trotskiste chinois a marqué de son sceau l'évolution du mouvement national, des débats littéraires et du mouvement syndical, notamment à Shanghai. Il a connu des succès significatifs. Mais il n'a jamais réussi à construire une organisation à même de résister durablement à la répression et à même de concurrencer le PCC. Il y a à cela des explications objectives, dont la moindre n'est pas la faiblesse internationale du mouvement trotskiste. Mais Wang s'attache à tirer un premier bilan critique de l'échec ultime de son organisation (ainsi que de celle de P'eng Shu-tse, car le mouvement est à nouveau divisé en deux après 1941). Ce bilan n'est ici encore que partiel et il le précisera dans un texte de 1973 dont le traducteur de ses Mémoires, Greg Benton, cite des passages dans l'introduction du livre ; mais il est déjà sans complaisance. Il lie notamment la paralysie militante qui se manifeste à partir de la fin des années 1930 à l'incapacité du mouvement à s'intégrer à la guérilla rurale qui s'étend à l'initiative du PCC contre l'occupation japonaise. Seuls quelques militants trotskistes constitueront, indépendamment de leurs organisations, deux groupes de guérilla dont l'un — fort de 2 000 soldats selon Wang — a été détruit par le PCC, et l'autre par les Japonais.

Ce n'est, du fait de leur isolement entre autres, que très tardivement que les

organisations trotskistes ont pris conscience de ce que le Parti communiste chinois et l'Armée rouge étaient engagés dans une offensive contre le Kuo-min-tang qui devait les porter au pouvoir. Et, à lire les pages où Wang décrit les débats qui traversent le mouvement, à la fin 1948 et en 1949, on se rend compte que le gros des militants trotskistes d'alors n'était toujours pas conscient que la victoire d'Octobre 1949 était celle d'une révolution sociale majeure et non seulement celle d'un parti et d'une armée.

Wang Fa-hsi a écrit, en 1957, son livre pour un public très restreint, formé avant tout d'amis et de camarades rescapés ; jusqu'à l'édition chinoise de Hong-Kong en 1978, il n'existait qu'une vingtaine d'exemplaires difficilement ronéotypés de ses Mémoires. Pourtant, et bien qu'il ne s'étende pas sur une série de questions et d'événements importants, le livre de Wang peut-être lu par un public très large grâce à la simplicité de son ton, à l'honnêteté de son témoignage, à la qualité de ses descriptions. Il est heureux qu'il existe enfin une édition anglaise de ses mémoires, même si son prix reste prohibitif pour beaucoup. Il reste à souhaiter qu'il paraisse dans une édition plus populaire et en d'autres langues : c'est une pierre indispensable à la connaissance de l'histoire du mouvement communiste chinois et à celle du mouvement trotskiste mondial.

Pierre ROUSSET
24 février 1981.

Une campagne d'affiches murales à Pékin en 1974. (DR)





CRITIQUE COMMUNISTE

Revue de la Ligue communiste révolutionnaire AVRIL 1981 127 Numéro spécial

Marchais :
l'espoir
verrouillé



SPECIAL PRESIDENTIELLE
Les partis ouvriers face à l'élection présidentielle

**Derrière
Mitterrand :**
les
contradictions
du PS



**CONGRES
du
PARTI SOCIALISTE**

OCI :
l'échec
d'une
campagne



LO :
« Il ne sert
à rien
de battre
Giscard »

LISEZ

ROUGE

CHAQUE SEMAINE
EN VENTE
DANS LES KIOSQUES

Quatrième Internationale

avril-mai-juin 1981

EDITORIAL :

Espagne : signal d'alarme.....

Ernest Mandel et John Ross - Nécessité d'une organisation internationale révolutionnaire.....

Fitzroy Ambursley - L'échec du socialisme démocratique à la Jamaïque et l'avenir de la révolution à Grenade.....

Pierre Frank - La théorie de la révolution permanente.....

Alain Brossat - Petr Uhl, Rudolf Bahro, le marxisme renaît à l'Est.....

ARCHIVES DU MARXISME :

Grigory Kostiuik - *Les Années maudites*.....

NOTES DE LECTURE :

Wang Fan-hsi : *Chinese revolutionary Memoirs 1919-1949* ; Léon Trotsky : *Oeuvres*, tome 9 ; Nadya de Beule : *Het Belgisch Trotskisme 1925-1940*.....

ABONNEMENTS : 1 AN, 4 NUMEROS

FRANCE
Ab. ordinaire 70 francs français
Ab. soutien 140 francs français
Chèques à l'ordre de :
P.E.C.
2, rue Richard Lenoir
93100 MONTREUIL
FRANCE
FRANCE

AUTRES PAYS
Ab. ordinaire 500 francs belges
Ab. soutien 1 000 francs belges
Par avion 600 francs belges
Mandats, virements, chèques pour le
compte CGER n° 001-1020473-12 de
Quatrième Internationale
12, rue de la Buanderie
1000 BRUXELLES
BELGIQUE

AUTOGESTIONS

revue trimestrielle

N° 5
printemps 81

numéro spécial

POLOGNE : LA BRECHE ?

• Articles de J.Kuron, K.Modzelewski, W. Kuczynski, etc. Documents inédits •
Débat avec K.Pomian, D.Singer et A.Smolar •

Editions PRIVAT, 14 rue des Arts, 31.000 Toulouse.

Abonnements 1981 : 100 F.(indiv.) et 120 F. (inst.) France. 110 F (indiv.) et 110 F. (inst.) Etranger.

Prix au numéro : 30 F. Vendue en librairie

publicité

